



**HAL**  
open science

# Le premier British Council en Birmanie entre 1948 et 1955 : politique linguistique et diplomatie culturelle au lendemain de l'indépendance

Lauriane Simony

► **To cite this version:**

Lauriane Simony. Le premier British Council en Birmanie entre 1948 et 1955 : politique linguistique et diplomatie culturelle au lendemain de l'indépendance. Sciences de l'Homme et Société. 2015. dumas-02184601

**HAL Id: dumas-02184601**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02184601>**

Submitted on 16 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LE PREMIER BRITISH COUNCIL EN BIRMANIE  
ENTRE 1948 ET 1955 : POLITIQUE LINGUISTIQUE  
ET DIPLOMATIE CULTURELLE  
AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE**

*Lauriane Simony*

*M2 Etudes Anglophones – ENS de Lyon*

*Septembre 2015*

*Sous la direction de Mélanie Torrent, Maître de Conférences,*

*l'Université Paris Diderot*



# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE I « LA BIRMANIE A L'ECOLE DES ANGLAIS »</b>	<b>18</b>
<b>1. DEMANTELEMENT DE L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET IMPLANTATION DU BRITISH COUNCIL EN BIRMANIE</b>	<b>19</b>
LES ENJEUX D'UNE MISE EN PLACE PRECOCE	19
ETAT DE L'EDUCATION DANS LE PAYS : DYSFONCTIONNEMENTS ET PERSPECTIVES DE CHANGEMENTS	23
<b>2. LA LANGUE : UN ACCES EFFICACE A LA CULTURE</b>	<b>28</b>
DES OUTILS VARIES... ET INNOVANTS ?	28
UNE PLACE UNIQUE ?	33
<b>3. DE MULTIPLES CONTRAINTES A SURMONTER</b>	<b>37</b>
DES CONTRAINTES HUMAINES ET MATERIELLES : DE DIFFICILES NEGOCIATIONS AVEC LONDRES	37
DES CONTRAINTES GEOPOLITIQUES	40
<b>CHAPITRE II DE LA COOPERATION A LA RUPTURE</b>	<b>42</b>
<b>1. QUEL(S) PUBLIC(S) VISÉ(S) ? ENTRE SOUCI D'EQUITE ET TENTATION D'ELITISME</b>	<b>43</b>
L'EDUCATION POUR TOUS...	43
... MAIS UN FONDEMENT ELITISTE	45
UNE DEMARCHE INCLUSIVE VIS-A-VIS DES MINORITES ETHNIQUES	47
<b>2. LE BRITISH COUNCIL ET LE MINISTERE DE L'EDUCATION : ALLIES OU RIVAUX ?</b>	<b>50</b>
VERS UNE COOPERATION EFFICACE	50
L'ENJEU MAJEUR DU DEBAT : LA PLACE DE LA LANGUE ANGLAISE AU SEIN DE LA NOUVELLE REPUBLIQUE BIRMANE	53
UNE PLUS FORTE MEFIANCE ENVERS L'INSTITUTION DANS LES ANNEES 1950	58
<b>CHAPITRE III RELATIONS OU PROPAGANDE CULTURELLE(S) ?</b>	<b>61</b>
<b>1. PROMOUVOIR UN MODELE BRITANNIQUE ?</b>	<b>62</b>
LA BIRMANIE DES PREMIERES ANNEES D'INDEPENDANCE : LA NOUVELLE REPUBLIQUE HESITE ENTRE PLUSIEURS MODELES	62
LA BIRMANIE SUR LA SCENE INTERNATIONALE : UN POSITIONNEMENT IDEOLOGIQUE ORIGINAL	65

BRITISH COUNCIL ET PROPAGANDE CULTURELLE : LA CULTURE MISE AU SERVICE DE L'INFLUENCE BRITANNIQUE	66
<b>2. LA BIRMANIE INDEPENDANTE AU CŒUR D'UNE LUTTE D'INFLUENCE : LES ENJEUX STRATEGIQUES DERRIERE LE DEVELOPPEMENT DU BRITISH COUNCIL</b>	<b>70</b>
L'ACTION CULTURELLE AU SERVICE DES INTERETS ECONOMIQUES, POLITIQUES ET STRATEGIQUES DE LA GRANDE-BRETAGNE	70
LE GRAND RIVAL DE LA GRANDE-BRETAGNE : LES ETATS-UNIS	74
GUERRE FROIDE ET LUTTE ANTICOMMUNISTE : LE BRITISH COUNCIL AU CŒUR DES QUESTIONS STRATEGIQUES	78
<b>CONCLUSION</b>	<b>83</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>87</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>92</b>

## INTRODUCTION

*« La mission du British Council qui consiste à enseigner l'anglais à l'étranger est vitale car, dans de nombreux cas, ce n'est qu'à travers une bonne connaissance de la langue anglaise que nous pouvons mieux faire connaître nos valeurs et notre civilisation. [...] [L]'ouverture des étrangers à la culture anglaise doit passer principalement par la langue anglaise, tant dans sa forme orale que dans sa forme écrite »<sup>1</sup>.*

Le 4 janvier 1948, la Birmanie obtient son indépendance. Après plusieurs mois de négociations intenses avec le gouvernement britannique, la Birmanie se dote d'une nouvelle Constitution en septembre 1947 et entame son processus formel de décolonisation. Si le mouvement nationaliste birman incarné par l'AFPFL (the Anti-Fascist People's Freedom League, ou la Ligue anti-fasciste pour la liberté du peuple) avait, à plusieurs reprises, calqué ses actions et exigences face à la Grande-Bretagne sur celles du mouvement nationaliste indien<sup>2</sup>, la Birmanie emprunte une autre voie à son indépendance : contrairement à son voisin qui choisit de maintenir des relations diplomatiques importantes avec la Grande-Bretagne à travers son adhésion au Commonwealth, la Birmanie tente de couper tous les liens avec la métropole britannique en quittant le Commonwealth en 1948. Ainsi, dans le Traité définissant les termes de l'indépendance birmane signé entre U Nu<sup>3</sup> – bras droit du Général Aung San et premier Premier Ministre de la République de l'Union de Birmanie – et le Premier Ministre britannique Clement Attlee le 17 octobre 1947, on peut lire : « Le Gouvernement du Royaume-Uni reconnaît l'existence de la République de l'Union de

---

<sup>1</sup> « The Council's work in teaching English overseas is vitally important, because in many cases it is only through a knowledge of the English language that we can make our thought and civilisation better known. [...] [T]he foreigner's access to English culture must be mainly through the English language in its spoken and written forms ». « Council's Involvement in Education at all Levels but with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », August 1947, The National Archives (TNA), BW 1/195. Il s'agit de ma propre traduction ; il en sera de même pour le reste de ce mémoire.

<sup>2</sup> Voir R. B. Smith, « Some contrasts between Burma and Malaya in British policy in South-East Asia », in R. B. Smith and A. J. Stockwell (eds.), *British Policy and the Transfer of Power in Asia: Documentary Perspectives*, London, School of Oriental and African Studies, 1987, 64-66.

<sup>3</sup> Voir annexe p. 90.

Birmanie et son statut d'Etat Souverain et Indépendant »<sup>4</sup>. La Grande-Bretagne sait qu'elle va devoir trouver des solutions nouvelles afin de maintenir une forme d'influence sur son ancienne colonie – notamment à travers le British Council.

Le British Council est une institution britannique fondée en 1934 sous le nom de « British Committee for Relations with Other Countries ». Les missions du British Council sont définies à travers la charte royale de 1940 : « promouvoir une plus grande connaissance [du Royaume-Uni] et de la langue anglaise à l'étranger et développer des relations culturelles plus étroites entre [le Royaume-Uni] et les autres pays »<sup>5</sup>. Le contexte international des années 1940-1950 semble donner une légitimité supplémentaire à une telle organisation internationale : le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle marque le début de la décolonisation de l'Empire britannique qui faisait la puissance politique, économique et stratégique de la Grande-Bretagne, avec une série d'indépendances en Asie du Sud qui affaiblissent la métropole – l'Inde et le Pakistan en 1947 et la Birmanie et Ceylan en 1948. En parallèle, le monde entre dans la Guerre Froide : la poussée communiste et l'influence accrue du bloc soviétique inquiètent de plus en plus les autorités britanniques.

En Birmanie, le Parti communiste commence à gagner du terrain dès la Seconde Guerre mondiale ; il renforce ses actions lorsque le pays obtient son indépendance. Le Parti communiste de Birmanie (PCB) avait été fondé à Rangoun le 15 août 1939 et comptait notamment parmi ses membres le Général Aung San. Les actions du PCB prennent de l'ampleur durant la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre de la résistance qu'il mène face à l'occupant britannique (entre 1939 et 1942) puis japonais (entre 1942 et 1945). L'AFPFL naît du PCB en 1945 afin de poursuivre la lutte pour l'indépendance du pays à la réoccupation du territoire par les Britanniques. Cependant, l'AFPFL et le PCB se séparent le 2 novembre 1946 à la suite du refus des membres du PCB de prendre part aux négociations diplomatiques avec la Grande-Bretagne : ils préconisent des méthodes plus fermes pour obtenir l'indépendance. Finalement, lorsque la Birmanie

---

<sup>4</sup> « The Government of the United Kingdom recognises the Republic of the Union of Burma as a fully Independent Sovereign State ». Clement Attlee and Thakin Nu, *Treaty between the Government of the United Kingdom and the provisional Government of Burma*, 17 October 1947.

<sup>5</sup> « promoting a wider knowledge of [the United Kingdom] and the English language abroad and developing closer cultural relations between [the United Kingdom] and other countries ». *Royal Charter of the British Council*, 1940.

< <http://www.britishcouncil.org/sites/britishcouncil.uk2/files/royalcharter.pdf> >, dernière consultation en juin 2015.

parvient à s'émanciper, les deux factions principales du PCB – la faction dite du « Drapeau Blanc », derrière Than Tun, et la faction dite du « Drapeau Rouge », plus extrême, derrière Than Soe – se montrent insatisfaites.

Face à cette poussée communiste en Birmanie, les autorités britanniques cherchent à mettre en œuvre des stratégies de diffusion d'un modèle à la fois britannique et, plus largement, occidental dans les pays nouvellement indépendants où la menace communiste semble être la plus élevée. Dans ce contexte de déclin de l'influence britannique, il semble impossible pour la Grande-Bretagne d'ignorer la stratégie anti-communiste américaine, l'hégémonie des Etats-Unis ne cessant de s'affirmer : « la répartition des pouvoirs dans le monde avait énormément changé et les Américains étaient davantage conscients du déclin de la Grande-Bretagne, tant il fut accentué par la crise financière de la fin des années 1940 et le succès de la nationalisation de la Anglo-Iranian Oil Company en 1951 »<sup>6</sup>. Si la Grande-Bretagne ne peut mettre en place ses réseaux de diffusion culturelle de manière complètement autonome, elle souhaite néanmoins promouvoir un modèle proprement britannique dans ses anciennes colonies. En Birmanie, les efforts du British Council dans la sphère de l'éducation et les conseils des autorités britanniques en matière de formation politique semblent relever davantage du modèle britannique que d'un modèle que l'on pourrait qualifier d'« occidental ». Richard Aldrich, dans son article intitulé « Putting culture into the Cold War: the Cultural Relations Department (CRD) and British Covert Information Warfare », montre qu'à travers le CRD et le British Council notamment, le gouvernement britannique a mené sa propre propagande antisoviétique, dans le but de servir les intérêts du pays – malgré une certaine collaboration avec des agences américaines telles que la CIA (Central Intelligence Agency). « Le CRD représente probablement la première tentative britannique d'après-guerre pour mettre en place des organisations anti-communistes visibles »<sup>7</sup>, R. Aldrich estime-t-il.

---

<sup>6</sup> « the world power structure had changed enormously and Americans were much more aware of the decline of Great Britain so graphically emphasised by the financial crisis of the late 1940s and the successful nationalisation of the Anglo-Iranian oil company in 1951 ». John Kent, « United States reactions to empire, colonialism, and cold war in Black Africa, 1949-1957 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 33:2, 2005, 210.

<sup>7</sup> « Arguably CRD represents the first British post-war effort to experiment with creating anti-communist front organizations ». Richard Aldrich, « Putting Culture into the Cold War: the Cultural Relations Department (CRD) and British Covert Information Warfare », *Intelligence and National Security*, 18:2, 2003, 111.

A peine son indépendance proclamée en janvier 1948, la Birmanie entre dans une période de guerre civile. Deux factions politiques en particulier se révoltent contre le gouvernement fraîchement installé du Premier Ministre U Nu : la minorité ethnique des Karens, organisée à travers l'Union Nationale Karen, qui refuse de reconnaître la légitimité politique de l'Union de Birmanie d'une part, et la faction du « Drapeau Blanc » du Parti communiste de Birmanie qui dénonce l'indépendance comme un « simulacre d'indépendance »<sup>8</sup> d'autre part. En outre, les relations diplomatiques entre la Birmanie et la Grande-Bretagne se détériorent rapidement : dès le printemps 1958, les autorités britanniques témoignent de leur méfiance à l'égard du plan biennal de développement économique lancé par le nouveau régime, et en particulier à l'égard des nombreuses nationalisations que ce plan entraîne. La situation continue de se dégrader : attaqué sur différents fronts, le Cabinet démissionne le 16 juillet 1948. Malgré les quelques mesures prises par le Premier Ministre U Nu afin d'apaiser les tensions, telles que la mise en place d'une commission d'enquête sur l'autonomie régionale en octobre 1948 afin d'entendre les requêtes des minorités ethniques, la situation ne s'améliore guère.

C'est durant les années 1949 et 1950 que la crise interne atteint son paroxysme. En janvier 1949, les troupes de l'Union Nationale Karen marchent sur Rangoun, après avoir déclaré l'indépendance de l'Etat Karen-Môn (au Sud du pays). Profitant de cette révolte comme d'une diversion, les autres groupes dissidents tentent de s'allier et fondent un Front Démocratique Uni dont le but est de faire chuter le gouvernement en place ; ce front rassemble notamment les Communistes de Thakin Than Tun et le PVO (People's Volunteer Organisation), une faction paramilitaire composée de vétérans. Cependant, après deux ans de conflits internes, le pouvoir central birman parvient à reprendre le dessus et à mater les révoltes. Si l'aide extérieure a joué un grand rôle dans la stabilisation du régime, la Grande-Bretagne ayant par exemple contribué financièrement au régime de U Nu par l'intermédiaire d'un fond du Commonwealth, c'est principalement l'incapacité des différents groupes rebelles à coordonner leurs actions qui a permis au gouvernement central de reprendre le contrôle du pays.<sup>9</sup> John Cady souligne également, dans *A History of Modern Burma*, le rôle du Premier Ministre lui-même dans l'affaire : « La crise a finalement mis en évidence ce qui fait du Premier

---

<sup>8</sup> « sham independence ». Richard Butwell, *U Nu of Burma*, Stanford, California, Stanford University Press, 1969, 96.

<sup>9</sup> John Cady, *A History of Modern Burma*, Ithaca, Cornell University Press, 1958, 579. Voir aussi J. S. Furnivall, « Twilight in Burma: Independence and After », *Pacific Affairs*, 22:2, June 1949, 162 et 166-172.



Ministre U Nu un leader doté d'une clarté d'esprit surpassant de beaucoup les qualités dont il avait fait preuve auparavant, comme homme politique et homme d'Etat »<sup>10</sup>.

C'est dans ce contexte mouvementé que le British Council s'implante en Birmanie, en août 1947. Le British Council répond de l'autorité du Foreign Office à Londres mais ses actions sont coordonnées au niveau local par le Représentant du British Council en Birmanie, J.E.V. Jenkins. Ainsi, au moment même où l'administration coloniale se retire du pays, de nouvelles figures britanniques arrivent en Birmanie : au rôle purement politique des autorités britanniques en Birmanie sous la colonisation se substituent des missions de type diplomatique et culturel. Il s'agit pour le British Council de répondre aux besoins immédiats du pays en termes d'éducation, à travers des aides financières aux écoles par exemple, tout en mettant l'accent sur la diffusion de la langue anglaise. Le British Council avait déjà contribué, en 1945, à la reconstruction d'institutions éducatives détruites lors de l'occupation japonaise entre 1942 et 1945<sup>11</sup>, notamment en fournissant des livres et manuels à la fois en langue anglaise et en langue birmane, et en mettant à la disposition du gouvernement birman des instructeurs capables de former de nouveaux instituteurs et professeurs. La Birmanie est ainsi devenue le premier terrain d'expérimentation du British Council en Asie, du fait de sa petite taille et de son avancée dans le processus de décolonisation : « Au vu du très petit territoire que représente la Birmanie et du faible nombre de problèmes politiques et raciaux qu'on y rencontre, il est probable que ce pays offre un terrain d'expérimentation immédiate pour le British Council dans cette partie du monde »<sup>12</sup>. Pour commencer, le British Council entend mettre en place des associations ou clubs en Birmanie qui permettront des échanges culturels et linguistiques entre Britanniques et Birmans. On peut lire dans le rapport préliminaire du British Council en Asie du Sud-Est : « A la lumière de son expérience dans le champ de l'organisation et de la gestion de sociétés anglophiles à l'étranger, une organisation du même type pourrait être mise en place en Birmanie dès la reconquête du pays – par exemple un club ou une association anglo-birmane dans laquelle, pour la première fois, des Birmans et des Britanniques pourraient être amenés

---

<sup>10</sup> « The crisis eventually brought to light in Premier Nu qualities of leadership and clarity of vision exceeding by a considerable margin capabilities previously shown as a politician and as a statesman ». John Cady, *op. cit.*, 579.

<sup>11</sup> Voir annexe p. 91.

<sup>12</sup> « In view of the much smaller area and the fewer political and racial problems to be encountered it is likely that Burma might provide a more immediate field for the British Council in this part of the world ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

à se mélanger à souhait par l'intermédiaire du sport et de la culture »<sup>13</sup>. La population visée au départ est donc très clairement l'élite du pays, déjà largement imprégnée de cette double culture birmane et britannique car ayant été formée aux écoles britanniques de Birmanie sous l'occupation coloniale.

Finalement, à l'indépendance de la Birmanie, les activités du British Council ne se limitent pas à ces clubs anglophiles mais, au contraire, se développent et se diversifient rapidement. La part de la population birmane concernée est de plus en plus large : de l'élite financière et politique de Rangoun, le British Council étend ses actions pour inclure les classes populaires de la capitale puis, peu à peu, ouvre des centres dans d'autres villes à travers le pays. Il existe deux aspects majeurs des missions du British Council à l'étranger. D'une part, l'organisation s'investit dans différents domaines culturels : la littérature, avec l'ouverture de bibliothèques et l'achat régulier de livres en langue anglaise, la musique, à travers l'organisation de concerts, et le cinéma, grâce à la projection de films britanniques. L'autre pan de son activité concerne l'éducation, comme je l'ai déjà indiqué : le British Council met en place des bureaux linguistiques pour le conseil et la formation, développe un système de bourses afin de permettre aux étudiants étrangers d'effectuer une partie de leurs études en Grande-Bretagne, et diffuse des émissions éducatives à la radio, telles que « English by Radio ». Très vite, les autorités britanniques considèrent l'entreprise comme un succès. Le rapport de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Rangoun rappelle l'importance d'un bon départ : « Ces premiers mois de relation entre la Grande-Bretagne et la Birmanie constituent une période de mise en place du schéma d'action du British Council dans le pays et de conditionnement des attitudes birmanes vis-à-vis du Council pour de longues années à venir »<sup>14</sup>.

Les enjeux d'une influence culturelle britannique dans les anciennes colonies sont nombreux. Le British Council, à travers ses activités dans la sphère de l'éducation, est tout d'abord envisagé comme une institution stabilisatrice dans des pays où il existe

---

<sup>13</sup> « In the light of its experience in organising and running anglophile bodies in foreign countries, some such organisation might be set up immediately on the reoccupation of Burma e.g. an Anglo-Burmese club or society in which (for the first time) Burmese and British might be induced to mix freely through the medium of sport and culture ». *Ibid.*

<sup>14</sup> « These early months of the new relationship between Britain and Burma are the period in which the pattern of future British Council activities in this country will be set and the attitudes of the Burmese towards the Council conditioned for a long time to come ». « British Council Activity in Burma, 1948 », TNA, FO 924/698.

d'importantes luttes d'influence. Une lettre circulaire issue du Colonial Office rappelle un des rôles premiers du British Council : il s'agit pour l'institution de réduire l'influence communiste dans certains pays chers aux intérêts britanniques, comme en Asie du Sud-Est. Le British Council est ainsi très clairement présenté comme une institution de contre-propagande visant un public attiré par le communisme, perçu comme une alternative séduisante à l'impérialisme britannique, à savoir les étudiants et les intellectuels en particulier : « Nous estimons que le Council peut effectuer un travail très précieux pour contrer la propagande communiste, en montrant que la Grande-Bretagne et la tradition occidentale que la Grande-Bretagne défend a davantage à offrir que le mode de vie communiste »<sup>15</sup>. De plus, la langue est définie par le British Council comme un élément majeur de cohésion sociale : « la langue, qui est indispensable au contrôle social, a toujours été l'agent suprême de la domination culturelle »<sup>16</sup>. Il s'agit en quelque sorte de former une nouvelle classe de jeunes Birmans anglophones éduqués à l'occidentale, peut-être plus prompts à mener leurs actions politiques de manière démocratique.

L'intérêt des Britanniques pour le British Council est bien sûr stratégique. Dès les années 1930, les autorités britanniques prennent conscience de l'importance de mener une diplomatie culturelle, pour deux raisons majeures. D'une part, il s'agit de contrer les efforts de pays rivaux comme l'Italie ou l'Allemagne qui cherchent à affaiblir la puissance britannique dans ses zones d'influence (le Moyen-Orient par exemple), par l'intermédiaire de programmes radiophoniques diffusés par la BBC. D'autre part, Londres souhaite encourager davantage d'étudiants étrangers à venir poursuivre leur cursus académique en Grande-Bretagne dans l'espoir de développer les échanges commerciaux avec les colonies ou États dont ces étudiants sont issus<sup>17</sup>. Tant du point de vue militaire que du point de vue économique, la Birmanie représente une zone très stratégique pour la Grande-Bretagne, notamment du fait de sa situation géographique avantageuse, au carrefour entre la Chine et l'Inde. Vers la fin du mandat du Premier

---

<sup>15</sup> « We feel that the Council can do valuable positive work in countering Communist propaganda by showing that Britain and the Western tradition for which Britain stands has something better to offer than the Communist way of life ». « Circular letter from Sir Charles Jeffries (Colonial Office), to High Commissioners etc., 28 November 1940, BC, GEN/682/6 », citée dans Frances Donaldson, *The British Council: the first 50 years*, London, J. Cape, 1984, 155.

<sup>16</sup> « language, being fundamental to social control, has been the supreme agent of cultural domination ». « Council's Involvement in Education at All Levels but with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », TNA, BW 1/195.

<sup>17</sup> Richard Aldrich, « Putting Culture into the Cold War : the Cultural Relations Department (CRD) and British Covert Information Warfare », *Intelligence and National Security*, 18:2, 2003, 111.

Ministre Clement Attlee, le Foreign Office établit un bilan des intérêts et responsabilités britanniques au sein de son Empire et auprès de ses anciennes colonies. Si c'est le Moyen-Orient qui apparaît comme la région la plus stratégique pour la Grande-Bretagne, l'Asie du Sud-Est se place en deuxième position : très riche en ressources naturelles et en matières premières, elle constitue une source de revenus majeure<sup>18</sup>. Ainsi, l'implantation du British Council en Birmanie et les efforts du Foreign Office sous le Ministre Ernest Bevin pour diffuser le modèle culturel britannique à l'étranger ne peuvent être séparés de considérations de type économique : « Une diplomatie d'après-guerre efficace doit reposer sur la puissance économique »<sup>19</sup>. Cette nouvelle forme d'influence, à savoir le développement d'une diplomatie d'ordre culturel, est l'un des moyens mis en avant par le gouvernement britannique pour s'assurer une place de choix parmi les partenaires commerciaux de la Birmanie.

En outre, comme je l'ai rappelé, la Birmanie quitte le Commonwealth en obtenant son indépendance. Le gouvernement britannique voit donc le British Council comme le moyen de maintenir une présence britannique sur le sol birman et d'entretenir des relations cordiales avec le nouveau régime de la République de Birmanie : « L'enseignement de l'anglais représente également une étape essentielle dans l'affirmation de ce que beaucoup considèrent comme l'aspect le plus important des activités du Council, à savoir le développement de relations personnelles entre la population étrangère et la population britannique »<sup>20</sup>. Malgré l'instauration de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne à travers le U Nu-Attlee Agreement, signé le 17 octobre 1947<sup>21</sup>, le climat à l'Assemblée Constituante birmane (formée en juin 1947 pour établir la Constitution de la République de l'Union de Birmanie) est très nationaliste : la plupart des élites du pays souhaitent couper tout lien restant avec la métropole<sup>22</sup>. Selon John Darwin, la Birmanie représente même le pays asiatique dans lequel le rejet de

---

<sup>18</sup> Frank Heinlein, *British Government Policy and Decolonisation, 1945-1963: Scrutinising the Official Mind*, London, Frank Cass, 2002, 20.

<sup>19</sup> « Effective postwar diplomacy would depend on economic power ». Anthony Adamthwaite, « Britain and the World, 1945-9: The View from the Foreign Office », *International Affairs*, 61:2, 1985, 225.

<sup>20</sup> « The teaching of English is also an essential step in developing what many would consider the most vital aspect of the Council's work, namely the fostering of personal relations between foreigners and British people ». « Council's Involvement in Education at All Levels but with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », TNA, BW 1/195.

<sup>21</sup> Clement Attlee and Thakin Nu, *Treaty between the Government of the United Kingdom and the provisional Government of Burma*, 17 October 1947.

<sup>22</sup> John Cady, *op. cit.*, 555-556.

l'influence britannique est le plus total<sup>23</sup>. C'est pourquoi les Britanniques cherchent de nouveaux moyens pour maintenir des relations avec leur ancienne colonie : la mise en place d'une diplomatie culturelle – mode d'influence que l'on peut qualifier d'informel – constitue le premier pas vers des échanges diplomatiques plus concrets avec un pays qui fait son entrée sur la scène internationale.

En effet, tandis que l'imposition d'un régime colonial suppose un contrôle « formel », au sens où c'est la puissance impériale qui détient les outils du pouvoir politique, économique et social à l'intérieur de sa colonie, la Grande-Bretagne exerce sur la Birmanie, au lendemain de l'indépendance, une autre forme de contrôle, dite « informelle ». Il s'agit d'une autorité qui ne découle pas de la souveraineté politique, mais plutôt de la puissance et de la capacité d'influence d'un Etat sur la scène internationale, notamment vis-à-vis de pays plus faibles militairement ou économiquement parlant. Ainsi John Darwin met-il en avant l'adhésion au Commonwealth comme l'un des modes d'influence informelle les plus courants et efficaces, après l'indépendance des colonies britanniques : « Là où cela était possible, en effet, Londres cherchait à établir une 'relation spéciale' avec ses anciennes colonies, en partant du principe que les nouveaux chefs d'Etat s'en remettraient à la Grande-Bretagne pour leurs besoins extérieurs »<sup>24</sup>. Le British Council participe également à cette influence postcoloniale de la Grande-Bretagne en Asie du Sud-Est : l'historien rappelle que la décolonisation possède également une facette culturelle qui permet à l'ex-puissance coloniale de se montrer présente sur les nouveaux territoires indépendants à travers des institutions, une langue, des coutumes, etc.<sup>25</sup>.

Ainsi, si les Britanniques affirment œuvrer en faveur des intérêts birmans en leur apportant une aide financière, matérielle et humaine dans le domaine de l'éducation par l'intermédiaire du British Council, quel est le but réel d'une telle entreprise ? S'agit-il pour la Grande-Bretagne de développer des relations culturelles fortes avec son ancienne colonie ou peut-on qualifier les actions du British Council en Birmanie de « propagande culturelle » ? La politique du British Council en Birmanie prête à débat. Si, à travers les rapports des années 1947 à 1954 – date à laquelle J.E.V. Jenkins démissionne de son poste de Représentant du British Council en Birmanie – on peut

---

<sup>23</sup> John Darwin, *Britain and Decolonisation, The Retreat from Empire in the Post-War World*, New York, Palgrave Macmillan, 1988, 98.

<sup>24</sup> « Wherever possible, indeed, London intended « to construct a 'special relationship' with the ex-colony, on the assumption that the new rulers would turn to Britain for their external needs ». *Ibid.*, 298.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 15.

constater les efforts réels menés par l'institution pour soutenir la nouvelle République dans son processus de développement et de marche vers la démocratie, on s'aperçoit dans un second temps que certaines décisions de l'organisation semblent être remises en question, que ce soit par les autorités birmanes, la population locale ou même le Foreign Office à Londres.

L'étude des premiers pas du British Council en Birmanie est intéressante en ce qu'elle témoigne tout d'abord de l'évolution des relations anglo-birmanes au lendemain de l'émancipation de la colonie. Les mesures prises par le British Council dès 1947 sont autant de tentatives britanniques de « plaire » au régime birman, et en particulier au Ministre de l'Education. Le British Council ne parvient pas toujours à coordonner ses missions avec celles du gouvernement birman : le British Council constitue-t-il, de la part de la métropole, une preuve de coopération avec les autorités birmanes, et donc une reconnaissance informelle de leur souveraineté nouvellement acquise, ou bien ses actions correspondent-elles à une forme d'ingérence dans les affaires internes d'un pays ayant clairement exposé son refus d'être perçu comme inférieur en renonçant à son adhésion au Commonwealth ? Il faudra ainsi examiner l'évolution des relations anglo-birmanes au cours de la période, et notamment le passage d'une attitude birmane globalement encourageante à un rejet de plus en plus marqué de toute interférence dans la conduite des politiques éducatives du Ministère de l'Education. En outre, l'attitude de la population locale à l'égard des missions menées par le British Council est ambiguë. En analysant les différents publics visés par les actions du British Council, ainsi que la réception de ces missions, on voit apparaître un fossé entre l'élite birmane résidant à Rangoun et le reste de la population. Le décalage entre les aides reçues par la majorité birmane et les minorités ethniques présentes sur le sol birman est également significatif et fera l'objet d'une étude approfondie, à travers l'examen du centre du British Council à Taunggyi dans l'Etat Shan. Pour finir, c'est auprès de Londres que le British Council doit justifier son action constamment : les missions de l'organisation requièrent un financement important – le manque de matériel scolaire et de personnel représentant la contrainte majeure au développement éducatif du pays – mais le gouvernement britannique ne voit pas toujours d'un œil confiant ces dépenses importantes associées à la promotion de l'anglais dans un pays qui a choisi de se détacher de la sphère d'influence britannique.

Comme l'illustre la rapidité avec laquelle le British Council s'implante en Birmanie, quelques mois avant que le pays n'obtienne son indépendance, la Birmanie devient, durant la Guerre Froide, le terrain d'affrontement de plusieurs puissances qui cherchent à élargir leur sphère d'influence. Au moment même où la structure du British Council commence à s'étendre et ses actions se multiplier, des centres linguistiques américains fleurissent à travers le pays, faisant ainsi concurrence aux cours de langue proposés par l'institution britannique. Le ton et la rhétorique utilisés dans les rapports du British Council suggèrent que les deux pays occidentaux se lancent alors dans une véritable entreprise de séduction du public birman. D'importance moindre mais cependant non négligeable, on note que le British Council voit l'ouverture d'une ambassade de Russie et d'une ambassade de Chine à Rangoun d'un œil méfiant, l'idée étant que le développement d'actions culturelles menées par la Chine ou la Russie en Birmanie pourraient faire pencher la balance en faveur du bloc de l'Est. Enfin, les Britanniques savent que la Birmanie entretient des liens étroits avec son voisin, l'Inde, qui devient pour eux, à partir de 1947, un nouveau rival potentiel dans le domaine culturel. Dans le rapport du British Council concernant ses activités en Asie du Sud-Est, on peut lire : « [Les Etats-Unis, la Chine et l'Inde] vont commencer à envisager la reprise de leurs activités dans la période d'après-guerre et le British Council doit être constitué de manière à être aussi attirant pour les Birmans que ces rivaux-là »<sup>26</sup>.

Il faut tout de même rappeler que le British Council est aussi actif en Inde à cette époque : le partenariat entre l'Inde et la Grande-Bretagne semble plus solide du fait de leurs relations historiques privilégiées durant la période coloniale, et de l'adhésion continue de l'Inde au Commonwealth. Bien que les activités du British Council en Inde soient lancées dès l'indépendance du pays afin d'assurer une certaine continuité dans la présence britannique, Alice Byrne montre, dans son article « The British Council in India, 1945-1955: Preserving 'old relationships under new forms' », que le British Council éprouve des difficultés à s'implanter en Inde, en raison de la grande taille du pays (ou *des* pays, l'institution cherchant également à s'installer au Pakistan) et du budget restreint qui lui est accordé. La politique culturelle du British Council en Inde est assez similaire à celle mise en place en Birmanie sur le plan de l'éducation et de

---

<sup>26</sup> « [The United States, China and India] will be planning to resume activity in the post-war period and British Council plans must be designed to make an appeal at least equal to these rivals ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

l'enseignement de la langue anglaise, mais on note que le domaine culturel est délaissé au profit des domaines scientifiques et technologiques<sup>27</sup>.

Dans le but de répondre à ces interrogations, la majeure partie de mes recherches s'est basée sur des sources primaires, à savoir les archives des activités du British Council en Birmanie et en Asie du Sud-Est plus généralement depuis 1947 et jusqu'au milieu des années 1950, présentes aux Archives Nationales à Londres. Je me suis également appuyée sur les archives du Foreign Office concernant les politiques culturelles menées dans les pays d'Asie nouvellement indépendants, dans le contexte de la Guerre Froide. Cette étude mettra donc en avant une perspective britannique sur le sujet. L'examen de la correspondance du Représentant du British Council en Birmanie, J.E.V. Jenkins, s'est révélé notamment très intéressant. Les études techniques ou statistiques concernant l'éducation en Birmanie au XX<sup>ème</sup> siècle, effectuées lors de missions d'investigation menées par les autorités américaines ou l'UNESCO, m'ont été très utiles afin d'accéder à des informations objectives sur la question, car basées sur des chiffres précis et des analyses complètes, et m'ont permis d'exploiter des sources autres que britanniques ou birmanes. Enfin, je me suis appuyée sur quelques monographies de référence sur l'histoire moderne de la Birmanie, tel que l'ouvrage de John Cady intitulé *A History of Modern Burma* ou encore *The Union of Burma: A Study of the First Years of Independence* de Hugh Tinker, ainsi que des biographies et des écrits du Premier Ministre birman U Nu – documents cependant peu objectifs car relevant d'une idéologie très clairement nationaliste ou socialiste.

Dans son article « Modern Burma Studies: A Survey of the Field », Andrew Selth met en avant le fait que la Birmanie n'a jamais été un sujet très en vogue dans les études portant sur la décolonisation britannique, comparé à l'Inde ou à la Malaisie par exemple<sup>28</sup>. Ce n'est que récemment, avec les émeutes sévèrement réprimées de 1988 et 2007 et l'ouverture du pays annoncée en 2010, que l'intérêt des historiens s'est tourné vers la Birmanie. En termes d'histoire culturelle, l'historiographie portant sur la Birmanie est relativement inexistante ; l'étude de la décolonisation de l'Empire britannique sous l'angle de sa diplomatie culturelle n'est pas beaucoup plus fournie. Là

---

<sup>27</sup> Alice Byrne, « The British Council in India, 1945-1955: Preserving 'old relationships under new forms' », communication donnée dans le cadre du séminaire « Empire after Empire » à l'Université Paris Ouest, octobre 2014, 8.

<sup>28</sup> Andrew Selth, « Modern Burma Studies: A Survey of the Field », *Modern Asian Studies*, 44:2, 2010, 402.



où le Commonwealth, de par son ampleur et son ancrage contemporain, attire une forte attention académique – le passage de l'Empire au Commonwealth fait par exemple l'objet d'une étude approfondie de Lorna Lloyd et revient dans tous les ouvrages de référence sur la décolonisation<sup>29</sup>, le British Council est sous-représenté dans l'historiographie britannique du XX<sup>ème</sup> siècle. Mis à part quelques articles spécifiques comme celui d'Alice Byrne<sup>30</sup> concernant les premières années du British Council en Inde, il n'existe à ce jour qu'une seule monographie sur le sujet, celle de Frances Donaldson<sup>31</sup>.

Mon analyse s'organisera autour de trois axes majeurs. Pour commencer, j'étudierai les premières activités du British Council en Birmanie, tout en les reliant au contexte politique d'une République fraîchement indépendante. La Birmanie étant, au début des années 1950, en proie à plusieurs rébellions, le British Council doit tenir compte des contraintes que cela implique : travaillant dans l'urgence, les fonctionnaires rattachés à l'institution doivent trouver des moyens innovants pour remédier aux contraintes matérielles et humaines dans le domaine de l'éducation. Je m'interrogerai sur les spécificités des méthodes d'enseignement de l'anglais en Birmanie à travers une étude comparative des actions du British Council, à la même époque, dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, pour tenter de montrer que la Birmanie a constitué, pour la Grande-Bretagne, un véritable terrain d'expérimentation en matière de diplomatie culturelle.

Dans un second temps, j'examinerai l'accueil reçu par les missions du British Council en Birmanie. Comme je l'ai déjà suggéré, en étudiant le public visé par ces actions, on se rend compte que le British Council semble participer au creusement des inégalités entre les différents groupes de la population birmane – les services du British Council étant principalement réservés à une élite. Cependant, pour une structure de petite taille, le British Council représente des activités variées et ancrées dans plusieurs domaines : en s'impliquant notamment, au niveau local, dans l'amélioration des infrastructures des écoles, le British Council remporte un certain succès. Je m'arrêterai longuement sur la question des minorités ethniques. Le British Council ne veut pas cantonner ses efforts à la capitale, Rangoun ; c'est pourquoi il expérimente avec l'ouverture d'un centre à Taunggyi, dans la province Shan. Travaillant au départ dans le

---

<sup>29</sup> Lorna Lloyd, « Britain and the Transformation from Empire to Commonwealth », *The Round Table: The Commonwealth Journal of International Affairs*, 86:343, 1997. Voir aussi John Darwin, *op. cit.* et Sarah Stockwell (ed.), *The British Empire, Themes and Perspectives*, Malden (Mass.), Blackwell Publishing, 2008.

<sup>30</sup> Alice Byrne, *op. cit.*

<sup>31</sup> Frances Donaldson, *The British Council, The First Fifty Years*, London, J. Cape, 1984.

sens du Ministère de l'Éducation birmane, qui accueille l'entreprise favorablement, les différends entre les deux institutions s'accumulent au fil des années, et les autorités birmanes voient de plus en plus les activités du British Council comme une forme d'ingérence dans les affaires internes du pays. Le conflit principal concerne la place de la langue anglaise dans les programmes scolaires, par rapport à la langue vernaculaire.

Tout ceci m'amènera à analyser la dimension plus politique et stratégique d'une telle entreprise. On ne peut nier que le British Council possède un fondement idéologique : en agissant à l'étranger, il tente de promouvoir, par l'intermédiaire de la langue anglaise, des valeurs chères à l'Occident – d'autant plus dans le contexte de la montée du communisme en Asie. La Grande-Bretagne, à travers le British Council, a à cœur les intérêts de ses anciennes colonies, mais elle cherche également à protéger ses propres intérêts. Peut-on alors parler de « propagande culturelle », au sens où une idéologie accompagne la diffusion de savoirs à travers le British Council en Birmanie, voire de néo-colonialisme, défini comme la mise en place d'une dépendance économique ou culturelle par l'intermédiaire de modes d'influence non coercitifs ? Pour finir, la Birmanie devient, à son indépendance, le terrain d'une véritable lutte d'influences entre plusieurs puissances mondiales : la Grande-Bretagne ne cesse de se heurter au succès des entreprises américaines dans les domaines culturels et éducatifs.

## CHAPITRE I

### « La Birmanie à l'école des Anglais »

*« Le peuple birman veut l'éducation pour ses enfants – plus que cela, il la réclame »<sup>32</sup>.*

En novembre 1952, le British Council publie un rapport dans lequel il explique les raisons pour lesquelles l'enseignement de l'anglais à l'étranger est essentiel. Une distinction est faite entre deux types de pays concernés par les missions du British Council. D'une part, dans les pays où les autorités et la population se montrent au départ méfiantes à l'égard de l'implantation de l'organisation, le British Council privilégie des activités dites « neutres » (centrées sur l'enseignement de la langue anglaise uniquement) et étend ses missions peu à peu, à mesure que sa présence sur le territoire étranger est mieux acceptée. D'autre part, le British Council intervient dans certains pays à la suite de « circonstances politiques inhabituelles »<sup>33</sup>. Les deux exemples donnés sont la Syrie et l'Indonésie, où la demande en cours d'anglais est importante malgré une mise en place difficile – c'est donc là qu'intervient le British Council – mais la Birmanie s'insère naturellement dans cette catégorie. Le rapport affirme ensuite : « Dans une telle situation, la responsabilité de développer l'enseignement de l'anglais dans le pays concerné revient au British Council, et il a davantage la possibilité d'étendre son activité »<sup>34</sup>.

En effet, lorsque le British Council s'implante en Birmanie en août 1947, le gouvernement birman est en pleine définition des termes de l'indépendance imminente du pays : la Constitution birmane est en train d'être rédigée et, peu avant son assassinat en juillet 1947, le Général Aung San a fait savoir au Gouverneur Rance la décision de

---

<sup>32</sup> « The people of Burma want education for their children – indeed they demand it ». *Report of the Mission to Burma, May 1951*, Richard M. Tisinger, Paris, UNESCO, Educational Missions, 1952, 15.

<sup>33</sup> « Council's Involvement at all Levels, with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », « The British Council and English Teaching. Paper II. The Significance and Implications of English Teaching », TNA, BW 1/195, 2-3.

<sup>34</sup> « In such a situation the Council is placed in a position of special responsibility for the development of English teaching in the country concerned, and its opportunities for wider action are enhanced ». *Ibid.*, 3.

l'AFPPFL de renoncer à l'adhésion de la Birmanie au Commonwealth britannique – décision qui contrarie naturellement le gouvernement britannique. A cette période de mutations démocratiques succède une période de troubles politiques, immédiatement après l'émancipation de la Birmanie en janvier 1948 : les débuts du British Council en Birmanie sont donc marqués par une série de contraintes liées à l'instabilité régnant dans le pays. La mise en place d'une structure anglophile solide relève du défi. Le développement des activités du British Council liées à l'enseignement de la langue anglaise en Birmanie sont à la fois le fruit d'une véritable volonté d'améliorer le niveau d'anglais de la population et le système éducatif du pays et d'une tentative d'apaiser les tensions au cœur d'une zone aux enjeux multiples. Ainsi, le gouvernement britannique y voit la possibilité de maintenir une présence britannique informelle sur le territoire birman : « le rôle que doit jouer la langue anglaise dans le maintien d'une connexion avec la Grande-Bretagne, malgré l'indépendance politique [de ses colonies], [justifie] l'intérêt qu'a le Council à enseigner l'anglais en Birmanie »<sup>35</sup>.

## **1. Démantèlement de l'administration britannique et implantation du British Council en Birmanie**

### *Les enjeux d'une mise en place précoce*

Le 4 février 1948, c'est-à-dire un mois exactement après l'indépendance de la Birmanie, une réunion se tient entre les Représentants du British Council, du Département de l'Information en Extrême-Orient, du Département d'Asie du Sud-Est et du Département des Relations Culturelles (tous rattachés au Foreign Office), afin de s'entendre sur le rôle futur du British Council dans ce pays fraîchement émancipé. En effet, la Birmanie fait partie des trois zones sous contrôle britannique dans lesquelles le British Council entend développer ses activités dans la période d'après-guerre, et principalement la diffusion de la langue anglaise (les deux autres sont Hong Kong et l'Australie). Cet intérêt pour la Birmanie est réaffirmé dans les rapports du British Council en 1950. Le Foreign Office place la Birmanie, et certains Etats tels que la Chine, l'Indonésie ou encore les Etats Arabes, au cœur des zones d'action prioritaires de l'organisation : « La seconde priorité devrait être le ralliement [à la Grande-Bretagne]

---

<sup>35</sup> « the role that the English language has to play in maintaining the British connection, despite the granting of political independence, [accounts] for the Council's interest in the teaching of English in Burma ». *Ibid.*, 2.

des nations 'émergentes' qui se trouvent en dehors du Commonwealth »<sup>36</sup> – la première priorité correspondant au renforcement de l'influence britannique dans les Etats membres du Commonwealth. Il est intéressant de noter qu'en 1945, les autorités britanniques avaient envisagé de gérer la Birmanie et la Malaisie en tant qu'une seule et même entité<sup>37</sup> ; ce n'est qu'à la fin des années 1940 qu'on décide de traiter la Birmanie séparément – les situations politiques des deux pays ayant évolué de manière très distincte. Les dirigeants britanniques imaginent, pour commencer, une petite structure au rôle très limité : « l'heure n'était pas encore au développement d'un centre de grande ampleur à Rangoun »<sup>38</sup>. Il s'agit simplement de poursuivre les missions engagées à la réoccupation du pays par les Britanniques à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, à savoir la distribution de matériel pour remplacer ce qui avait été détruit sous l'occupation japonaise entre 1942 et 1945. Les projets du British Council sont cependant plus ambitieux pour la suite : les autorités britanniques impliquées dans le projet envisagent la construction d'un centre anglo-birman à Rangoun qui inclurait entre autre une bibliothèque, une salle de lecture et une salle audiovisuelle, et la mise en place de cours d'anglais.

Durant l'occupation britannique, l'anglais était la langue utilisée à tous les niveaux de l'administration coloniale. Dans la sphère de l'éducation, l'anglais était la langue de l'enseignement supérieur et la Grande-Bretagne recevait chaque année plusieurs dizaines d'étudiants birmans souhaitant poursuivre leurs études dans une université britannique. C'est pourquoi, dès 1945, les fonctionnaires britanniques s'interrogent : « Après la guerre, quelle sera l'attitude de l'Asie du Sud-Est vis-à-vis des activités culturelles britanniques ? »<sup>39</sup>. Le British Council compte sur la prééminence de la langue anglaise dans les milieux d'élite pour se développer en Birmanie : les membres de l'organisation savent que, malgré le départ des autorités britanniques, une partie de la population birmane entend maintenir des liens avec la culture britannique dont elle est tant imprégnée depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le pari du British Council se fait ainsi, au départ, sur l'élite birmane : la connaissance de la langue anglaise octroie une

---

<sup>36</sup> « The second priority should be to win over the 'emergent' nations outside the Commonwealth, 17 June 1950, PRO, FO 924/843, CRL 160/49 », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 165.

<sup>37</sup> « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 7.

<sup>38</sup> « the time was not yet ripe to develop a large-scale centre in Rangoon ». « British Council Activity in Burma, 1948 », FO 924/698.

<sup>39</sup> « What will be the post-war attitude of Southeast Asia towards British cultural activities? ». « Council Policy in South East Asia 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 4.

forme de supériorité et offre davantage d'opportunités en termes de carrière. Paradoxalement, c'est d'ailleurs par l'intermédiaire de l'anglais que les élites birmanes de l'AFPFL ont conduit le pays sur la voie de l'auto-détermination, la culture britannique véhiculant certains modèles tels que le concept d'Etat-nation et la langue anglaise ayant facilité les négociations avec les autorités britanniques. L'institution doit, afin de s'implanter durablement, se faire connaître et apprécier des autorités birmanes qui ne voient pas toujours d'un très bon œil la persistance d'une présence britannique sur le sol birman : « Il sera primordial, dans une perspective pratique, de se créer des contacts, de se porter volontaire pour aider, de raviver la langue anglaise »<sup>40</sup>.

Le British Council n'a de cesse de souligner son rôle purement culturel et sa non-implication dans les affaires politiques des Etats indépendants dans lesquels il opère. On peut lire, dans un compte-rendu d'enquête sur les activités de l'institution publié en 1950 : « Selon les témoignages, le Council est perçu comme étant en dehors de la sphère politique et ses activités ne sont pas associées à de la propagande »<sup>41</sup>. Le compte-rendu de l'enquête montre d'ailleurs que, si les résultats du British Council sont si prometteurs, c'est précisément parce que l'organisation agit non seulement de manière distincte de la sphère politique des pays où elle est implantée, mais qu'elle agit également en tant qu'entité distincte du gouvernement britannique<sup>42</sup>. Ce leitmotiv de la distinction entre sphère politique et sphère culturelle dans les rapports de l'institution doit être rattaché au contexte politique de la Birmanie de la fin des années 1940. Les rapports concernant les missions du British Council en Asie du Sud-Est soulignent un paradoxe : il faut séparer la culture et la pensée britanniques de l'influence britannique car la poussée nationaliste dans ces pays serait le résultat direct de l'influence britannique. L'opposition asiatique à la Grande-Bretagne serait, de ce fait, purement politique, et non culturelle<sup>43</sup>.

En effet, malgré quelques négociations entre le gouvernement de Clement Attlee et l'AFPFL en 1947 autour de l'adhésion de la Birmanie au Commonwealth après son

---

<sup>40</sup> « The practical needs of making contacts, of showing interest to help, of reviving the use of the British language, will be paramount ». *Ibid.*, 7.

<sup>41</sup> « The evidence indicated that the Council is regarded as being outside politics and its work is not associated with propaganda ». « Third Report of the Select Committee on Estimates, 1947-1948 (HC 99), p.v. », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 161.

<sup>42</sup> On peut lire, sur le site du British Council : « Although we receive a government grant in aid, the British Council is operationally independent from the UK government and does not carry out functions on behalf of the Crown », <http://www.britishcouncil.org/organisation/structure>.

<sup>43</sup> « Council Policy in South East Asia 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 2.

indépendance – notamment à l’occasion de la visite d’U Nu à Londres à la fin du mois de juin 1947 – les autorités birmanes ont très vite fait le choix de refuser le statut de Dominion que leur offrait les Britanniques, c’est-à-dire une indépendance à l’intérieur du Commonwealth qui était interprétée par les élites birmanes comme une nouvelle forme de soumission à l’influence britannique<sup>44</sup>. Ainsi, les relations de type culturel avec la Birmanie semblent constituer la seule possibilité de liens pérennes avec l’ancienne colonie ; il s’agit dans tous les cas de montrer que la présence britannique en Birmanie n’est plus du même ordre qu’auparavant. C’est d’ailleurs la position qu’exprime Aung San en mai 1947, dans une lettre à Arthur Bottomley, sous-secrétaire d’Etat au Dominions Office : « Vous constaterez que nous avons choisi l’indépendance. Mais cela ne veut pas dire que nous ne souhaitons pas maintenir des relations étroites avec le Royaume-Uni et son peuple. Rassurez-vous, lorsque la situation s’y prêtera, je m’exprimerai en faveur d’une amitié anglo-birmane durable »<sup>45</sup>.

C’est pourquoi les actions du British Council ont pour but de venir compléter les actions des pouvoirs locaux et du Ministère de l’Education, mais en aucun cas de s’y substituer : « nous ne voulons pas nous immiscer dans les plans généraux sur l’éducation proposés par les gouvernements locaux »<sup>46</sup>. La mission du British Council, au départ, est davantage envisagée comme une mission de conseil : les fonctionnaires de l’organisation entendent donner au gouvernement birman les clefs de la réussite dans le domaine éducatif avant de lui laisser le soin de mettre ces idées ou ces modèles en application par lui-même. Dans un second temps, le British Council souhaite offrir une aide financière à la Birmanie afin qu’elle puisse développer les outils éducatifs nécessaires à la mise en place de réformes. Le British Council entend ainsi jouer le rôle d’institution-relai : « si une activité mise en place par le British Council lance tout un programme culturel qui est acclamé par la population locale pour son caractère novateur, nous n’émettrons pas d’objection à ce que les mécanismes ayant fait

---

<sup>44</sup> « Cabinet: India and Burma Committee, I.B. (47) 3<sup>rd</sup> Meeting », in Hugh Tinker (ed.), *Burma, the Struggle for Independence, 1944-48: Documents from Official and Private Sources*, vol. 2, ‘From general strike to independence, 31 August 1946 to 4 January 1948’, London, HMSO, 1984, 234.

<sup>45</sup> « You may see that we have decided upon independence. But that does not mean that we have no desire to maintain close relations with the United Kingdom and her <sup>[11]</sup>people. You may rest assured that when the proper time comes, I will throw my weight on the side of lasting Anglo-Burmese friendship ». « Aung San, Letter to Arthur Bottomley, May 1947 », cité dans S.R. Ashton, « Mountbatten, the royal family, and British influence in post-independence India and Burma », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 33:1, 2007, 10-11.

<sup>46</sup> « there is no wish or plan to intrude into the general education schemes of the local governments ». « Council Policy in South East Asia 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 8.

fonctionné ce programme soient transmis à la population ».<sup>47</sup>

Cette retenue de la part du British Council tient également aux perceptions attachées à la langue anglaise dans les pays ayant tout juste accédé à leur indépendance à la fin des années 1940. En Inde, au Pakistan et en Birmanie en particulier, on observe un mouvement de rejet de la langue anglaise au profit de la langue vernaculaire, à l'école comme dans la sphère politique, en phase avec le mouvement d'affirmation d'une identité propre à ces pays qui intervient dans les années suivant leur émancipation. Le British Council décrit ainsi sa mission dans les pays du sous-continent indien : « nous n'avons pas enseigné l'anglais de manière directe dans ces pays. A la place, nous avons joué le rôle d'une organisation de conseil spécialisée dans l'enseignement de la langue anglaise, prodiguant des conseils et des informations aux ministères et institutions relatifs à l'éducation »<sup>48</sup>.

Pourtant, malgré l'affirmation du British Council selon laquelle ses missions ne visent qu'à suppléer aux besoins de la Birmanie, il s'agit de la part du Foreign Office d'une stratégie de pénétration douce dans l'ancienne colonie britannique : les centres du British Council, qui vont s'ouvrir peu à peu sur le territoire birman, sont définis comme des « centres de sociabilisation » (« social centres »),<sup>49</sup> au sens où ils doivent permettre la création de réseaux de mise en relation efficaces entre Britanniques et Birmans. Les deux centres prévus à l'origine se situent ainsi dans les deux plus grandes villes du pays, à savoir Rangoun, la capitale politique et économique, et Mandalay, considérée comme la capitale culturelle.

### *Etat de l'éducation dans le pays : dysfonctionnements et perspectives de changements*

Lorsque la Birmanie obtient son indépendance en 1948, la plupart des dégâts liés à la guerre et à l'occupation japonaise n'ont toujours pas été réparés. Le système éducatif birman est, d'un point de vue occidental, vétuste. En outre, le taux de décrochage est très élevé et le pays manque terriblement de professeurs qualifiés et de

---

<sup>47</sup> « where a British Council activity by its pioneering enthusiasm starts a cultural scheme which strikes exceptionally successfully among the local people, there will be no objection to handing over the mechanism which has successfully worked that scheme ». *Ibid.*

<sup>48</sup> « we did not teach English directly in these countries. Instead, we acted as an advisory body on English language teaching, providing advice and resources to educational ministries and institutions ».

< <http://www.britishcouncil.org/organisation/history/south-asia> >, dernière consultation en juin 2015.

<sup>49</sup> « Council Policy in South East Asia 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 8.



matériel pédagogique. Le système éducatif birman repose, sous l'occupation britannique, sur trois types d'écoles distincts : les écoles vernaculaires, les écoles anglo-vernaculaires et enfin les écoles britanniques. L'enseignement primaire et secondaire est réparti en 10 niveaux, ou « standards », à l'issue desquels les élèves peuvent choisir d'intégrer l'université. La plupart des élèves effectuent leur cursus dans les écoles vernaculaires où les cours sont donnés en birman – les deux autres types d'écoles ayant des frais de scolarité élevés et étant donc réservés à une élite pécuniaire. Les élèves les plus prometteurs sont également envoyés dans les écoles anglo-vernaculaires à partir de leur cinquième année d'école, ou du Niveau V (l'équivalent de la fin de l'école primaire). L'enseignement s'y fait en anglais, mais le birman est parfois utilisé dans certains cours, en tant que « langue auxiliaire » pour l'instruction (« auxiliary language »<sup>50</sup>) dans les petites classes. Enfin, les écoles anglaises sont principalement destinées à la communauté européenne – les élèves birmans ne constituent que 10% des effectifs dans les années 1940<sup>51</sup>. L'anglais y est utilisé dans tous les cours et le birman ne représente qu'une seconde langue vivante. On remarque là encore que la langue anglaise est synonyme de réussite, dans la lignée des idées de Lord Macaulay dans les années 1830. Lord Macaulay, membre du Conseil du Gouverneur-Général d'Inde entre 1834 et 1838, avait mis en avant une série de principes à appliquer dans la sphère de l'éducation, reposant sur la prééminence de la langue anglaise. Il préconisait ainsi l'utilisation de l'anglais à tous les niveaux de l'enseignement dans les colonies britanniques, afin de former une classe de natifs éduqués « à l'anglaise » et capables de jouer le rôle d'interprètes entre l'élite britannique au pouvoir et la population locale.<sup>52</sup> Ainsi, dans la Birmanie des années 1940, la situation dans le domaine de l'éducation est héritée des principes de Lord Macaulay : seuls les meilleurs élèves (ou les élèves dont les parents ont le moyen de leur payer de bonnes études) accèdent aux écoles les mieux cotées, à savoir les écoles anglo-vernaculaires ou les écoles anglaises, et peuvent espérer entrer à l'université, où l'anglais reste la langue principale d'enseignement. A terme, ce sont ces élèves formés « à l'anglaise » qui pourront prétendre à un poste haut placé, notamment dans la fonction publique : « bien qu'elle correspondît mal aux besoins de la plus grande partie de la population, [l'éducation sous l'occupation britannique] devint la

---

<sup>50</sup> Kenneth L. Neff (U.S. Department of Health, Education, and Welfare), *Burma, Educational Data*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1965, 2.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> Kyaw Aye, *The Voice of Young Burma*, Ithaca, N.Y., Southeast Asia Program, Cornell University, 1993, 8.

voie d'entrée et le moyen de promotion dans le service public et les entreprises industrielles »<sup>53</sup>.

Cependant, dès l'indépendance, le gouvernement birman entend réformer ce système qui accentue les inégalités entre les individus. Déjà, le gouvernement provisoire de 1945, alors sous la direction du Gouverneur Sir Dorman-Smith, avait ouvert le débat sur la forme que prendrait l'enseignement après le départ des Britanniques. Les discussions concernaient principalement l'enseignement obligatoire et l'équilibre de l'anglais et du birman, dans le but de réaffirmer l'importance de l'enseignement de la langue vernaculaire à l'université notamment. En phase avec le mouvement de rejet de l'autorité britannique propre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux Birmans étaient en faveur d'une « birmanisation » totale de l'éducation : « L'usage de l'anglais comme langue de l'enseignement supérieur a été rejeté par de nombreux Birmans insistant sur le fait que la langue d'instruction à tous les niveaux devrait être le birman »<sup>54</sup>. Ainsi, le gouvernement birman annonce, à l'indépendance, qu'il souhaite étendre l'accès à l'éducation gratuite à toute la population birmane. On rappelle que le taux d'alphabétisation en Birmanie est de 61% pour les hommes et 17% pour les femmes en 1947<sup>55</sup>. Dans la *Constitution de l'Union du Birmanie* de 1947, l'éducation fait partie des droits fondamentaux garantis par la loi : « Plus particulièrement, l'Etat garantit l'éducation primaire gratuite et obligatoire »<sup>56</sup>. A partir de 1947, l'éducation devient une affaire d'Etat : les questions liées à l'enseignement sont administrées de manière centrale et sont placées sous l'autorité du Ministère de l'Education ; seules les écoles qui se trouvent dans les Etats Shan et Karen sont mises sous contrôle direct des Etats. Le gouvernement investit réellement dans le domaine de l'éducation au début des années 1950 : il supprime notamment les frais de scolarité pour l'université et les écoles professionnelles et étend l'enseignement de la langue anglaise à toutes les écoles. De plus, alors que l'enseignement religieux était encore très

---

<sup>53</sup> « though it did not suit the great mass of the people, [education under the British occupation] became the avenue for entrance into, and promotion in, the civil service and in industrial establishments ». Richard M. Tisinger, *Report of the Mission to Burma, May 1951*, Paris, UNESCO, Educational Missions, 1952, 14.

<sup>54</sup> « The use of English as the medium of advanced instruction has been opposed by many Burmans who have insisted that the medium of instruction at all levels ought to be Burmese ». Owen Hillman, « Education in Burma », *Journal of Negro Education*, 15:3, 1946, 533.

<sup>55</sup> H. Duncan Hall, « Post-War Government and Politics of British Southeast Asia », *The Journal of Politics*, 9:4, Nov. 1947, 704.

<sup>56</sup> « In particular the State shall make provision for free and compulsory primary education ». *The Constitution of the Union of Burma*, Rangoon, Supdt., Govt. Printing and Stationery, Burma, 1947, 7.  
< <http://www.burmalibrary.org/docs07/1947Constitution-facsimile-red.pdf> >.

répandu au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le Ministre de l'Education laïcise davantage les écoles. Ainsi, Judson College, l'institution d'études supérieures baptiste associée à l'Université de Rangoun, est par exemple supprimée par le gouvernement, et l'enseignement proposé par les missionnaires, auparavant très populaire, est vivement déconseillé.

C'est en particulier à l'université qu'un courant féroce antireligieux se développe, sous influence communiste directe : « Les étudiants de l'université étaient confrontés, plus que toute autre portion de la population birmane, aux 'effets néfastes de la modernité' en provenance du reste du monde »<sup>57</sup>. On rappelle qu'il existe une importante tradition d'engagement politique des étudiants à l'Université de Rangoun – héritage directement lié à la lutte étudiante contre l'occupant britannique menée dès les années 1930 par le Général Aung San et ses « Camarades »<sup>58</sup>. Au moment de l'indépendance, deux organisations étudiantes de taille se font face : l'Organisation Démocratique des Etudiants d'une part, imprégnée des idées socialistes de l'AFPFL, et la Force Etudiante Progressiste d'autre part, communiste. Cette dernière prend de l'ampleur au début des années 1950 : « impossible de nier l'attrait de la nouvelle génération birmane pour le communisme ou le marxisme »<sup>59</sup>, Tinker affirme-t-il. Cette pénétration communiste à l'université inquiète les fonctionnaires britanniques du British Council qui considèrent que l'enseignement supérieur et l'éducation en général constituent les meilleures armes contre le communisme. Prenant appui sur cette ferveur étudiante communiste, les autorités communistes, derrière Thakin Thein Pe Myint (ex-« Camarade »), militent pour l'instauration d'un programme scolaire communiste, basé sur l'étude des classiques marxistes et léninistes. Au grand soulagement des Britanniques, le conseil de l'Université de Rangoun rejette cette proposition en octobre 1950<sup>60</sup>.

Dans son ouvrage *A History of Modern Burma*, John Cady détaille les dysfonctionnements liés à l'enseignement en Birmanie, durant les premières années d'indépendance du pays. Selon lui, la décision du gouvernement d'étendre l'enseignement de la langue anglaise à toutes les écoles, à partir du cinquième niveau, a

---

<sup>57</sup> « The students of the university were exposed, as was no other segment of Burma's population, to the full effect of the 'acids of modernity' from the outside world ». John Cady, *op. cit.*, 635.

<sup>58</sup> Aung San et les futurs leaders de l'AFPFL se font appeler, lors de leur entraînement militaire au Japon au début des années 1940, les « Trente Camarades » (« Thirty Comrades »).

<sup>59</sup> « it is impossible to deny the attractions of Communism, or Marxism, for the younger generation in Burma ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 209.

<sup>60</sup> John Cady, *op. cit.*, 611.

été trop rapide et a provoqué des bouleversements importants, à la fois au sein du personnel enseignant et chez les élèves (peu de professeurs sont suffisamment qualifiés pour enseigner l'anglais). John Cady déplore également la réduction des années d'enseignement primaire et secondaire à 9 ans au lieu de 10 : les élèves sont moins bien préparés qu'auparavant à l'entrée à l'université. Il note d'ailleurs une diminution de la réussite des élèves aux examens de fin du lycée (Niveau IX) : le taux de réussite était de 17% en 1950 et il n'est plus que de 11% en 1955<sup>61</sup>. Enfin, il souligne que les programmes scolaires sont peu adaptés aux besoins en main d'œuvre du monde du travail, et en particulier de la fonction publique<sup>62</sup>.

Conscient de ces dysfonctionnements, le gouvernement d'U Nu demande à l'UNESCO d'organiser une enquête sur l'éducation en Birmanie, d'apporter des idées afin d'améliorer le système, du premier au dernier « Niveau », et enfin de mettre en œuvre ces recommandations : un contrat est signé entre l'UNESCO et la Birmanie durant les mois de février et mars 1950. La mission est constituée de trois formateurs experts américains, Richard M. Tisinger, le professeur L. Hernandez C. et Francis T. Fairey, chargés d'enquêter sur le terrain. La remarque majeure de la mission porte sur le côté insatisfaisant du programme de formation des professeurs. Les experts américains notent aussi le manque cruel d'équipement, comme je l'ai déjà mentionné : « Pour commencer, on peut affirmer sans ménagement que les écoles en Birmanie sont dépourvues de tout équipement »<sup>63</sup>. Ils soulignent la nécessité pour les autorités locales de s'impliquer financièrement dans le développement ou la modernisation des infrastructures concernées : l'éducation, selon eux, ne peut être envisagée que comme une affaire globale et cohérente dans laquelle l'Etat doit être investi à tous les niveaux. Ils déplorent en effet que seuls 5% des dépenses publiques soient consacrés à l'éducation en 1951 : « C'est pour cela que nous suggérons une augmentation du budget dédié à l'éducation »<sup>64</sup>. Enfin, sur la question linguistique, les experts recommandent une extension de l'enseignement de la langue anglaise à toutes les écoles, à partir du troisième niveau. A plusieurs reprises, le système éducatif anglo-saxon est d'ailleurs pris comme modèle et représente ce vers quoi les autorités birmanes doivent tendre : c'est le

---

<sup>61</sup> *Ibid.*, 633.

<sup>62</sup> *Ibid.*, 632.

<sup>63</sup> « At the outset it might just as well be stated, bluntly, that the schools of Burma are without equipment ». Richard M. Tisinger, *op. cit.*, 33.

<sup>64</sup> « For this reason it is suggested that the budget for education should be increased ». *Ibid.*, 51.

cas par exemple du système d'examens qui, selon Tisinger et ses collègues, devrait être réformé afin de mieux préparer les élèves à l'entrée à l'université.

Malgré tous ces retards, il faut tout de même rappeler que la Birmanie est en avance du point de vue des études supérieures. L'Université de Rangoun<sup>65</sup> est créée le 1<sup>er</sup> décembre 1920 et bénéficie très tôt d'une grande réputation à travers l'Asie : « Il n'exist[e] qu'un seul grand centre de diffusion culturelle, l'Université de Rangoun, dont la diversité des facultés et le grand nombre d'étudiants [sont] sans égal à travers l'Asie du Sud-Est »<sup>66</sup>. Avant la guerre, l'Université de Rangoun comptait environ 2000 élèves ; en 1955, elle en compte 8000, soit quatre fois plus.

## 2. La langue : un accès efficace à la culture

### *Des outils variés... et innovants ?*

Les moyens mis en œuvre par le British Council pour promouvoir la langue et la culture anglaises en Birmanie sont très variés. L'idée majeure du British Council, c'est de favoriser un accès direct à la culture britannique grâce à la langue anglaise : « il est indispensable [...] de faciliter une bonne compréhension du peuple britannique et de son mode de vie ; une telle compréhension naît de l'expérience directe et naturelle de notre culture et de notre civilisation, que seule la maîtrise de la langue anglaise peut permettre »<sup>67</sup>. La culture serait donc intrinsèquement liée à la langue, et l'une ne peut être appréhendée sans le support de l'autre. Ainsi, les travaux du British Council dans le domaine linguistique ne doivent pas être envisagés comme une fin en soi : « nous supposons qu'à travers la promotion d'une meilleure maîtrise de la langue anglaise parmi la population étrangère, le Council pourra se concentrer plus efficacement sur ses véritables objectifs, à la fois par l'intermédiaire de l'écrit et de l'oral »<sup>68</sup>. Les autorités

---

<sup>65</sup> Voir annexe p. 91.

<sup>66</sup> « There [is] only one large centre of cultural diffusion, the University of Rangoon, whose variety of faculties and large student body [are] without equal in S.E. Asia ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 1.

<sup>67</sup> « the necessity [...] for a sympathetic understanding of the British people and their way of life is imperative; and such understanding comes through experience gained from that free and direct access to our culture and civilisation which a knowledge of the English language can alone bestow ». « Council's Involvement in Education at All Levels but with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », « The British Council and English Teaching. Paper II. The Significance and Implications of English Teaching », TNA, BW 1/195, 1.

<sup>68</sup> « the assumption is that, by promoting a wider knowledge of the English language among its public overseas, the Council will be able to pursue its ultimate objectives with greater effectiveness, both through the written and the spoken word ». *Ibid.*

britanniques prennent position contre la traduction : il s'agit de supprimer tout intermédiaire à l'accès à la langue afin d'encourager un accès réfléchi et critique aux idées transmises. L'accent est mis à la fois sur l'apprentissage de la langue écrite et orale, puisque l'apprentissage de l'anglais doit permettre à la fois aux masses d'appréhender la culture par l'intermédiaire de la littérature britannique et de faciliter les échanges (académiques, économiques ou diplomatiques) entre la Grande-Bretagne et la Birmanie.

En premier lieu, le British Council choisit d'investir dans une bibliothèque, une salle de lecture ainsi qu'une salle de conférence. Sous la direction du Représentant du British Council en Birmanie J.E.V. Jenkins, le nombre d'adhérents à la bibliothèque passe de 800 à 2416 entre 1948 et 1954<sup>69</sup>. Ces chiffres ne sont pas négligeables, mais il faut garder en tête qu'une part importante des adhérents est en réalité constituée d'expatriés britanniques. En termes d'ouvrages, le nombre de volumes augmente également : la bibliothèque comprend 4000 livres en 1949, contre 6700 un an plus tard environ<sup>70</sup>. Directement en lien avec la bibliothèque, le British Council se met très tôt à organiser des conférences afin de stimuler l'intérêt de la population birmane pour la littérature britannique. Par exemple, des conférences destinées au grand public sont organisées une à deux fois par mois afin de démocratiser l'accès à une culture jugée trop souvent élitiste. Des intervenants envoyés de Grande-Bretagne ou bien déjà présents sur place prennent la parole sur des sujets très divers que j'analyserai par la suite, dans un objectif de vulgarisation : à travers ceci, le British Council entend créer une sorte d'émulation culturelle qui touchera un public de plus en plus large.

Toujours dans le but de rassembler un large public, le British Council cherche à s'appuyer sur des outils modernes – notamment la radio et le cinéma. Ces deux média sont propices à la diffusion d'une langue orale, et peuvent donc sembler plus accessibles que la culture écrite. Par exemple, entre 1948 et 1954, trois programmes radiophoniques à but pédagogique sont diffusés sur les ondes birmanes à l'initiative du British Council – programmes conçus pour l'ensemble du public de l'institution à travers le monde. Ils obtiennent un succès plus ou moins grand : « English by Radio » est un programme de la BBC diffusé quatre fois par semaine à partir de janvier 1950, « Listen and Speak » est un programme lancé en 1951 mais qui se solde par un échec, et enfin « Improve your English » est créé en septembre 1953. A propos du programme « English

---

<sup>69</sup> « Representative's Annual Report, 1953-54 », TNA, BW 19/7, 6.

<sup>70</sup> « Representative's Annual Report, 1949-1950 », TNA, BW 19/7, 1.

by Radio », le Représentant écrit, dans son compte-rendu pour les années 1949-1950 : « Cette série d'émissions est très populaire »<sup>71</sup>. Le succès de cette émission est révélateur d'une culture de masse en Birmanie.

A terme, l'objectif de toutes ces entreprises est d'améliorer la qualité et les possibilités d'enseignement de la langue anglaise en Birmanie. D'autres supports sont mis en place, tels que des « bureaux linguistiques » (« linguistic offices »), sortes de plateformes de discussion sur l'enseignement et la pédagogie pour le personnel éducatif. Des conférences sont d'ailleurs organisées à destination du personnel enseignant birman, et le British Council propose une aide à la formation des professeurs d'anglais. En parallèle, l'institution publie à partir de septembre 1951 un magazine mensuel, « The English Teacher », diffusé à travers le pays. Il s'agit là d'une autre facette des activités du British Council en Birmanie, à savoir la dimension de conseil et d'expertise en matière d'enseignement linguistique. Les fonctionnaires britanniques répondent principalement aux questions des étudiants et enseignants birmans sur les possibilités de séjours académiques en Grande-Bretagne : « Notre Centre d'Examen et notre Bureau de Conseil aux Elèves ont été maintenus afin de superviser les examens pour l'étranger et de répondre aux nombreuses interrogations concernant les Ecoles, les Universités et les Facultés au Royaume-Uni »<sup>72</sup>.

Les échanges universitaires constituent en effet l'un des enjeux majeurs du travail du British Council dans les anciennes colonies britanniques : « Les aspects les plus importants de leur mission là-bas [est] [...] l'organisation de visites et de conférences et, par-dessus tout, la promotion d'échanges universitaires, de bourses d'études et de l'éducation d'individus spécifiques qui pourront plus tard nous être très utiles dans leur propre pays »<sup>73</sup>. Le Rapport Scarbrough de 1947 encourage notamment la création de partenariats entre l'Université de Rangoun et la School of Oriental and African Studies (SOAS) ou la London School of Economics (LSE) à Londres pour développer les échanges universitaires entre les deux pays<sup>74</sup>. Au début des années 1950,

---

<sup>71</sup> « This series is proving immensely popular ». *Ibid.*, 1.

<sup>72</sup> « Our Examination Centre and Students Advice Bureau were maintained to supervise external examinations and to answer the numerous enquiries about Schools, Universities and Colleges in the United Kingdom ». *Ibid.*, 2.

<sup>73</sup> « The most important aspects of their work here [is] [...] the organisation of tours and lectures, and, most of all, student exchanges, scholarships and the education of key individuals who can become so important to us in their own countries later ». « Council Policy in South East Asia 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>74</sup> *Ibid.*

la Birmanie envoyait ainsi entre 300 et 400 étudiants à l'étranger afin qu'ils reçoivent une éducation plus poussée ou spécialisée, grâce au développement d'un système de bourses nationales<sup>75</sup>.

Pour résumer, le British Council s'implique dans le domaine de l'enseignement linguistique de deux manières différentes. D'une part, l'institution offre son expertise au niveau local, auprès des écoles et du personnel birmans, ainsi qu'une aide financière qui prend la forme de subventions destinées à l'amélioration des infrastructures des écoles ou à l'achat de nouveau matériel. J.E.V. Jenkins fait souvent partie du conseil pédagogique des écoles dans lesquelles le British Council est impliqué. D'autre part, l'institution organise elle-même des activités à but pédagogique, et propose des cours d'anglais – il s'agit là du côté le plus connu aujourd'hui des missions du British Council à l'étranger. Dès 1949, le British Council met en place des cours d'anglais pour une soixantaine d'élèves ayant terminé leur cursus secondaire : les cours se tiennent deux fois par semaine pendant douze semaines et comprennent de la grammaire, de la littérature et un entraînement à la lecture.

Dans l'ensemble, les activités du British Council ne cessent de s'étendre et de se diversifier entre 1948 et 1954. Si elles relèvent, au départ, du tâtonnement (le British Council tente de couvrir un maximum de domaines culturels et expérimente avec les outils mis en œuvre), elles deviennent progressivement de plus en plus cohérentes et ciblées au vu des résultats obtenus. En 1950-1951, la coopération du British Council avec les écoles locales reste assez limitée : c'est essentiellement une aide matérielle que l'institution apporte aux écoles, en leur fournissant des magazines et journaux pédagogiques. En comparaison, l'aide apportée par le British Council dans la sphère de l'éducation est beaucoup plus importante au milieu des années 1950 : l'organisation s'implique désormais à des niveaux différents, par exemple dans le cadre de la Conférence Annuelle des Enseignants, d'interventions dans les écoles sur le métier de bibliothécaire, de conférences organisées à l'Université de Rangoun, ou encore de cours d'été qui se tiennent chaque année.

De plus, certains domaines sont peu à peu laissés de côté au profit d'activités qui semblent plus porteuses, ou du moins plus directement concernées par l'enseignement de la langue anglaise – se pose alors la question de l'intérêt que les populations locales

---

<sup>75</sup> Frank N. Trager, *Toward a Welfare State in Burma – Economic Reconstruction and Development 1948-1954*, New York, International Secretariat Institute of Pacific Relations, Paper n°6, 1954, 47.



peuvent porter à ce type d'entreprise. La société musicale, fondée en décembre 1949, est loin de rencontrer le succès espéré : très vite, elle se met à ressembler davantage à une entreprise personnelle qu'à un effort collectif, car seul J.E.V. Jenkins y est réellement impliqué. Celui-ci note tristement, dès 1951 : « [le Conférencier et moi-même] serions ravis de jouer en public si quelqu'un daignait nous écouter »<sup>76</sup>. Une grande partie des partitions qui se trouvent à la bibliothèque du British Council à Rangoun sont d'ailleurs renvoyées en Grande-Bretagne en 1950, le Représentant étant soucieux de limiter des dépenses jugées inutiles. Les conférences organisées par le British ne sont pas toutes bien reçues : peu de Birmans viennent assister aux conférences portant sur la littérature (entre 60 et 85 au cours des années 1949 et 1950<sup>77</sup>) tandis que les conférences ayant trait à des sujets plus concrets, en lien avec la santé ou la sécurité par exemple, attirent davantage de monde. A l'inverse, certaines initiatives touchent un public de plus en plus large et c'est dans ces domaines que l'organisation concentre ses efforts. Le Représentant note, dans son rapport pour les années 1951-1952, que la bibliothèque et la salle de lecture du British Council sont maintenant trop petites pour accueillir un nombre de lecteurs réguliers qui ne cesse de croître<sup>78</sup> : il cherche à mettre en place de nouvelles infrastructures capables d'aider à développer une activité porteuse – une des idées avancées est le transfert de livres vers la bibliothèque de l'Université de Rangoun et celle de la Faculté de formation des enseignants.

Enfin, les activités du British Council en Birmanie sont très souvent interdisciplinaires. Le British Council tente de se tourner peu à peu vers d'autres domaines que la culture ou l'éducation, et développe un dialogue avec d'autres ministères que le Ministère de l'Éducation, comme le Ministère de l'Agriculture et des Forêts ou encore le Ministère des Mines et de l'Industrie – jouant, là encore, le rôle d'expert ou de conseiller. L'institution mène par exemple des actions sociales, à travers des aides offertes au Women and Children Welfare Board (présidé par Mme Aung San) ou au Département de la Santé du gouvernement birman. Elle œuvre à se créer des contacts et des organisations très variées font appel à son expertise : « Nous entretenons des liens étroits avec des institutions telles que le National Planning Board, le Burma Railways, la Union of Burma Airways, le P.W.D., le National Fitness Council, le YMCA, le

---

<sup>76</sup> « [the Lecturer and myself] would be pleased to perform if anyone cared to listen ». « Representative's Annual Report, 1950-1951 », TNA, BW 19/7, 7.

<sup>77</sup> « Representative's Annual Report, 1949-1950 », TNA, BW 19/7, 1.

<sup>78</sup> « Representative's Annual Report, 1951-1952 », TNA, BW 19/7, 5.

YWCA, le National Council of Women in Burma, le Rangoon Boys' Home, le Rangoon Golf Club et les départements de tennis et de badminton de la Burma Athletic Association »<sup>79</sup>. Il faut également mentionner le travail du British Council en relation avec l'armée et la police birmane – deux organismes dont la demande en matière de cours d'anglais est importante. Ainsi, le champ d'action du British Council semble si varié qu'un fonctionnaire du British Council envoyé en Birmanie pour enquêter sur les missions de l'organisation à Rangoun s'émerveille : « 'Y a-t-il quelque chose qu'ils ne font pas' »<sup>80</sup>. Le British Council jouit d'une très bonne réputation auprès des différents départements dans lesquels il s'implique : « il est évident que les Birmans reconnaissent le British Council pour la qualité de ses prestations et le service qu'il rend à la Birmanie, et ceci est tout à fait réjouissant »<sup>81</sup>.

### *Une place unique ?*

Plusieurs rapports du British Council présentent la Birmanie comme un pays précurseur en matière d'échanges culturels avec la Grande-Bretagne, ce qui peut paraître surprenant en vertu du statut « secondaire » de la Birmanie, comparé à un pays comme l'Inde. La Birmanie a souvent été considérée par les autorités britanniques comme la petite sœur de l'Inde – deux Etats aux destins croisés malgré les avantages dont l'Inde a pu bénéficier beaucoup plus tôt que les colonies voisines. D'abord associée à l'Inde (les deux Etats étant administrés comme une seule et même colonie), la Birmanie s'est vue attribuer un premier degré d'autonomie à travers le *Burma Act* de 1935 qui marque la séparation formelle des deux colonies. Jusqu'à son indépendance cependant, la Birmanie est restée dans l'ombre de l'Inde : c'est souvent la seconde qui a devancé la première en matière de négociations pour l'indépendance. On voit bien, à l'émancipation des deux Etats respectivement en août 1947 et janvier 1948, que des privilèges similaires n'ont pas été accordés aux deux nouvelles nations, l'intérêt stratégique de garder une certaine influence britannique en Inde et en Birmanie n'étant

---

<sup>79</sup> « Close contact has been maintained with such organisations as the National Planning Board, the Burma Railways, Union of Burma Airways, P.W.D., National Fitness Council, YMCA, YWCA, National Council of Women in Burma, Rangoon Boys' Home, the Rangoon Golf Club, and the tennis and badminton sections of the Burma Athletic Association ». *Ibid.*, 3.

<sup>80</sup> « 'What don't they do' ». « A. Livingstone: Some impressions of the work of the British Council and conditions in Rangoon, Burma, March 1951 », « Reports and Quarterly Reports », TNA, BW 19/6, 1.

<sup>81</sup> « it is certain that to the Burmese mind, the British Council has acquired a reputation for quality and service to Burma which is most gratifying ». « Representative's Annual Report, 1950-1951 », TNA, BW 19/7, 2.

pas le même. Ainsi, le gouvernement du Premier Ministre Clement Attlee a accepté de modifier les termes d'adhésion au Commonwealth pour l'Inde mais pas pour la Birmanie<sup>82</sup>, ce qui explique en partie que la Birmanie ait souhaité quitter le Commonwealth en 1948.

Pourtant, très tôt, c'est vers la Birmanie que la Grande-Bretagne se tourne pour développer sa politique étrangère culturelle en Asie. Comme je l'ai évoqué plus tôt, le British Council s'intéresse à la Birmanie dès la réoccupation du pays par les forces britanniques en 1945, d'abord pour des raisons matérielles et financières : les besoins du pays en matière de livres sont urgents par exemple – les principales bibliothèques birmanes ayant été détruites par les Japonais. En outre, il s'agit de contrebalancer les idées japonaises qui ont circulé en Asie pendant trois ans : « Ces territoires ont été soumis à l'autorité japonaise et la nécessité d'y mettre en place les activités culturelles que le Council préconise afin de contrebalancer la propagande que les Japonais ont mené dans ces pays justifie largement, selon nous, leur développement »<sup>83</sup>. Contrairement aux idées d'ordre politique et stratégique concernant la Birmanie, modelées sur les plans d'indépendance de l'Inde, le British Council de 1945 donne la priorité à la Birmanie pour des raisons pratiques et ne se tourne vers l'Inde que dans un second temps. En effet, les autorités britanniques présentes sur le sol indien doivent faire face à des difficultés géopolitiques beaucoup plus importantes que celles rencontrées par les fonctionnaires du British Council en Birmanie, comme la partition de l'Etat indien qui suppose que le British Council agisse de manière distincte en Inde et au Pakistan. On rappelle également que la petite taille du pays permet au British Council de s'y développer beaucoup plus rapidement qu'en Inde. Alice Byrne souligne ce problème relatif à l'Inde : « le terrain à couvrir était purement et simplement trop grand »<sup>84</sup>.

Il existe malgré tout de nombreux points communs entre les actions menées par le British Council en Inde et en Birmanie, rappelant les destins parallèles des deux

---

<sup>82</sup> Voir W. David McIntyre, « The Strange Death of Dominion Status », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 27:2, 1999, 200. Pour permettre à l'Inde de devenir une République indépendante tout en restant membre du Commonwealth, la Déclaration de Londres de 1949 l'autorise à reconnaître le Roi d'Angleterre seulement comme le chef symbolique de l'association.

<sup>83</sup> « These territories were overrun by the Japanese and the need for cultural activities of the kind which the Council pursues, as a countermeasure to the propaganda which the Japanese poured out in these territories, provides, in our view, an overwhelming case for this extension ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>84</sup> « the field was simply too big to cover ». Alice Byrne, « The British Council in India, 1945-1955: Preserving 'old relationships under new forms' », communication donnée dans le cadre du séminaire « Empire after Empire », Université Paris Ouest, octobre 2014, 6.

anciennes colonies. Dans plusieurs domaines, et notamment en matière d'éducation, des missions similaires sont engagées : il s'agit, tout comme en Birmanie, d'améliorer le niveau d'anglais de la population indienne en conseillant les écoles locales, en apportant une aide à la formation des enseignants et en proposant des cours d'anglais d'un bon niveau. Mais là où les fonctionnaires du British Council s'émerveillent de la diversité des projets menés à bien dans le cadre de l'éducation en Birmanie, les rapports du British Council en Inde semblent moins prometteurs. Le Représentant du British Council en Inde déplore, dans son rapport pour les années 1954-1955, la détérioration constante du niveau d'anglais des étudiants indiens : « La langue anglaise est en train de disparaître telle l'eau d'une baignoire qui se vide et peu nombreuses sont les personnes qui ont le courage de replacer la bonde, ou même qui se rendent compte de ce qui se passe. La vieille génération des fonctionnaires du Gouvernement et des pédagogues, sans exception ou presque, parle anglais parfaitement, mais très peu d'étudiants terminent leur cursus dans une université indienne en maîtrisant l'anglais »<sup>85</sup>.

Au sein de l'Asie du Sud-Est également, c'est très clairement la Birmanie qui est au centre des activités du British Council dès le milieu des années 1940, bien que l'organisation entende concentrer davantage ses efforts sur une colonie d'importance stratégique ou économique majeure, comme la Malaisie – tant dans le contexte de la lutte contre le communisme que d'un point de vue de la richesse des ressources naturelles du pays. On peut certes attribuer une partie des déclarations élogieuses à l'égard des efforts du British Council en Birmanie à la volonté des fonctionnaires britanniques présents sur le sol birman de donner une certaine légitimité à leur propre travail. Mais on constate néanmoins que le Burma Office (en activité jusqu'en janvier 1948) est par exemple consulté régulièrement par le British Council, au même titre que le Foreign Office. En 1946, seule la Birmanie est d'ailleurs réellement impliquée dans des activités culturelles ou éducatives en partenariat avec la Grande-Bretagne : « A l'heure actuelle, le seul pays dans lequel le Représentant du British Council s'investit dans la mise en place d'un programme pour le futur est la Birmanie »<sup>86</sup>. On peut relier cette

---

<sup>85</sup> « The English language is disappearing like water running out of a bath and few have the courage, or perhaps the realisation of what is happening, to replace the plug. The older generation of Government servants and educationalists almost without exception speak excellent English but very few are emerging from the Indian universities with a command of English ». « Annual Report 1954/55. TNA BW 38/18 », cité dans Alice Byrne, *op. cit.*, 7.

<sup>86</sup> « At present the only country where British Council Representative is engaged in active planning is Burma ». « Extracts from Memorandum on British Publicity in S.E.A », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

émulation culturelle autour de la Birmanie à l'implication précoce des Britanniques dans la création d'une université à Rangoun : dès la fin des années 1910, Londres a pour projet d'y fonder l'une des meilleures universités de l'Empire britannique<sup>87</sup>. Les rapports du British Council insistent également sur la place prédominante de l'anglais en Birmanie (ainsi qu'en Malaisie), en comparaison avec d'autres pays. Dans ces deux Etats, l'influence culturelle britannique s'est révélée importante très tôt en raison de l'utilisation généralisée de la langue anglaise dans les domaines de l'administration et de l'enseignement supérieur – peut-être en raison de la diversité des langues parlées dans ces deux pays : les Britanniques ont rapidement constaté la nécessité d'imposer l'anglais comme langue unificatrice, idée sur laquelle je reviendrai dans mon deuxième chapitre.

Afin de stimuler l'activité culturelle dans les pays de la zone Asie du Sud-Est, plusieurs fonctionnaires du Foreign Office suggèrent de régionaliser les travaux du British Council, en avançant que ces pays présentent des similarités culturelles et géopolitiques non négligeables : « D'une certaine manière, ces pays forment un groupe avec une unité géographique »<sup>88</sup>. Ils proposent donc la mise en place d'une section spécialisée sur le monde extrême oriental à l'intérieur du British Council : « dans une certaine mesure, l'organisation régionale et centralisée de ces activités mériterait, à première vue, d'être envisagée »<sup>89</sup>. L'humeur est à l'optimisme : les Britanniques misent sur la volonté des élites d'Asie du Sud-Est de maintenir leur supériorité en poursuivant leur apprentissage de la langue anglaise malgré le départ des autorités britanniques. Cette section départementale rassemblerait d'ailleurs autant des colonies britanniques que des colonies appartenant à d'autres puissances européennes et ne présentant pas nécessairement de lien historique avec la Grande-Bretagne. C'est par exemple le cas de l'Indonésie dans laquelle le British Council cherche à développer l'enseignement de la langue anglaise pour répondre aux demandes de la population locale. L'argument majeur qui est avancé avec ironie par le Foreign Office est l'inutilité pour les Indonésiens d'apprendre le néerlandais, au regard de la place de cette langue sur la scène internationale : « Qui donc parle néerlandais de toute façon ? »<sup>90</sup>.

---

<sup>87</sup> Kyaw Aye, *op. cit.*, 3.

<sup>88</sup> « In a way, they form a geographical group ». Mr. Tunnard-Moore à Sir Angus Gillian, 20 août 1946, « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>89</sup> « a certain amount of centralised regional organisation of these activities would at first sight seem to be worth consideration ». « Extracts from Memorandum on British Publicity in S.E.A », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>90</sup> « Who speaks Dutch, anyway ? ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

Cependant, ce projet à l'échelle régionale est rapidement laissé de côté au vu des grandes disparités d'avancement dans le processus de décolonisation de ces différents Etats : « La situation culturelle en Asie du Sud-Est est complexe car la Birmanie, le Siam, la Malaisie, Sumatra et Java présentent tous des états de développement culturel distincts et, à l'intérieur de ces territoires, il existe d'importantes différences de langues, de coutumes et de niveaux de développement »<sup>91</sup> – ce qui ne remet pas en cause toute forme de coopération entre les colonies ou ex-colonies de la région. Bien au contraire, les différents représentants du British Council n'ont cessé d'échanger des idées et des experts dans le but d'intensifier et d'accélérer la diffusion de la culture britannique dans la zone Asie du Sud-Est. Ainsi le Représentant du British Council en Birmanie mentionne-t-il, dans son rapport annuel pour les années 1953-1954, le succès de la série de conférences intitulées « English Teaching in South East Asia » ayant rassemblé des intervenants de Birmanie, de Singapour et de Hong Kong. A l'issue de ce cycle de conférences, les conférenciers birmans se rendront très certainement à leur tour dans d'autres zones d'intervention du British Council en Asie, dans une dynamique de réciprocité chère à l'organisation : « Cette année, plus qu'auparavant, les visites en provenance de Singapour et de Hong Kong ont fait naître de nouvelles propositions [...] de visites de Birmans dans des colonies britanniques voisines »<sup>92</sup>.

### **3. De multiples contraintes à surmonter**

#### *Des contraintes humaines et matérielles : de difficiles négociations avec Londres*

Malgré les idées novatrices mises en avant par les fonctionnaires du British Council en Birmanie, les missions de l'institution culturelle sont, au même titre que pour les autres institutions britanniques, soumises aux aléas de la situation économique en Grande-Bretagne. On rappelle que la période d'après-guerre est marquée, dans la métropole, par une crise économique majeure : le pays sort de la guerre fortement endetté, notamment auprès de ses colonies. Il est de plus frappé par une crise financière

---

<sup>91</sup> « The cultural situation in S. E. Asia is complex because Burma, Siam, Malaya, Sumatra and Java each have distinctive general cultural developments and because within the units are wide differences of language, tradition and level of development ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 1.

<sup>92</sup> « This year, more than before, the visits from Singapore and Hongkong have brought proposals [...] for visits of Burmese to nearby British colonies ». « Representative's Annual Report, 1953-1954 », TNA, BW 19/7, 21.

sévère dans la seconde moitié des années 1940, provoquée à la fois par la convertibilité de la livre sterling en 1947 et sa dévaluation en 1949 par le Chancelier de l'Echiquier Sir Stafford-Cripps. C'est pourquoi chaque année, dans les rapports de J.E.V. Jenkins, on peut lire la frustration des fonctionnaires du British Council face aux fonds très limités que leur accorde le Foreign Office à Londres – ce qui restreint grandement leur champ d'action : « Notre budget a toujours eu tendance à être fortement limité et nous craignons d'avoir acquis une réputation d'organisation légère, avec une publicité et les loisirs insuffisants »<sup>93</sup>. Du côté de Londres, les autorités britanniques s'indignent des dépenses importantes du British Council, jugées extravagantes dans une période de restriction budgétaire<sup>94</sup>.

En outre, le gouvernement central rechigne à envoyer davantage de personnel depuis Londres : jusqu'en 1950, J.E.V. Jenkins est le seul fonctionnaire en provenance de la métropole. Le Représentant du British Council ne cesse de souligner les conditions difficiles de travail en Birmanie pour des fonctionnaires clairement débordés. En 1950, l'institution reste une petite structure et ne comprend que neuf employés – « un personnel débordé de 9 personnes effectuant toutes sortes de tâches et bien plus que dans des structures similaires avec un nombre quatre fois plus élevé d'employés »<sup>95</sup>. En termes de matériel également, la situation semble désastreuse : les fonctionnaires présents sur le sol birman rappellent le besoin urgent de livres, ainsi que de matériel pédagogique neuf et performant pour répondre aux demandes de la population birmane. Finalement, le jugement du Représentant est sans appel : « Il faut également souligner le manque de matériel, le manque de livres, le faible budget consacré aux salaires, le manque de matériel fonctionnel, de meubles, de décorations, d'objets d'exposition et de tout le reste »<sup>96</sup>. Du fait de cet écart important entre les besoins pressants du British Council en Birmanie et les faibles financements que Londres lui accorde, les fonctionnaires tentent de faire preuve de créativité et d'imagination : « La pénurie de matériel semblait omniprésente mais nous sommes parvenus à compenser

---

<sup>93</sup> « Our Budget has always tended to be kept on too tight a rein and we fear we have acquired a reputation for tawdriness and insufficient publicity and entertainment ». « Representative's Annual Report, 1951-1952 », TNA, BW 19/7, 25.

<sup>94</sup> Frances Donaldson, *op. cit.*, 161.

<sup>95</sup> « overworked staff of 9 doing all and more than other similar concerns with four times the number of personnel ». « Representative's Annual Report, 1949-1950 », TNA, BW 19/7, 19.

<sup>96</sup> « One would also point out the lack of material, the lack of books, the lack of funds to spend on functions, the lack of functional material, furniture, decoration, exhibition material and everything else », *Ibid.*

plus ou moins en empruntant, en mendiant, et en faisant le plus avec le moins »<sup>97</sup>. Il s'agit principalement de sauver les apparences pour éviter que la population et le gouvernement birmans, déçus du travail du British Council, ne se tournent vers d'autres structures. Enfin, en ce qui concerne les infrastructures du British Council en Birmanie, on note le problème récurrent du manque d'espace pour accommoder une structure qui ne cesse de s'étendre au fil des ans : « La bibliothèque tout autant que les salles de lecture sont maintenant trop petites pour répondre à nos besoins »<sup>98</sup>.

Bien que géré au niveau local par son Représentant, le British Council doit justifier chacune de ses actions auprès de la métropole afin d'espérer pouvoir continuer à recevoir son budget annuel : le British Council est donc soumis à une certaine surveillance de la part de Londres. Il n'est pas à l'abri des réprimandes du pouvoir central : J.E.V. Jenkins correspond régulièrement avec le Directeur du Département d'Asie du Sud-Est, T.P. Tunnard-Moore, pour faire état des dépenses de son organisation et répondre aux critiques du gouvernement britannique. Par exemple, au début des ses activités, le British Council en Birmanie est accusé de dépenser davantage pour ses propres bâtiments que pour se procurer du matériel et des livres pour la population birmane<sup>99</sup>. Enfin, le Représentant doit montrer l'importance des missions qu'il mène en Birmanie pour convaincre le Foreign Office de poursuivre son investissement dans le pays. Selon Alice Byrne dans son article « The British Council and the British World, 1939-1954 », seuls les Etats dont l'importance économique ou stratégique a été prouvée peuvent espérer recevoir une aide de la part de Londres : « Au cœur du problème se trouvaient les questions financières : bien que soi-disant le British Council ne fût pas une organisation politique, il ne pouvait obtenir des financements publics que pour son travail dans les pays qui étaient considérés comme suffisamment importants »<sup>100</sup>. Ceci ne va pas de soi pour la Birmanie qui fait pâle figure comparée à sa sœur aînée l'Inde et qui a choisi de quitter le Commonwealth : le Représentant ne cesse d'insister, tout au

---

<sup>97</sup> « The lack of material was in every case present but this was overcome to a certain extent by borrowing and begging and making the very maximum use of the very minimum of material ». « Representative's Annual Report, 1950-1951 », TNA, BW 19/7, 9.

<sup>98</sup> « Both Library and Reading Rooms are becoming too small for our needs ». « Representative's Annual Report, 1951-1952 », TNA, BW 19/7, 5.

<sup>99</sup> « Books: General Correspondence, 1946-1948 », T.P. Tunnard-Moore à J.E.V. Jenkins, 9 janvier 1948, TNA, BW 19/4.

<sup>100</sup> « Financial issues were in many ways the crux of the matter: although supposedly a non-political organisation, the British Council could only obtain funding from the government for work in countries which were considered sufficiently important ». Alice Byrne, « The British Council and the British World, 1939-1954 », *GRAAT On-Line*, n°13, mars 2013, 34.



long de sa mission, sur le rôle majeur que peut jouer le British Council en Birmanie, précisément pour renouer avec l'ex-colonie qui semblait perdue depuis 1947.

### *Des contraintes géopolitiques*

Un autre élément rend les activités du British Council en Birmanie difficiles, à savoir la situation politique intérieure du pays. Comme je l'ai montré en introduction, la nouvelle République de Birmanie doit faire face, dans les années qui succèdent immédiatement à son indépendance, à une guerre civile qui oppose la minorité ethnique Karen d'une part, et la faction communiste du Drapeau Blanc d'autre part, au pouvoir central. L'accès à certaines zones du pays est ainsi rendu impossible : par exemple, la ville de Moulmein, dans laquelle le British Council possède un centre, est interdite d'accès aux fonctionnaires britanniques du fait d'une importante activité rebelle (Moulmein est la capitale de l'Etat Môn et se trouve à proximité de l'Etat Karen). C'est pourquoi jusque dans les années 1951-1952, les activités du British Council se cantonnent principalement aux villes de Rangoun et Mandalay.

C'est également le gouvernement birman lui-même qui limite le champ d'action du British Council : au début des années 1950, les déplacements des fonctionnaires de l'organisation sont purement et simplement suspendus par les autorités birmanes. En 1953, le Ministre des Affaires Etrangères birman met en place un système de censure en décidant d'interdire l'usage de films ou de magazines étrangers dans les écoles, ce qui limite une fois de plus le travail du British Council. Enfin, ce sont les professeurs étrangers eux-mêmes qui sont bannis de l'espace des écoles. Le Représentant dénonce tout ceci dans son rapport pour les années 1953-1954 : « Cette année, nous devons attester de restrictions concernant toutes les activités menées dans les écoles »<sup>101</sup>.

A son arrivée sur le sol birman, en raison de la guerre civile, le British Council peine à s'affirmer – d'autant plus que le pays vient juste de se détacher du joug de l'Empire britannique. En 1947, l'organisation doit, afin de s'implanter durablement, parvenir à se faire accepter par la population et les autorités birmanes en montrant que ses missions qui se veulent au départ humanitaires, au sens où elles visent avant tout l'amélioration des conditions de vie de la population locale, ne correspondent pas à une

---

<sup>101</sup> « This year we must report restrictions on all work in schools ». « Representative's Annual Report, 1953-1954 », TNA, BW 19/7, 4.

forme d'ingérence dans les affaires internes du pays. Plus solidement installée sur le sol birman à la fin des années 1940, l'institution étend peu à peu son champ d'action en s'attellant à sa véritable mission, à savoir l'amélioration du système d'enseignement de la langue anglaise. Au milieu des années 1950 enfin, le British Council semble bien ancré en Birmanie et peut désormais planifier ses actions à plus long terme – malgré un budget limité. Très tôt, le travail du British Council en Birmanie se démarque par son ampleur (comparée à la petite taille du pays), et la diversité des formes qu'il prend. L'entreprise est un succès. Ainsi, les différentes sections du British Council présentes dans les pays alentours mettent peu à peu en place des activités similaires dans le domaine de l'éducation et encouragent le développement des échanges culturels et académiques avec la Birmanie.

Le British Council connaît un succès certain en Birmanie. Cependant, quelle part de la population birmane est réellement concernée par ses activités ? La réussite de l'entreprise est-elle généralisée ? Les propos enthousiastes du Représentant laissent à penser que c'est le cas, mais l'analyse en profondeur de données telles que les publics ciblés par les actions de l'institution ou la dissémination des centres du British Council permettra de nuancer cette affirmation. Il s'agira donc, dans un second temps, d'analyser l'accueil des missions de l'institution par la population birmane et par les autorités. Les réactions du public semblent alterner entre reconnaissance des efforts fournis par les fonctionnaires du British Council pour remédier à un système éducatif obsolète et rejet de ce qui apparaît parfois comme une propagande explicite pour le modèle britannique. Au niveau du pouvoir central, le British Council entretient des relations cordiales avec bon nombre de ministères birmans. En revanche, la coopération avec le Ministère de l'Éducation est plus difficile : le milieu des années 1950 en particulier est marqué par une redéfinition de la place de la langue anglaise dans la loi, ce qui conduit à une détérioration progressive des rapports entre le Ministre de l'Éducation et le Représentant du British Council en Birmanie.

## CHAPITRE II

### De la coopération à la rupture

*« La langue officielle de l'Union sera le birman, sous réserve que l'usage de la langue anglaise soit autorisé »<sup>102</sup>.*

Le 4 février 1948, lorsque les Représentants du British Council et du Département d'Asie du Sud-Est du Foreign Office se réunissent pour discuter de l'angle sous lequel le British Council agira en Birmanie, il est convenu que l'ensemble de la population birmane doit être concernée par les activités proposées. Il s'agit en effet de multiplier le plus possible les liens entre les fonctionnaires britanniques et la population locale d'une part, et entre les autorités britanniques et birmanes d'autre part. Dans les faits, on constate après quelques années d'activité sur le terrain que le British Council ne parvient pas à toucher l'ensemble de la population birmane et encourage au contraire une forme d'élitisme. De plus, son champ d'action est très centralisé : le British Council n'est actif, pendant longtemps, qu'à Rangoun. C'est dans ce contexte que se pose la question des minorités ethniques en Birmanie, problème épineux auquel le gouvernement birman est confronté dès la période de négociations des termes de l'indépendance du pays : quelle est l'attitude britannique vis-à-vis de ces populations non birmanes, historiquement proches des autorités britanniques ? Comment expliquer les stratégies mises en place par le British Council concernant les minorités ethniques, au regard de la situation géopolitique globale de la Birmanie ?

A travers son installation en Birmanie, le British Council entend promouvoir des relations cordiales entre les autorités britanniques et les autorités birmanes, afin de servir les intérêts britanniques dans d'autres domaines. Malheureusement, les relations entre le British Council et le Ministère de l'Education birman se dégradent progressivement : le Ministère de l'Education fait passer, au début des années 1950, une

---

<sup>102</sup> « The official language of the Union shall be Burmese, provided that the use of the English language may be permitted ». *The Constitution of the Union of Burma*, Rangoon, Supdt., Govt. Printing and Stationery, Burma, 1947, 53.

série de mesures visant à évincer l'autorité de l'institution britannique dans le domaine de l'éducation. En parallèle est mené un débat public sur l'équilibre entre la langue vernaculaire et la langue anglaise à l'école. Si dans le climat très nationaliste des premières années d'indépendance du pays le gouvernement birman entend favoriser l'usage du birman, y compris dans les zones peuplées par des minorités ethniques, il semble pourtant difficile d'abandonner complètement l'anglais, instrument de communication sur la scène internationale.

### **1. Quel(s) public(s) visé(s) ? Entre souci d'équité et tentation d'élitisme**

#### *L'éducation pour tous...*

Selon les fonctionnaires du British Council, c'est aux populations locales avant tout que doivent s'adresser les missions de l'institution britannique. Le British Council met ainsi l'égalité en avant comme principe fondateur, tant entre les différents peuples d'Asie du Sud-Est qu'au sein d'une seule et même population : « L'existence de centres culturels britanniques à destination de la population locale et répondant à un principe d'égalité absolue sera une nécessité politique majeure afin de maintenir une influence britannique en Asie du Sud-Est »<sup>103</sup>. L'institution se veut donc très progressiste dans ses objectifs (« liberal in tone »<sup>104</sup>) et dirigée tant vers la population de l'ex- « Birmanie proprement dite » (« Burma Proper », dans la terminologie coloniale britannique) que vers les populations des régions frontalières (« Frontier Areas ») ; tant vers les hommes que vers les femmes. On rappelle que c'est sous occupation britannique que les femmes birmanes ont véritablement fait leur entrée à l'école : le nombre de femmes instruites a augmenté de 61% entre 1911 et 1921, et à nouveau de 82% entre 1921 et 1931, parallèlement à l'expansion du système éducatif mis en place par les colons<sup>105</sup>. Lorsque le British Council envisage de s'implanter en Birmanie en 1945, lors de la réoccupation progressive du territoire birman par les Britanniques, il se dirige au départ vers les réfugiés, estimant que c'est par eux que la pénétration culturelle britannique peut être la plus efficace. Les réfugiés étant alors surtout des femmes (les hommes participent à

---

<sup>103</sup> « That there should be British cultural centres approaching local people on terms of absolute and declared equality will be a prime political necessity in order to maintain British influence in Southeast Asia ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 5.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Chie Ikeya, « The Modern Burmese Woman and the Politics of Fashion in Colonial Burma », *The Journal of Asian Studies*, n°67, 2008, 1277-1308.

l'effort de guerre), c'est naturellement vers elles que se sont tournés les premiers efforts du British Council. En réalité, la distribution des rôles est évidente : là où les hommes birmans auront accès à des clubs anglophiles modelés sur les gentlemen's clubs anglais, réservés aux hommes, le British Council entend s'adresser aux femmes du point de vue de la mode, voire même de certaines pratiques domestiques ou hygiéniques, en partenariat par exemple avec le Women and Children Welfare Board évoqué plus haut. Les femmes des fonctionnaires du British Council se doivent ainsi de diffuser la culture britannique à leur manière : « Les femmes britanniques en particulier peuvent jouer un rôle important dans ce domaine et il est du devoir du British Council de contacter les femmes britanniques résidant en Orient pour les informer quant à leurs obligations culturelles »<sup>106</sup>.

Il ne s'agit pas, pour le British Council, de perdre ses contacts privilégiés avec l'élite birmane investie auparavant dans l'administration coloniale, mais d'étendre ses relations à l'ensemble de la population birmane. Il est simplement requis de la part des Birmans qu'ils fassent preuve d'un intérêt certain pour la culture britannique. A l'image de l'Université de Rangoun qui entend démocratiser l'accès aux études supérieures à partir de 1948 – Hugh Tinker rappelle que la nouvelle politique de l'Université, auparavant très élitiste, est d'accepter un maximum d'étudiants<sup>107</sup> – le British Council affirme ne pas discriminer sur des critères sociaux ou financiers. Afin de toucher une part de la population la plus large possible, les membres du British Council prêtent attention à l'emplacement de leurs centres en Birmanie. Outre le centre principal de Rangoun, il s'agit de quadriller le pays à travers plusieurs centres secondaires. Le centre provincial majeur est celui de Mandalay, seconde ville la plus importante du pays où se trouvent d'ailleurs des bureaux de la British Information Section, mais le British Council décide, en 1951, d'ouvrir des bureaux à Moulmein en territoire Môn, à Bassein au sud-ouest de la Birmanie et à Taunggyi dans l'Etat Shan. Ces centres secondaires sont constitués de bureaux pour le personnel local, ainsi que d'une bibliothèque. Le British Council tente aussi de développer des cours d'été à travers le pays, non seulement à Rangoun mais également dans la petite ville de Maymyo par exemple, dans la région de Mandalay. Cependant, comparé au centre de Rangoun qui est très actif, ces centres

---

<sup>106</sup> « British women in particular can be powerful helpers in this respect and it should at all times be a British Council function to contact British women in the East and advise them of their cultural obligations ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 6.

<sup>107</sup> Hugh Tinker, *The Union of Burma: A Study of the First Years of Independence*, London, Oxford University Press, 1959, 205.

secondaires ont une importance bien moindre et ne représentent pas une priorité pour le gouvernement britannique. Dès 1951, J.E.V. Jenkins écrit, à propos du centre du British Council à Moulmein qui vient d'être ouvert : « Notre petite annexe du British Council à Moulmein est totalement négligée et son existence même est menacée »<sup>108</sup>.

A l'intérieur de Rangoun même, la situation du centre ne peut être choisie au hasard. En 1948, les locaux du British Council se situent dans la banlieue de Rangoun, en plein cœur du quartier riche de la ville, ce qui n'encourage pas le birman moyen à s'y rendre. Pour éviter une forme de ségrégation spatiale trop évidente, les autorités britanniques, sous l'impulsion du Représentant, décident de déplacer leurs bureaux dans un quartier de Rangoun plus central. Dès 1950, le British Council à Rangoun compte des quartiers généraux, avec une bibliothèque et une salle de lecture, un centre administratif qui comprend un bureau pour conseiller les étudiants, ainsi qu'une résidence pour les employés de l'institution, dans laquelle se trouvent une salle de projection, un restaurant et un salon de thé.

*... mais un fondement élitiste*

Malgré des efforts en direction d'une démocratisation et d'une décentralisation des activités du British Council en Birmanie, les inégalités d'accès aux services de l'institution persistent. Le British Council semble en fait être un descendant direct des écoles anglophones sous l'occupation britannique, réservées à une élite. Dans les mentalités coloniales, la maîtrise de la langue anglaise était associée à la réussite et à la promotion dans la fonction publique. Richard M. Tisinger rappelle, dans le rapport de l'UNESCO en mai 1951 : « bien qu'elle correspondît mal aux besoins de la plus grande partie de la population, [l'éducation sous l'occupation britannique] devint la voie d'entrée et le moyen de promotion dans le service public et les entreprises industrielles »<sup>109</sup>. C'est donc assez naturellement qu'à l'indépendance de la Birmanie, le British Council touche en priorité des familles birmanes traditionnellement proches de l'administration britannique, alors que, pour se faire connaître et accepter du reste de la population plutôt méfiante, il doit faire davantage d'efforts. Ce lien privilégié avec l'élite urbaine birmane est clairement énoncé dans les premiers rapports de l'institution : il

---

<sup>108</sup> « Our small British Council section at Moulmein is being grossly neglected and its very existence is in peril ». « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 3.

<sup>109</sup> « though it did not suit the great mass of the people, it became the avenue for entrance into, and promotion in, the civil service and in industrial establishments ». Richard M. Tisinger, *op. cit.*, 14.

s'agit d'attirer en premier lieu les « familles influentes », l' « intelligentsia »<sup>110</sup> ou encore les intellectuels locaux<sup>111</sup> – qui encourageront le reste de la population birmane à suivre leur exemple. On remarque ainsi que les fonctionnaires du British Council font très attention au cérémonial et au maintien d'un certain standing au sein de l'institution : « Ces clubs [...] doivent être de la plus haute qualité, tant du point de vue de l'équipement que de la gestion »<sup>112</sup>. D'ailleurs, de manière intéressante, le British Council s'adresse à son installation presque davantage à la petite communauté britannique résidant sur le sol birman qu'à la communauté birmane elle-même : l'institution se fait le lieu de rencontres privilégié des expatriés en mal de culture britannique.

Comme dans les anciennes écoles anglo-vernaculaires ou les écoles anglophones, les cours d'anglais dispensés dans les centres du British Council sont payants. Les départs à l'étranger, l'un des principaux domaines d'action de l'institution, ne s'adressent pas non plus à l'ensemble de la population birmane, car ils nécessitent d'une part un niveau d'études suffisant en Birmanie, et d'autre part un financement non négligeable. L'historienne Shompa Lahiri, dans son article « South Asians in post-imperial Britain », va jusqu'à qualifier l'envoi en Grande-Bretagne d'étudiants asiatiques de pratique néocoloniale, au sens où des études britanniques sont synonymes, encore au lendemain de l'indépendance, d'ascension sociale : « Pour ceux qui pouvaient se le permettre, l'envie de partir étudier au cœur de l'ancien empire n'avait clairement pas diminué ; et de même l'importance et le prestige d'être 'de retour d'Angleterre' »<sup>113</sup>. En outre, si l'élite birmane figure parmi les publics privilégiés du British Council, c'est également parce que l'institution espère obtenir une participation financière de la part des riches familles birmanes, pour compléter les fonds limités qu'elle reçoit de Londres : « si un centre de ce type était créé pour de bon, les Birmans aisés se devraient d'en financer une partie »<sup>114</sup>.

---

<sup>110</sup> « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 8.

<sup>111</sup> Mr. Tunnard-Moore à Sir Angus Gillian, Londres, 8 juillet 1946, « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>112</sup> « These clubs [...] must be of first-class quality in equipment and running ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 8.

<sup>113</sup> « Clearly for those who could afford it, the attraction of studying at the heart of the former empire had not diminished, nor had the value and kudos of being an 'England-returned' ». Shompa Lahiri, « South Asians in post-imperial Britain: decolonisation and imperial legacy », in Stuart Ward (ed.), *British Culture and the End of Empire*, Manchester, Manchester University Press, 2001, 209.

<sup>114</sup> « If such a centre were started, the wealthy Burmese should contribute funds towards it ». « British Council Activity in Burma, 1948 », TNA, FO 924/698.

Ainsi, malgré une réception plutôt positive des actions du British Council en rapport avec le soutien financier aux écoles ou la mise à disposition d'ouvrages pour l'Université de Rangoun, des critiques se font entendre dès les premières années d'indépendance du pays. A plusieurs reprises, le Foreign Office à Londres reçoit des échos de la mauvaise gestion des fonds alloués à l'institution. Le Directeur du Département d'Asie du Sud-Est met en garde J.E.V. Jenkins contre des dépenses trop importantes visant à la rénovation ou à l'agrandissement des locaux du British Council, perçues comme non nécessaires : les fonds de l'institution doivent être redirigés efficacement vers l'acquisition de matériel scolaire ou de livres<sup>115</sup>. Le vocabulaire employé dans plusieurs critiques formulées par des officiels birmanes rappelle certaines attitudes coloniales du début du siècle. Le birman U Ba Lwin dénonce par exemple l'aisance certaine des fonctionnaires du British Council, qui vient renforcer le fossé avec la population du pays : « le British Council a reçu des critiques sévères pour avoir dépensé beaucoup d'argent dans ses bâtiments grandioses et très peu dans une aide pérenne et constructive à la Birmanie »<sup>116</sup>. C'est vers l'élimination de cet élitisme avéré que les efforts du British Council doivent se tourner afin de toucher un public plus large.

#### *Une démarche inclusive vis-à-vis des minorités ethniques*

Durant la période coloniale, les Britanniques entretiennent des relations privilégiées avec les minorités ethniques peuplant les montagnes birmanes. Si les peuples des zones frontalières sont, au même titre que les Birmans, en faveur de l'indépendance du pays, ils souhaitent néanmoins conserver des liens forts avec l'ancienne puissance coloniale. En effet, les minorités ethniques soutiennent par exemple l'adhésion de la Birmanie au Commonwealth car elles jugent que l'organisation internationale leur garantirait certains droits fondamentaux qu'elles réclament, tels que l'auto-détermination. Sans « l'arbitre impérial » (« the imperial arbiter »<sup>117</sup>), elles craignent de se retrouver, après l'indépendance, à la merci de la majorité birmane. D'ailleurs, malgré les Accords de Panglong signés en février 1947 par les chefs des

---

<sup>115</sup> « Books: General Correspondence, 1946-1948 », T.P. Tunnard-Moore à J.E.V. Jenkins, 9 janvier 1948, TNA, BW 19/4.

<sup>116</sup> « severe criticism [has] been levelled at the British Council for expending so much money on our palatial mansion and so little money on a permanent and constructive assistance to Burma ». « Books: General Correspondence, 1946-1948 », J.E.V. Jenkins à T.P. Tunnard-Moore, 17 décembre 1947, TNA, BW 19/4.

<sup>117</sup> Nicholas Tarling, *The Fall of Imperial Britain in South-East Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 191.



principaux Etats qui constituent les zones frontalières de la Birmanie (Shan, Chin et Kachin) et les chefs de file de l'AFPFL, aucune autonomie réelle ne leur est accordée à l'émancipation du pays.

Les relations entre les minorités ethniques et la majorité birmane se détériorent dès 1948 et une partie des Karens se révolte contre le gouvernement central, comme je l'ai déjà montré. Les Britanniques tentent d'intervenir : ils proposent, à l'occasion d'un sommet des représentants du Commonwealth à New Delhi en février 1949, de donner au Commonwealth le pouvoir d'arbitrer le conflit entre les Birmans et les Karens afin de restaurer l'ordre dans le pays. Cette suggestion est cependant rejetée par le Premier Ministre U Nu : le gouvernement central n'est pas prêt à laisser une organisation extérieure prendre part aux affaires internes du pays<sup>118</sup>. Lorsque les conflits s'apaisent au début des années 1950, plusieurs mesures sont prises par le gouvernement central afin de garantir l'acceptation par tous d'une identité birmane, fondée sur une langue et une culture communes. La Constitution de 1947 garantit le respect des croyances et pratiques linguistiques de chaque ethnie présente sur le sol birman. On peut lire, au chapitre II : « Nulle minorité, qu'elle soit religieuse, raciale ou linguistique, ne sera discriminée dans son accès aux institutions éducatives publiques et elle ne se verra pas imposer une éducation religieuse »<sup>119</sup>. Pourtant, le rapport de l'UNESCO publié en mai 1951 met très clairement en avant le côté centralisé du système éducatif et des pratiques culturelles birmanes : si, en théorie, ce sont les Etats dits autonomes qui gèrent le fonctionnement des écoles, on constate dans les faits que l'éducation est supervisée au niveau national par le Ministère de l'Education. En outre, les langues minoritaires n'ont qu'un statut de langue secondaire à l'école, y compris dans les Etats autonomes<sup>120</sup>, bien que le birman ne soit la langue maternelle que de 70% de la population<sup>121</sup>.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi les moindres agissements du British Council vis-à-vis des minorités ethniques sont surveillés. Suivant l'idée selon laquelle les activités du British Council doivent concerner l'intégralité de la population d'un pays,

---

<sup>118</sup> John Cady, *op. cit.*, 597.

<sup>119</sup> « No minority, religious, racial or linguistic, shall be discriminated against in regard to admission into State educational institutions nor shall any religious instruction be compulsorily imposed on it ». *The Constitution of the Union of Burma*, Rangoon, Supdt., Govt. Printing and Stationery, Burma, 1947, 4.

<sup>120</sup> Richard M. Tisinger, *Report of the Mission to Burma, May 1951*, Paris, UNESCO, Educational Missions, 1952, 14.

<sup>121</sup> Frank Trager, « The Propaganda Battle in India and Burma », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 324, 1959, 63.

l'institution se base sur un second principe fondateur, à savoir l'entente entre les différentes races ou ethnies<sup>122</sup>. Plus que cela, le British Council entend développer les relations entre les différentes ethnies d'un même pays et favoriser la mise en place de réseaux de sociabilisation interraciale (« inter-racial socialising »<sup>123</sup>). C'est pourquoi dès son installation en Birmanie, l'institution envisage l'ouverture de centres dans les villes principales des Etats autonomes. Il faudra néanmoins attendre le début des années 1950 pour que ces idées soient mises en pratique : c'est en 1951 que, pour la première fois, un fonctionnaire du British Council est envoyé dans une région essentiellement peuplée par des minorités ethniques. Il s'agit de H.T. Lawrence qui devient en 1951 le directeur de Kambawsa College à Taunggyi dans l'Etat Shan – poste qui lui permettra (ou du moins le Représentant du British Council l'espère) d'entamer des actions culturelles et éducatives plus larges dans l'Etat Shan et de mettre en place une coopération avec Rangoun : « Il effectuera entièrement son travail dans les Etats Shan mais nous espérons que son titre officiel de Directeur de Kambawsa College à Taunggyi ouvrira la voie à d'autres activités ponctuelles d'ordre plus général dans cette zone »<sup>124</sup>. Les retours sur ce premier dispositif mis en place à destination des ethnies minoritaires de Birmanie sont très positifs et encouragent par la suite le British Council à poursuivre ses efforts dans cette direction : « [U Kaung, le Directeur de l'Education Publique en Birmanie,] a entendu dire que M. Lawrence a fait très bonne impression et que, par conséquent, plusieurs Birmans éminents ont déjà choisi d'envoyer leurs enfants dans son école au nord, depuis Rangoun »<sup>125</sup>. Malgré le bon accueil réservé au British Council dans les zones frontalières, les actions de l'institution y restent très limitées jusqu'au milieu des années 1950. Ceci peut s'expliquer par la situation géographique des minorités ethniques : elles se concentrent dans les montagnes et dans les zones rurales, souvent difficiles d'accès et situées sur le pourtour du pays ; les actions du British Council, elles, se déroulent très majoritairement en zone urbaine. Mya Maung, dans son article « The Burma Road from the Union of Burma to Myanmar », souligne cette tradition en Birmanie de ségrégation

---

<sup>122</sup> Frances Donaldson, *op. cit.*, 155.

<sup>123</sup> « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 6.

<sup>124</sup> « His work will lie entirely in the Shan States but it is hoped that his official position as Headmaster of Kambawsa College at Taunggyi will allow occasional spare time activity in more general Council work in this area ». « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 25.

<sup>125</sup> « [U Kaung, Director of Public Instruction in Burma,] has received news that Mr. Lawrence has made a most favourable impression and that as a result a number of leading Burmese have already decided to send their children up to the School from Rangoon ». « Representative's Annual Report, 1952-53 », TNA, BW 19/7.

spatiale, et le contraste très fort entre un centre urbain dynamique et un arrière-pays rural et enclavé<sup>126</sup>.

## 2. Le British Council et le Ministère de l'Éducation : alliés ou rivaux ?

### *Vers une coopération efficace*

Le British Council s'affirme en tant qu'entité distincte de la sphère politique : l'institution prône un principe de non-interférence dans les affaires internes des pays dans lesquels elle s'engage. En Birmanie, le British Council entend soutenir les efforts du Ministère de l'Éducation en direction d'une modernisation du système éducatif du pays, mais ne cherche en aucun cas à s'y substituer. En effet, le contexte postcolonial appelle à une forme de discrétion de la part de l'institution : « Il sera nécessaire, pour commencer, de souligner auprès des gouvernements locaux que le travail mené par le British Council vient compléter le leur, et qu'en aucun cas il s'agit de s'immiscer dans les plans généraux sur l'éducation qu'ils proposent »<sup>127</sup>. Une grande partie de la population birmane et la plupart des dirigeants se montrent méfiants vis-à-vis de toute tentative extérieure de prise de contrôle dans le pays, notamment de la part de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi le British Council souhaite s'appuyer, d'une part, sur les politiques menées par le gouvernement birman dans le domaine de l'éducation et, d'autre part, se fonder sur l'opinion publique pour développer ses propres actions : « Après s'être installés, les officiels britanniques devront constamment accepter toute suggestion de la part de la population locale et tenter d'introduire une influence britannique par la voie qu'aura choisie cette même population locale »<sup>128</sup>. Il s'agit ainsi de prendre en compte les différents points de vue qui s'expriment dans le pays pour satisfaire au mieux les attentes de la population ; il s'agit également d'éviter l'imposition arbitraire d'un modèle préconstruit et non conforme aux besoins d'un pays en développement qui fait son entrée sur la scène internationale. Malgré cette rhétorique de désengagement vis-à-vis de l'Etat birman, on perçoit des notes de paternalisme dans les discours des fonctionnaires du British Council. Le Représentant du British Council en

---

<sup>126</sup> Mya Maung, « The Burma Road from the Union of Burma to Myanmar », *Asian Survey*, 30:6, 1990, 605.

<sup>127</sup> « It will be necessary first to clarify to the local governments that British Council work is supplementary to theirs, that there is no wish or plan to intrude into the general education schemes of the local governments ». « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 8.

<sup>128</sup> « After the inception, the British organisers must constantly accept suggestions from the local people and attempt to introduce British influence by whatever means those local people may prefer ». *Ibid.*

Irak, T.W. Morray, en charge d'établir un rapport sur les possibilités d'action de l'institution dans le sous-continent indien, écrit : « where a British Council activity by its pioneering enthusiasm starts a cultural scheme which strikes exceptionally successfully among the local people, there will be no objection to handing over the mechanism which has successfully worked that scheme » (« si une activité mise en place par le British Council lance tout un programme culturel qui est acclamé par la population locale pour son caractère novateur, nous n'émettrons pas d'objection à ce que les mécanismes ayant fait fonctionné ce programme soient transmis à la population »<sup>129</sup>). Si le Représentant affirme ici la volonté de l'institution de jouer le rôle de simple relai entre la population locale et le gouvernement central, la répétition de « successfully », l'accumulation d'adverbes mélioratifs, et l'emphase générale de la phrase suggèrent que ce sont bel et bien les Britanniques qui détiennent les clefs de la réussite éducative de la Birmanie.

En réalité, après l'indépendance, c'est surtout dans les domaines du conseil et de l'aide financière que le British Council s'investit. En tant que conseiller du Ministère de l'Education, le British Council augmente peu à peu sa visibilité dans le paysage politique birman pour initier, au milieu des années 1950, certaines politiques éducatives : « Un nouveau programme pour l'éducation a été annoncé par le Ministère de l'Education ; ce programme se fonde sur les éléments réunis par la mission éducative envoyée en Grande-Bretagne à laquelle le British Council à Londres a très largement contribué »<sup>130</sup>. Alors que l'institution se fait un nom à Rangoun, on fait appel à ses conseils dans des domaines très divers, tels que le sport (pour la sélection d'un coach britannique pour l'équipe de football nationale), les infrastructures ou encore le droit<sup>131</sup>. En outre, le Représentant du British Council en Birmanie est membre de certains conseils pédagogiques dans des écoles, ce qui donne une visibilité supplémentaire aux fonctionnaires de l'institution. Le maître de conférences du British Council devient, quant à lui, membre du Conseil des Etudes Anglophones de l'Université de Rangoun au début des années 1950.

La coopération entre le British Council et le gouvernement central birman s'effectue à plusieurs niveaux. On constate, de manière assez surprenante, que c'est souvent par l'intermédiaire des conférences et expositions organisées par le British

---

<sup>129</sup> Voir I, 1, a.

<sup>130</sup> « A new educational plan was announced by the Ministry of Education which was based on the findings of the educational mission to Britain for which much help was provided by the British Council in London ». « Representative's Annual Report, 1953-54 », TNA, BW 19/7, 4.

<sup>131</sup> *Ibid.*, 6.

Council que plusieurs officiels birmanes sont sollicités : tandis que ces événements rencontrent un succès mitigé parmi la population locale, ils permettent néanmoins de développer des relations cordiales avec différents ministères – c'est souvent un ministre qui a pour rôle de présider à l'ouverture officielle d'une exposition. Le Représentant écrit ainsi, en 1952 : « Le Council en Birmanie est extrêmement proche de presque tous les départements du Gouvernement, de l'Université, des Services Sociaux et désormais de l'Armée de l'Air de Birmanie et, dans une moindre mesure, de l'Armée »<sup>132</sup>. Au sein de l'éducation, c'est en grande partie grâce à l'arrivée, en 1951, d'un maître de conférences britannique au British Council que l'institution a su développer des liens étroits avec l'ensemble des structures éducatives à Rangoun, notamment l'Université de Rangoun, l'Université pour l'Education des Adultes et d'autres structures similaires. Ce développement d'une entente cordiale avec différentes institutions birmanes au cours des premières années d'implantation du British Council peut s'expliquer par une meilleure stabilité politique interne au début des années 1950 : le Représentant note en 1951 que les élus et la population locale craignent de moins en moins d'être associés à l'institution britannique<sup>133</sup>.

Ainsi, à travers le British Council, c'est la perception de la Grande-Bretagne dans son ensemble parmi la population birmane qui change au début des années 1950. Un rapport de la section d'Extrême-Orient du British Council souligne d'ailleurs que la popularité du Représentant J.E.V. Jenkins en est en grande partie responsable<sup>134</sup>. Ce changement d'image de la Grande-Bretagne dans les mentalités birmanes se perçoit d'une part à travers l'engouement en Birmanie suscité par l'arrivée sur le trône de la Reine Elizabeth II en 1952, succédant à son père George VI qui avait régné sur la Birmanie jusqu'en janvier 1948<sup>135</sup>. D'autre part, les fonctionnaires du British Council n'ont de cesse de mettre en avant la préférence des Birmans pour les institutions britanniques : « Les politiques menées par le Gouvernement et ses différents départements prennent d'ores et déjà appui sur le modèle britannique, si bien que l'aide apportée par certaines organisations telles que l'UNICEF, l'UNESCO, l'OMS ou d'autres

---

<sup>132</sup> « The Council in Burma is in exceptionally close touch with almost every department of the Government, the University, Social Service groups, and now, the Burma Air Force and to a lesser degree, the Army ». « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 2.

<sup>133</sup> « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 1.

<sup>134</sup> « Council's Position in October 1952 », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 3.

<sup>135</sup> « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 2.

encore est reçue avec méfiance : on craint que les pratiques et le matériel disponibles, forgés sur le modèle britannique, ne soient mis de côté »<sup>136</sup>. Selon le British Council, il existerait une sorte de relation spéciale unissant la Birmanie à la Grande-Bretagne, du fait de l'histoire entremêlée des deux pays.

*L'enjeu majeur du débat : la place de la langue anglaise au sein de la nouvelle République birmane*

Malgré les relations cordiales que les fonctionnaires du British Council et les leaders birmans parviennent à développer, un point de tension majeur persiste : l'importance de la langue anglaise par rapport à la langue vernaculaire à l'école et à l'université. Il s'agit en fait de la seule question sur laquelle les Britanniques éprouvent des difficultés à rester neutres ou silencieux ; l'opinion publique est par ailleurs divisée sur le sujet. Alice Byrne, dans sa communication intitulée « The British Council in India, 1945-1955 », rappelle que c'est bel et bien la question linguistique qui vient illustrer les enjeux liés au développement de relations culturelles entre une puissance et son ancienne colonie dans un contexte postcolonial<sup>137</sup>.

Sous l'occupation japonaise, l'importance croissante du nationalisme birman mène à une réflexion sur la question linguistique : pour la première fois, ce sont en fait les Japonais qui facilitent l'uniformisation des programmes scolaires et un enseignement en langue birmane<sup>138</sup>. Dès 1945, malgré la réoccupation du territoire par les forces britanniques, les leaders birmans militent en faveur d'une « birmanisation » progressive des programmes scolaires : il s'agit de promouvoir une identité proprement birmane, et non « coloniale », ce qui, dans l'esprit de l'AFPFL, ne peut passer que par une redéfinition de la place de la langue anglaise à l'école. Le gouvernement provisoire de 1945 propose que, dans la mesure du possible, le birman et l'anglais soient considérés comme des sujets de même importance. A l'Université cependant, comme je l'ai déjà indiqué, c'est l'anglais qui prédomine. La loi donne d'ailleurs quasiment le même poids à l'anglais et au birman. La *Constitution de 1947* affirme : « La langue officielle de l'Union

---

<sup>136</sup> « Government policy and the policy of many departments is already designed on the British way to such an extent that much help proffered by such bodies as UNICEF, UNESCO, WHO and others is treated with a good deal of suspicion in the fear that existing practices and equipment, modelled on British methods, will be discarded ». « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 2.

<sup>137</sup> Alice Byrne, *op. cit.*, 9.

<sup>138</sup> Nick Cheesman, « School, State and Sangha in Burma », *Comparative Education*, 39:1, 2010, 53.

sera le birman, sous réserve que l'usage de la langue anglaise soit autorisé »<sup>139</sup>. Les deux premières versions de la *Constitution de 1947* sont écrites à la fois en anglais et en birman, ce qui souligne le poids de la langue anglaise dans la construction de la nation birmane. Hugh Tinker explique : « Ainsi, les deux langues ont continué pendant un temps à être utilisées comme bon semblait, mais le Gouvernement a toujours eu l'intention de généraliser l'usage du birman »<sup>140</sup>.

Le débat oppose les partisans d'une suppression totale de l'anglais à l'école d'une part – Owen Hillman écrit, en 1946 : « L'usage de l'anglais comme langue de l'enseignement supérieur a été rejeté par de nombreux Birmans insistant sur le fait que la langue d'instruction à tous les niveaux devrait être le birman »<sup>141</sup> – et les partisans d'une mise en valeur de l'anglais à l'école. Richard M. Tisinger pose la question linguistique dans les termes suivants : « L'enseignement de l'anglais doit-il être interrompu afin d'instituer le birman comme langue officielle, ou le birman peut-il devenir une véritable langue officielle sans que l'anglais ne soit sacrifié ? »<sup>142</sup>. Si le gouvernement central souhaite poursuivre la dynamique unitaire enclenchée lors de la Conférence de Panglong en février 1947 et instaurer une véritable « Union birmane », il doit parvenir à imposer une langue unique, parlée par l'ensemble de la population : « [les difficultés] naissent de la volonté du Gouvernement et du peuple de promouvoir le birman comme la langue officielle et de tenter de réconcilier cette tendance avec le désir tout naturel de ceux dont la langue maternelle n'est pas le birman de conserver leur langue natale et leurs coutumes »<sup>143</sup>. Ceci suppose donc d'ignorer en partie la diversité culturelle du pays, et notamment les différences linguistiques entre la majorité birmane et les minorités ethniques qui parlent des langues appartenant à des familles très diverses – Môn-khmers, Tibéto-birmanes ou encore Sino-thaïs. Richard M. Tisinger est ainsi en faveur de l'imposition de la langue birmane à l'ensemble des citoyens de

---

<sup>139</sup> « the official language of the Union shall be Burmese, provided that the use of the English language may be permitted ». *The Constitution of the Union of Burma*, Rangoon, Supdt., Govt. Printing and Stationery, Burma, 1947, 53.

<sup>140</sup> « In this manner, both languages continued for some time to be used as was convenient: but it was ever the intention of the Government to establish Burmese in general use ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 177.

<sup>141</sup> « The use of English as the medium of advanced instruction has been opposed by many Burmans who have insisted that the medium of instruction at all levels ought to be Burmese ». Owen Hillman, *op. cit.*, 533.

<sup>142</sup> « Shall the teaching of English be discontinued in the interest of establishing Burmese as a national language, or can Burmese be made a real national language without sacrificing English? ». Richard M. Tisinger, *op. cit.*, 44.

<sup>143</sup> « [the difficulties] arise from the desire of the Government and the people to promote the use of Burmese as the national language and to try to reconcile this with the natural desire of those whose mother tongue is not Burmese to retain their own native language and customs ». *Ibid.*, 43.

Birmanie, tout en préconisant le maintien de la langue maternelle en tant que seconde langue : « Si environ 80 pour cent de la population a pour langue maternelle le birman ou le comprend facilement, en quoi l'idée d'une langue officielle pose-t-elle problème ? Il s'agirait simplement de réconcilier les différences entre tous les groupes ethniques qui, bien entendu, souhaitent conserver la culture qui leur est propre »<sup>144</sup>. Les minorités ethniques peuvent ainsi choisir, à partir de 1948, de pratiquer leur langue maternelle à l'école jusqu'au Niveau III ; ensuite, tous les enseignements se font en birman. A l'université, aucun enseignement n'est proposé en langue Shan, Karen, Kachin ou Chin (les quatre plus grosses ethnies minoritaires du pays) : « Le sous-entendu est évident : ces langues n'ont pas de rôle à jouer dans le futur de la nation »<sup>145</sup>. Pour ce qui est de l'anglais, Richard M. Tisinger rappelle que cette langue est utile à la population urbaine, en contact avec les grands centres dynamiques du pays, mais que son intérêt est moins évident dans les régions rurales : « La mission [...] ne peut apporter de justification valable au maintien généralisé [de l'anglais] dans les communautés rurales »<sup>146</sup>.

La majorité de la population birmane (ou du moins l'ethnie birmane) partage cette opinion et soutient le projet du gouvernement d'accorder davantage d'importance à la langue vernaculaire à l'école. Néanmoins, la perspective d'une moins bonne maîtrise de l'anglais est source d'inquiétudes. A la suite d'un sondage mené dans le cadre de la mission éducative de l'UNESCO en Birmanie, Richard M. Tisinger affirme : « On ne peut nier le fait que, dans tout le pays, les Birmans veulent que leurs enfants apprennent l'anglais »<sup>147</sup>. On constate d'ailleurs, au début des années 1950, une augmentation des effectifs des écoles privées qui mettent l'accent sur l'enseignement de la langue anglaise. En outre, une partie de la population birmane, que l'on pourrait qualifier d'« élite occidentalisée », a reçu une formation en Grande-Bretagne et s'est retrouvée proche de l'administration coloniale sous l'occupation britannique : « c'est pourquoi l'anglais est bien implanté en Birmanie et a toujours été enseigné dans la plupart des écoles

---

<sup>144</sup> « If approximately 80 per cent of the population either speak Burmese as their mother tongue or readily understand it, wherein lies the difficulty of a national language? It would seem to be a question of reconciling the differences between the different racial groups, which, quite naturally, desire to maintain their individual cultures ». *Ibid.*

<sup>145</sup> « The inference is obvious: these languages have no place in the future of the nation ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 179.

<sup>146</sup> « The mission [...] cannot justify [the] general retention [of English] in rural communities ». Richard M. Tisinger, *op. cit.*, 44.

<sup>147</sup> « It cannot be denied that all over the country, the people wish their children to be taught English ». *Ibid.*



renommées »<sup>148</sup>. Cette élite parle couramment anglais et souhaite souvent conserver l'usage de cette langue.

La langue anglaise est par ailleurs perçue comme le meilleur moyen de développer des relations avec l'extérieur et de favoriser une ouverture sur la scène internationale. Lloyd Fernando, dans son ouvrage *Cultures in Conflict*, note qu'à l'époque, tout le monde s'accorde à dire que l'anglais est indispensable pour mener des échanges commerciaux, pour s'expatrier ou trouver un emploi dans la haute administration<sup>149</sup>. On rappelle que l'anglais représente, en 1948 encore, la langue maternelle d'environ 240 millions de personnes à travers le monde<sup>150</sup>. Il existe ainsi une forme de réciprocité dans l'intérêt que portent les Britanniques et les Birmans vis-à-vis de l'enseignement de la langue anglaise en Birmanie. Comme le souligne Alice Byrne dans le cas de l'Inde postcoloniale, si d'une part les Britanniques souhaitent maintenir leur influence par l'intermédiaire de l'anglais, l'ex-colonie a tout autant intérêt à maintenir le niveau d'anglais de ses citoyens – la langue anglaise l'emportant dans les domaines des affaires étrangères et de la science<sup>151</sup>. Maintenir l'apprentissage de certaines matières en langue anglaise, c'est aussi une question de simplicité : comme le rappelle Hugh Tinker, la plupart des manuels scolaires au niveau universitaire ne sont pas disponibles en birman et favoriser la langue vernaculaire dans le cadre des études supérieures supposerait une réédition de très nombreux ouvrages et donc un investissement non négligeable<sup>152</sup>.

Les réformes concernant l'usage du birman ou de l'anglais à l'école se multiplient entre 1945 et 1955 : on se dirige vers un enseignement croissant en langue birmane, mais un renforcement de l'apprentissage de l'anglais en seconde langue. Déjà, en 1946, une Commission d'Enquête sur la langue recommande au gouvernement d'imposer à toutes les écoles l'apprentissage de la langue anglaise dès le Niveau V ; le birman reste bien sûr la langue d'enseignement principale dans les écoles publiques. Le rapport est adopté le 1<sup>er</sup> juin 1950 et rend l'apprentissage de l'anglais obligatoire – se pose tout de même la question du manque de professeurs d'anglais dans le pays. Après son installation, le British Council encourage bien sûr le maintien de la langue anglaise au

---

<sup>148</sup> « the result is that English has a firm place in Burma and has been taught regularly in most of its better schools ». *Ibid.*

<sup>149</sup> Lloyd Fernando, *Cultures in Conflict: Essays on Literature and the English Language in South East Asia*, Singapour, Graham Brash, 1986, 210.

<sup>150</sup> Kenneth Robinson, *English Teaching in South-East Asia*, London, Evans, 1960, 16.

<sup>151</sup> Alice Byrne, *op. cit.*, 9.

<sup>152</sup> Hugh Tinker, *op. cit.*, 205.

sein du cursus général, et tente même d'influencer la donne lors des débats publics – ce qui semble aller à l'encontre du principe de non-interférence dans les affaires internes d'un pays prôné par l'institution. Au début des années 1950, le gouvernement propose aux élèves de commencer à apprendre l'anglais dès le Niveau III, c'est-à-dire deux ans plus tôt qu'auparavant ; le Représentant souligne le rôle joué par le British Council dans cette redéfinition des textes officiels : « Très clairement, une mesure débattue à l'heure actuelle selon laquelle les enfants commenceraient à apprendre l'anglais au Niveau III plutôt qu'au Niveau V comme c'est le cas aujourd'hui découle de l'intérêt croissant des Birmans pour la langue anglaise que nos efforts ont fait naître »<sup>153</sup>. A partir de 1955 enfin, les examens de fin de lycée se tiennent en birman, et les cursus universitaires sont disponibles à la fois en anglais et en birman : « C'est en effet logique que les cours soient donnés en birman à l'université puisque le système éducatif dans son ensemble a adopté le birman et que la majorité des étudiants en licence ne possèdent même pas les bases requises pour s'exprimer en anglais »<sup>154</sup>.

Ainsi, deux dynamiques ne cessent de se côtoyer jusqu'au début des années 1950 : la population est plutôt favorable à la préservation de la langue anglaise dans le domaine de l'éducation mais, en parallèle, le mouvement en faveur d'une « birmanisation » de la nation prend de l'importance. Pour donner quelques exemples : en 1948, le birman devient la langue officielle des communications de l'Etat ; en 1952, l'usage du birman devient obligatoire pour tout ce qui concerne les affaires de l'Etat et enfin, en 1962, avec la mise en place du second parlement, l'usage de l'anglais est tout simplement interdit dans les affaires politiques du pays. On se méfie d'ailleurs des structures qui accordent trop d'importance à la langue anglaise, comme l'illustre la fermeture progressive des écoles privées qui se fondent sur un enseignement en langue anglaise, ou encore la surveillance mise en place par l'Etat en 1954 : les écoles privées reçoivent régulièrement la visite d'inspecteurs rattachés au Ministère de l'Education qui vérifient que suffisamment de temps est dédié à l'étude de la langue birmane<sup>155</sup>.

---

<sup>153</sup> « There is a distinct indication that a proposal under discussion at present of reducing the starting age for the study of English from Standard V as at present to Standard III, is the result of the interest aroused by our efforts in the sphere of the English language ». « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 6.

<sup>154</sup> « Indeed, it is only logical when the entire school system has adopted Burmese that the university should follow, for the great mass of the undergraduates have not even the most elementary acquaintance with English as a medium of speech ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 179.

<sup>155</sup> « Representative's Annual Report, 1953-54 », TNA, BW 19/7, 1.

### *Une plus forte méfiance envers l'institution dans les années 1950*

Lorsque la Birmanie obtient son indépendance, les Britanniques présents sur le territoire birman sont invités à rentrer à la métropole. L'administration birmane est remaniée pour n'inclure que des fonctionnaires birmans : « La Birmanie, déterminée à obtenir une 'véritable' indépendance, a renvoyé tous ses fonctionnaires étrangers »<sup>156</sup>. Hugh Tinker montre que la structure administrative du pays n'a pas été transformée en profondeur : au contraire, on en garde les fondations mais on la modifie de l'intérieur. L'atmosphère dans le pays est donc relativement hostile vis-à-vis des Britanniques qui ont choisi de rester ; cette méfiance est ressentie directement par les fonctionnaires du British Council, surtout à partir du début des années 1950. En effet, au fil des rapports du Représentant, on constate que les relations entre l'institution britannique et le Ministère de l'Éducation ne cessent de se dégrader : le champ d'action du British Council est peu à peu réduit par le gouvernement birman. Si, comme je l'ai montré précédemment, le British Council entretient des relations cordiales avec la quasi-totalité des départements du gouvernement birman, l'avènement d'un nouveau Ministre de l'Éducation à la suite des Elections Générales de 1951 change la donne. Ce tournant dans les relations qu'entretiennent le British Council et le Ministre de l'Éducation est noté par le Représentant dans son rapport pour les années 1952-1953 : « en parallèle de ceci, le Ministre de l'Éducation a changé d'attitude et il s'est mis à restreindre l'influence du British Council dans les écoles et dans les établissements de formation des professeurs »<sup>157</sup>. Dans le dernier rapport du Représentant que j'ai examiné, à savoir le rapport pour les années 1953-1954, on voit que les fonctionnaires du British Council sont démunis face au retrait total de soutien du Ministre de l'Éducation à l'institution : « Nos relations avec le [Ministère de l'Éducation] se sont dégradées au cours de l'année. [...] Cette année, nous devons rendre compte de restrictions sur toutes les actions que nous menons dans les écoles »<sup>158</sup>.

C'est donc à partir des années 1950 que les possibilités d'action du British Council dans le domaine de l'éducation sont considérablement restreintes. A plusieurs

---

<sup>156</sup> « Burma, in her determination to achieve 'real' independence, discharged all her foreign officials ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 152.

<sup>157</sup> « it was accompanied by a change in the attitude of the Minister for Education, the result of which has in fact been to curtail British Council influence in schools and teacher-training establishments ». « Representative's Annual Report, 1952-53 », TNA, BW 19/7, 1.

<sup>158</sup> « Our relations with the [Ministry of Education] have worsened during the year. [...] This year we must report restrictions on all work in schools ». « Representative's Annual Report, 1953-53 », TNA, BW 19/7, 4.

reprises dans ses rapports, J.E.V. Jenkins fait allusion à l'interdiction de voyager à laquelle les membres de l'institution doivent se plier<sup>159</sup>. De plus, le British Council est de plus en plus soumis à une surveillance étatique : « Le Gouvernement birman ne cesse d'exiger que nous lui donnions des informations sur toutes sortes de sujets »<sup>160</sup>. Enfin, le gouvernement prend peu à peu le contrôle sur des domaines à l'intérieur desquels le British Council était auparavant libre d'exercer son jugement. C'est le cas par exemple de l'attribution des bourses pour étudier en Grande-Bretagne, qui est désormais supervisée par l'Etat birman : c'est le Ministre de l'Education qui soumet des candidatures au British Council, ce qui entraîne une très forte baisse du nombre de bourses accordées. Ainsi en 1951, de manière assez radicale, aucune bourse n'a été attribuée, faute de nominations par le gouvernement, ce que le Représentant déplore<sup>161</sup>. Le Ministre de l'Education met aussi la main, en 1952, sur le processus de sélection des professeurs et maîtres de conférences britanniques rattachés au British Council en Birmanie.

C'est, dans le milieu des années 1950, une hostilité contre tout ce qui relève d'une présence étrangère sur le territoire birman qui se développe. La raison avancée à cela par le Représentant est l'intolérance traditionnelle de tout gouvernement à l'égard des critiques extérieures : en 1952, un maître de conférences étranger aurait émis des critiques quant à la manière d'enseigner d'un professeur birman, conduisant au retrait du soutien du Ministère de l'Education aux experts étrangers en charge d'assister à la formation des professeurs en Birmanie<sup>162</sup>. En 1954, l'usage de films et de journaux étrangers est interdit dans les classes, et les professeurs étrangers ne sont plus recrutés ; le seul contact que le British Council parvient à établir avec les écoles se fait à travers son groupe de discussion entre professeurs d'anglais.

Ainsi, au cours de la période, la British Council développe ses missions sur le plan géographique et social : malgré un fondement élitiste, l'institution tente de toucher un public de plus en plus large et s'étend peu à peu sur le territoire birman, pour cesser de ne concerner que l'ethnie majoritaire. Le British Council, et son Représentant en particulier, bénéficient d'une bonne image auprès de la population birmane. Malgré cela, on note une dégradation progressive des relations entre le British Council et le Ministère

---

<sup>159</sup> Voir par exemple : « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 2.

<sup>160</sup> « The Burma Government is constantly requesting information on all kinds of subjects ». « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 4.

<sup>161</sup> *Ibid.*, 1.

<sup>162</sup> « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 2.

de l'Education à partir de 1951, ce qui rend l'institution britannique totalement impuissante dans la sphère de l'éducation. En parallèle, sous le premier gouvernement national birman, la langue anglaise perd progressivement la place privilégiée qu'elle occupait auparavant à l'école et, surtout, à l'université : elle n'a plus qu'un statut de langue secondaire à partir des années 1950, l'enseignement se faisant désormais entièrement en langue vernaculaire.

Du fait de ces deux éléments, le British Council est gêné dans son travail et Londres commence à s'inquiéter de cette perte d'influence britannique en Birmanie. Il s'agit donc, dans le dernier chapitre de ce mémoire, de s'interroger sur les motivations d'une telle entreprise : que cherche à mettre en place le Foreign Office en développant des relations culturelles avec la Birmanie ? La langue anglaise est-elle un simple vecteur de culture, ou doit-elle permettre la mise en place d'une propagande culturelle, la mise en valeur de concepts britanniques ou, plus largement, occidentaux ? De la même façon que le gouvernement birman a intérêt à maintenir le niveau d'anglais de sa population pour rayonner sur le plan international, la Grande-Bretagne a intérêt à conserver une certaine influence culturelle en Birmanie, pour des motifs politiques, stratégiques et économiques.

## CHAPITRE III

### Relations ou propagande culturelle(s) ?

« [L]’enseignement de la langue anglaise [...] a un rôle stratégique essentiel à jouer dans la poursuite de nos autres objectifs clefs »<sup>163</sup>.

C’est à partir de 1942 que le British Council entreprend de promouvoir la culture britannique sur les autres continents. Frances Donaldson affirme, dans l’introduction de sa monographie consacrée à l’histoire du British Council : « il faut tout de suite rappeler que la mission du British Council ne concerne pas seulement ses relations avec d’autres pays, mais bien des relations culturelles »<sup>164</sup>. On peut cependant s’interroger sur la nature exacte de ces « relations culturelles » : à plusieurs reprises, les rapports du British Council ou les documents officiels du Foreign Office font référence à une « publicité britannique »<sup>165</sup> ainsi qu’à une « pénétration culturelle »<sup>166</sup> dans d’autres pays, ou évoquent des missions qui semblent être davantage de l’ordre de la propagande que de simples relations culturelles. En effet, les efforts du British Council dans les anciennes colonies britanniques s’inscrivent dans la lutte globale de la Grande-Bretagne et, plus généralement, des puissances occidentales, contre l’expansion communiste. A travers la mise en place de relations culturelles, c’est tout un modèle et un ensemble de valeurs que la Grande-Bretagne cherche à mettre en avant : « Cet effort présente un intérêt vital, à la fois pour rétablir le prestige britannique ayant souffert de notre retrait d’Asie du Sud-Est et pour réaffirmer l’influence britannique au sein des différentes

---

<sup>163</sup> « [T]he teaching of English [...] has an essential tactical role to play in the pursuance of our broader objectives ». « Council’s Involvement at all Levels, with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », « The British Council and English Teaching. Paper II. The Significance and Implications of English Teaching », TNA, BW 1/195, 3.

<sup>164</sup> « it cannot be said too soon that the business of the British Council is not merely relations with other countries but cultural relations ». Frances Donaldson, *op. cit.*, 1.

<sup>165</sup> « Extracts from Memorandum on British Publicity in S.E.A. », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174.

<sup>166</sup> « cultural penetration ». *Ibid.*

rivalités politiques et culturelles qui vont s'affronter à travers toute l'Asie »<sup>167</sup>. En outre, il semble difficile de séparer les missions culturelles du British Council de considérations plus globales : améliorer la maîtrise de la langue anglaise en Birmanie sert les intérêts de la Grande-Bretagne dans les domaines économiques et stratégiques en particulier.

## 1. Promouvoir un modèle britannique ?

*La Birmanie des premières années d'indépendance : la nouvelle république hésite entre plusieurs modèles*

En 1952, à l'occasion de la Conférence de Pyidawtha qui marque le lancement du premier véritable programme social du gouvernement birman, le Premier Ministre U Nu déclare : « Nous sommes à portée de main des sphères d'influence de la Russie soviétique et de la Chine rouge, ainsi que de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis »<sup>168</sup>. S'il est clair que l'AFPFL, au pouvoir à partir de 1948, est un parti socialiste à tendance marxiste, elle est également proche, par certains côtés, du parti travailliste britannique : la Birmanie des premières années d'indépendance semble hésiter entre adopter un modèle de gauche à l'occidentale ou un modèle socialiste à la soviétique. Lorsque la Constitution de l'Union de Birmanie est officiellement adoptée, le 24 septembre 1947, U Nu annonce que la nouvelle République sera « de gauche »<sup>169</sup>. Cependant, malgré la mise en avant de certains principes marxistes dans le programme politique du nouveau gouvernement – peut-être dans la perspective de satisfaire les rebelles communistes ? – tels que la nationalisation des terres et l'autonomisation progressive des collectivités locales, le Premier Ministre ne souhaite pas compter uniquement, pour ses relations internationales, sur l'Union Soviétique. La période qui s'ouvre à l'indépendance, appelée postérieurement (et ironiquement ?) « l'ère de Pyidawtha », c'est-à-dire « l'ère de la paix et de la prospérité » est qualifiée par Mya Maung de « période d'expérimentation »

---

<sup>167</sup> « The effort is vitally necessary both for re-establishing British prestige after the blows it received during our withdrawal from Southeast Asia and for re-asserting British influence in the cross-currents of political and cultural rivalry which will be running through all Asia ». « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 11.

<sup>168</sup> « We are within arm's reach from Soviet Russia and Red China as well as from Britain and the United States sphere of influence ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 345.

<sup>169</sup> « Leftist ». *Ibid.*, 29.

puisque les programmes lancés par le Premier Ministre relèvent à la fois de la démocratie parlementaire et du socialisme démocratique<sup>170</sup>.

On remarque que la structure politique de l'Union est vivement inspirée du droit britannique et du schéma du Parlement de Westminster, puisque la Constitution birmane de 1947 prévoit la mise en place d'une démocratie basée sur un système bicaméral ; Hugh Tinker souligne que la Constitution a d'ailleurs été rédigée par des anciens élèves de l'Université de Cambridge<sup>171</sup>. De plus, le nouveau gouvernement birman promeut le concept d'Etat-Providence, à savoir la mise en place de mesures sociales importantes à destination des citoyens par l'Etat central. Le programme social de l'Union de la République de Birmanie est résumé en quatre points au Chapitre IV de la *Constitution de 1947* : la Constitution garantit aux citoyens birmans le droit au travail, le droit à des aides pour les personnes âgées et infirmes, le droit au repos et au loisir et le droit à l'éducation<sup>172</sup>. C'est le parti travailliste britannique lui-même qui constitue une véritable source d'inspiration pour le nouveau gouvernement birman. U Nu loue le « côté visionnaire » et la « grande sagesse »<sup>173</sup> du Parti de Clement Attlee. Hugh Tinker souligne : « en dépit de l'affirmation selon laquelle les politiques du parti se fondent sur les principes marxistes [...], de plus grandes similitudes existent entre le Parti Socialiste birman et le parti travailliste britannique »<sup>174</sup>. C'est sous gouvernement travailliste que la Birmanie obtient son indépendance en 1948, ce qui renforce le sentiment de proximité entre l'AFPFL et le parti britannique. En outre, c'est moins sur la volonté de mettre fin au système capitaliste que sur l'idée d'une justice sociale que se fonde la doctrine des deux partis.

La Grande-Bretagne est très clairement, après l'indépendance de la Birmanie, le pays avec lequel le gouvernement d'U Nu établit les liens les plus étroits ; l'Inde, la Russie et les Etats-Unis viennent en seconde position. C'est ce que rappelle U Nu lors d'un discours en septembre 1949 : « Parmi les trois puissances, à savoir les Britanniques, les Américains et les Russes, nous sommes plus proches des Britanniques pour diverses raisons »<sup>175</sup>. Développer des relations diplomatiques trop évidentes avec

---

<sup>170</sup> Mya Maung, *op. cit.*, 603.

<sup>171</sup> Hugh Tinker, *op. cit.*, 29.

<sup>172</sup> *The Constitution of the Union of Burma*, Rangoon, Supdt., Govt. Printing and Stationery, Burma, 1947, 7.

<sup>173</sup> « vision » and « great wisdom ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 32.

<sup>174</sup> « Despite the insistence on Marxism as the basis of party planning [...], a much closer parallel exists between the Burma Socialist Party and the British Labour Party ». *Ibid.*, 63.

<sup>175</sup> « Among the 3 powers, the British, the Americans and the Russians, the British are closest to us for a variety of reasons ». *Ibid.*, 342.



la Russie soviétique ne peut convenir aux éléments les plus conservateurs du gouvernement birman, traditionnellement proches de l'ancienne administration britannique, ou aux minorités ethniques qui, comme je l'ai expliqué précédemment, souhaitent rester dans la sphère d'influence de la Grande-Bretagne. Prompt à condamner l'impérialisme britannique, le nouveau gouvernement de la République de Birmanie témoigne pourtant d'un certain respect pour les valeurs britanniques. Hugh Tinker montre que ces deux éléments apparemment antithétiques sont « si entremêlés qu'il n'est pas rare de les trouver tous deux mentionnés dans un même discours politique »<sup>176</sup>. La population se montre parfois nostalgique de l'occupation britannique, puisque l'indépendance qui lui succède a été synonyme de guerre civile dans le pays. Ainsi, de manière intéressante, le programme socialiste proposé par l'AFPFL se base sur une association avec la Grande-Bretagne sur certains points (aide financière, accord de défense etc.) afin de contenter les différentes opinions, plus ou moins hostiles aux Britanniques, qui s'expriment dans le pays. Néanmoins, les mesures sociales inspirées de la doctrine marxiste ne satisfont pas la faction du Drapeau Blanc du Parti Communiste birman, derrière U Tin Tut, qui souhaite renverser la Ligue antifasciste, accusée d'être toujours trop proche des Britanniques. Une partie des Communistes choisit de se tourner, en réaction à cette prétendue coopération du gouvernement central avec le bloc occidental, vers la toute jeune République Populaire de Chine, mise en place en 1949 – en réalité sans grand succès.

Malgré le maintien de liens forts avec l'ex-puissance coloniale, la Birmanie n'a de cesse de promouvoir un modèle socialiste universel. Elle se place également aux côtés de l'Inde pour encourager les mouvements anticoloniaux à travers le monde, et en Asie du Sud-Est plus particulièrement, comme l'illustre le soutien qu'apporte la Birmanie à l'Indonésie dans sa lutte pour l'indépendance en 1948-1949. La Birmanie se définit comme un pays neutre, et le Premier Ministre U Nu est clair sur ce point dès les premières années d'indépendance : « Notre situation nécessite que nous emprunions notre propre voie et que nous ne nous rangions pas aux côtés d'un des deux blocs »<sup>177</sup>. Le neutralisme de la Birmanie sera réaffirmé formellement en 1955, grâce à sa participation à la Conférence de Bandung aux côtés d'autres pays non-alignés. En réalité,

---

<sup>176</sup> « The 2 elements are so intertwined that it is not unusual to find them both included in the same political speech ». *Ibid.*, 351.

<sup>177</sup> « Our circumstances demand that we follow an independent course and not ally ourselves with any power bloc ». Thakin Nu, *From Peace to Stability*, Rangoun, Ministry of Information, Govt. of the Union of Burma, 1951, 51-52.

il est assez difficile d'appréhender, jusqu'à la Conférence de Bandung, la position réelle de la Birmanie dans le conflit de la Guerre Froide. Frank Trager écrit : « Une chose est sûre, la Birmanie a exprimé ouvertement son hostilité aux deux formes d'impérialisme – occidentale et communiste »<sup>178</sup>.

*La Birmanie sur la scène internationale : un positionnement idéologique original*

La position de la Birmanie est donc très ambiguë au départ : si d'une part elle penche du côté du bloc soviétique du fait de l'engagement socialiste de ses dirigeants, elle reste d'autre part proche du bloc occidental du fait de ses liens historiques avec la Grande-Bretagne et pour des raisons pratiques d'aides techniques et financières. Hugh Tinker résume ainsi la position originale de la Birmanie : « Les convictions dogmatiques des dirigeants socialistes nous pousseraient plutôt à rattacher la Birmanie au bloc soviétique, tandis que certaines considérations pratiques ont mené la Birmanie à développer des relations étroites avec la Grande-Bretagne et, de manière croissante, avec les Etats-Unis »<sup>179</sup>.

Avec l'obtention de son indépendance au début de l'année 1948, la Birmanie fait son entrée sur la scène internationale : elle devient membre de l'Organisation des Nations Unies le 19 avril 1948. Sa position à l'ONU est, là encore, révélatrice de son hésitation entre les deux modèles idéologiques dominants de l'époque. En dépit de l'affirmation d'U Nu selon laquelle la Birmanie reste neutre par rapport aux blocs de l'Est et de l'Ouest, le pays prend position, au même titre que les pays occidentaux, contre l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord en 1950 – ce qui peut être perçu comme une condamnation plus générale du communisme comme menace à la paix dans le monde. John Cady analyse d'ailleurs cette prise de position par rapport à la Guerre de Corée en 1950 comme un tournant majeur dans la politique intérieure de la Birmanie, c'est-à-dire comme le passage d'une orientation marxiste extrémiste à un régime plus démocratique<sup>180</sup> – l'historien rappelle néanmoins que cette décision n'a pas fait l'unanimité à l'intérieur du pays et qu'un mouvement radicalement anti-occidental commence à se développer au début des années 1950. Enfin, un an après cette décision

---

<sup>178</sup> « If anything, Burma has more overtly expressed her hostility to both Western and Communist forms of imperialism ». Frank N. Trager, *op. cit.*, 7.

<sup>179</sup> « The doctrinaire convictions of the Socialist leaders would have identified Burma more with the Soviet bloc, whereas practical considerations led to close relations with Britain and to an increasing extent with the United States ». *Ibid.*, 350.

<sup>180</sup> John Cady, *op. cit.*, 607.

controversée, la Birmanie choisit de ne pas suivre la position des Etats-Unis qui condamnent le rôle joué par la Chine dans le conflit coréen et s'aligne, au contraire, sur le bloc de l'Est. En revanche, 1955 et la Conférence de Bandung marquent une nouvelle étape dans la définition de la politique étrangère de la Birmanie comme le souligne Hugh Tinker : « A partir de 1955, la Birmanie fait de vrais efforts pour affirmer sa ligne politique propre sur la scène internationale »<sup>181</sup>. La Birmanie s'investit davantage dans la lutte anticoloniale à l'échelle internationale en prenant par exemple la tête d'un Bureau Anticolonial formé de représentants de 10 pays d'Asie et du Moyen-Orient.

Certes hésitante au départ quant à son positionnement idéologique dans le conflit de la Guerre Froide, la Birmanie présente un climat nettement nationaliste lors de ses premières années d'indépendance : ce qui compte pour le gouvernement birman, comme nous l'avons déjà montré, c'est de mettre en avant un modèle proprement birman, distinct des modèles des puissances dominant la scène internationale à cette époque. Conscient de cette volonté birmane de se frayer son propre chemin, le British Council ne cherche pas à supprimer le sentiment nationaliste de la population, mais plutôt « à mener les mouvements nationalistes [des différents pays d'Asie du Sud-Est] à accepter l'influence culturelle britannique »<sup>182</sup> – en d'autres termes à guider les mouvements nationalistes sur une voie qui lui semble convenable pour le futur.

*British Council et propagande culturelle : la culture mise au service de l'influence britannique*

Les discours du Foreign Office concernant les missions du British Council présentent un côté manipulateur, au sens où leur but déclaré n'est pas toujours leur but véritable. Lorsque le Directeur de la Section d'Extrême-Orient du British Council évoque l'atmosphère nationaliste qui règne en Birmanie au lendemain de son indépendance, il met en évidence la difficulté pour toute influence étrangère à s'imposer. Il propose donc quelques clefs pour asseoir à nouveau l'influence culturelle britannique dans le pays. En effet, selon lui, il s'agit de distinguer la culture et la pensée britanniques de l'influence britannique (au sens politique du terme). Il considère que le nationalisme birman est né d'un rejet de la présence britannique, et non de la culture anglo-saxonne : « En Asie du

---

<sup>181</sup> « From 1955 conscious efforts can be detected towards adhering to a deliberate foreign policy ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 350.

<sup>182</sup> « to lead the nationalist movements into accepting British cultural influence ». « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 2.

Sud-Est, l'opposition aux Britanniques est ainsi politique, et non culturelle »<sup>183</sup>. Il rappelle d'ailleurs la place importante de la tradition britannique concernant les savoir-faire techniques et scientifiques et la culture littéraire et politique en Birmanie. Prenant le Royaume du Siam (l'actuelle Thaïlande – non soumise, contrairement à ses voisins d'Asie du Sud-Est, à une administration coloniale étrangère) comme exemple, il affirme que les peuples d'Asie du Sud-Est sont intéressés par la culture occidentale indépendamment de l'influence politique exercée sur eux par les puissances coloniales. Il va plus loin encore et déclare : « En réalité, les mouvements nationalistes d'Asie du Sud-Est étaient une expression de l'immense influence de l'esprit progressiste britannique »<sup>184</sup>. L'influence britannique serait ainsi à la source même du nationalisme birman, ce qui n'est pas sans rappeler certaines affirmations de l'époque selon lesquelles la fin de l'Empire serait le but même de l'entreprise coloniale<sup>185</sup>.

Le Foreign Office entend donc, à travers la mise en place du British Council en Birmanie, attirer à la fois des traditionalistes (proches de l'ancienne administration coloniale britannique) et des nationalistes. La pensée occidentale pourrait les aider à mettre en place un nouvel Etat moderne et démocratique : « ainsi l'influence britannique sera préservée peu importe les différentes formes que prendront les gouvernements locaux indépendants car l'influence britannique aura réussi à se faire une place dans tous les groupes politiques »<sup>186</sup>. Cette forme de « propagande culturelle »<sup>187</sup> est définie dans les textes officiels du Colonial Office dès 1948 comme « la poursuite de toute activité dans les domaines culturel et éducatif dont le but majeur est la 'projection' du mode de vie britannique »<sup>188</sup> à l'étranger. Le rôle des expatriés est alors crucial : c'est à travers eux que des liens peuvent être créés avec la population locale, afin d'intéresser les Birmans à la culture britannique et d'encourager les rapports sociaux entre ressortissants des deux nations : « [U Kaung] a loué les effets des rapprochements entre notre personnel et les Birmans qui, durant leur temps de loisir, se retrouvent et

---

<sup>183</sup> « In Southeast Asia opposition to the British is, then, political, not cultural ». *Ibid.*

<sup>184</sup> « In fact the nationalist movements of Southeast Asia were an expression of the great influence which British liberal thought has had ». *Ibid.*

<sup>185</sup> Voir John Darwin, *The Empire Project, The Rise and Fall of the Empire of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 7.

<sup>186</sup> « then British influence will be maintained whatever form of local political self-government may be evolved because the British influence will have a place in all the political groups ». *Ibid.*, 3.

<sup>187</sup> « cultural propaganda ». C'est le terme qui est employé par Frances Donaldson dans sa monographie sur le British Council. Frances Donaldson, *op. cit.*, 11.

<sup>188</sup> « the carrying on of any activity in the cultural and educational sphere of which the chief purpose is the 'projection' of the British way of life ». « Colonial Office circular 97511/3/48 of 9 August 1948, BC, GEN/682/6 », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 154.

échangeant »<sup>189</sup>. Le British Council, lui, propose des activités dont le but est de diffuser la culture britannique, voire occidentale – la première s’exprimant de manière concrète à travers des ressources telles que la langue ou les idées portées à cette époque par le parti travailliste sous Clement Attlee, la seconde reposant sur les principes plus larges de démocratie et d’anticommunisme.

Je n’évoquerai pas ici ce qui relève de l’enseignement de la langue anglaise, puisque ceci fait l’objet du premier chapitre de ce mémoire. Il existe deux piliers à la promotion de la culture britannique en Birmanie : les programmes radiophoniques d’une part, et les conférences organisées à la Rander House d’autre part. Ainsi, chaque mois, une émission de la BBC proposée par J.E.V. Jenkins concerne la vie quotidienne en Grande-Bretagne et les exploits de la nation<sup>190</sup> : il s’agit très clairement d’illustrer la grandeur britannique et de rappeler son rayonnement international, dans un contexte où la puissance de la Grande-Bretagne s’essouffle. Quant aux conférences, elles concernent davantage certains aspects de la vie politique et sociale en Grande-Bretagne : par exemple, en 1950, des conférences ont été données sur des sujets très concrets tels que « La police en Grande-Bretagne », « Le parlementarisme britannique », « Le traitement des jeunes délinquants » ou encore « Le rôle des syndicats » – pour inciter l’élite birmane à mettre en place des structures similaires dans le pays<sup>191</sup>. Le Représentant mentionne par exemple la visite de la conférencière britannique Dame Katherine Watt, venue s’exprimer sur l’organisation et le rôle des établissements de santé en Grande-Bretagne, à destination notamment des professionnels de la santé en Birmanie. Cet échange a été organisé en partenariat avec des structures étatiques birmanes telles que le Ministère de la Santé et le Women and Children Welfare Directorate<sup>192</sup>, ce qui semble souligner l’existence d’une véritable demande de la part du Gouvernement birman lui-même. Néanmoins, la plupart des communications sont données par des membres du personnel du British Council en Birmanie, voire par des fonctionnaires birmans rattachés à l’institution comme le personnel de la bibliothèque du fait, une fois de plus, de contraintes budgétaires qui viennent restreindre le nombre de déplacements de maîtres de conférences en provenance de la métropole. Le thème de

---

<sup>189</sup> « [U Kaung] spoke of the valuable effect created by the way in which all our staff mix so easily with the Burmese and spend so much of their leisure time meeting them socially ». « Representative’s Annual Report, 1952-53 », TNA, BW 19/7.

<sup>190</sup> « British Life and Achievements ». « Representative’s Annual Report, 1949-50 », TNA, BW 19/7, 1.

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> « Representative’s Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 17.

certaines conférences est directement en lien avec la culture britannique, afin de mettre en avant la grandeur de la nation par l'intermédiaire de ses écrivains ou de ses institutions. Ainsi, des conférenciers venus de Londres ont abordé des sujets tels que « L'Académie Royale Militaire de Sandhurst », « Dartmouth » ou encore « Robert Louis Stevenson »<sup>193</sup>. Pour finir, il est nécessaire de mentionner le projet du British Council de réécrire certains manuels scolaires à destination des écoles birmanes, pour y inclure des éléments de la pensée britannique. Il s'agit, dès le plus jeune âge, de former les Birmans à la pensée occidentale et à la démocratie et de les éloigner au maximum de la pensée communiste et du totalitarisme : « [U Kaung] essaye de trouver les meilleurs manuels scolaires que nous-mêmes et les Américains possédons afin d'implanter dans l'esprit des Birmans les éléments qui feront fonctionner la démocratie »<sup>194</sup>. Ces différents éléments mettent en relief l'aspect de propagande que revêt le travail du British Council en Birmanie : l'institution ne doit pas seulement établir des relations culturelles avec son ancienne colonie, mais aussi la former à un modèle bien précis.

Paradoxalement, Frances Donaldson souligne qu'à l'origine, le British Council se réclamait très clairement d'un détachement de la sphère politique : « ses actions n'étaient pas associées à de la propagande »<sup>195</sup>. Ce développement de relations culturelles dans le but de maintenir une influence britannique en Birmanie n'est d'ailleurs pas toujours bien perçu, y compris dans les milieux politiques londoniens. C'est notamment le Commonwealth Relations Office, qui remplace le Dominions Office en 1947, qui voit d'un mauvais œil cette entreprise de pénétration culturelle dans les anciennes colonies, craignant que cette propagande plus ou moins déclarée n'entre en conflit avec l'esprit d'indépendance qui règne dans le sous-continent indien à la fin des années 1940<sup>196</sup>. Ainsi, la frontière semble tenue entre « relations culturelles » et « propagande culturelle » et les perceptions de l'entreprise du British Council en Birmanie divergent.

---

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> « [U Kaung has] been trying to work out the most suitable textbooks that we and America possess for instilling in the Burmese minds the qualities that will make democracy work » « Representative's Annual Report, 1952-53 », TNA, BW 19/7.

<sup>195</sup> « its work is not associated with propaganda ». Frances Donaldson, *op. cit.*, 161.

<sup>196</sup> *Ibid.*, 156.

## 2. La Birmanie indépendante au cœur d'une lutte d'influence : les enjeux stratégiques derrière le développement du British Council

*L'action culturelle au service des intérêts économiques, politiques et stratégiques de la Grande-Bretagne*

Il est intéressant de se pencher à nouveau sur la rhétorique des rapports du British Council en Birmanie. Le vocabulaire lié à la stratégie ou au calcul y est omniprésent. Ainsi les missions du British Council ne peuvent-elles être séparées de considérations tactiques majeures : « [l'enseignement de la langue anglaise] a un rôle stratégique essentiel à jouer dans la poursuite de nos objectifs plus importants »<sup>197</sup> ou encore de « nos actions plus poussées »<sup>198</sup>. Ce sont bien les intérêts britanniques, à la fois économiques et politiques, qui sont au cœur des décisions du Foreign Office et des investissements dans l'éducation et le domaine culturel à l'étranger. Lors de la reconquête de l'Asie du Sud-Est en 1945, on note que le British Council tient le discours inverse : « les missions du British Council n'ont pas pour objectif la mise en place de traités économiques servant les intérêts britanniques »<sup>199</sup>. Pourtant, dès la page suivante de ce rapport concernant la période 1945-1955, les propos évoluent. Le British Council doit bel et bien permettre le développement de relations anglo-birmanes plus étroites que de simples relations culturelles : l'accent est mis sur les enjeux politiques et commerciaux dissimulés derrière ces préoccupations culturelles. C'est en diffusant la culture britannique que les Britanniques peuvent espérer donner suite à leur partenariat économique privilégié avec leur ancienne colonie : « Seul un goût spontané pour les usages britanniques et les idéaux britanniques parmi les acheteurs peut véritablement garantir une préférence pour les produits britanniques »<sup>200</sup> – on remarque l'accumulation de l'adjectif « britannique » et l'absence de l'adjectif « birman » dans cette phrase, ce qui semble reléguer au second plan les intérêts de la population birmane.

---

<sup>197</sup> « [the teaching of English] has an essential role to play in the pursuance of our broader objectives ». « Council's Involvement at all Levels, with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », « The British Council and English Teaching. Paper II. The Significance and Implications of English Teaching », TNA, BW 1/195, 3.

<sup>198</sup> « wider action ». *Ibid.*

<sup>199</sup> « British Council work is not concerned with fostering mercantile privileges ». « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 2.

<sup>200</sup> « The only ultimate guarantee of preference for British goods will be a full and willing appreciation of British standards and British ideals among the purchasers ». *Ibid.*, 3.

Les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne constituent un motif récurrent dans les rapports du Représentant du British Council en Birmanie. Il est dit explicitement, à plusieurs reprises, que l'enseignement de la langue anglaise doit servir à la promotion des intérêts commerciaux britanniques. En effet, apprendre la langue anglaise constitue une étape nécessaire à l'accroissement des échanges commerciaux entre la Birmanie et l'ancienne puissance impériale : « On dit souvent que le commerce vient après la littérature, mais si la littérature est en anglais, le commerce doit faire suite à une maîtrise de la langue anglaise »<sup>201</sup>. Dans un second temps, c'est par l'intermédiaire de la langue anglaise que la puissance occidentale peut espérer entretenir des relations diplomatiques avec son ancienne colonie : c'est tout particulièrement par la langue anglaise que le lien historique unissant les deux pays peut être conservé<sup>202</sup>.

En 1954, le Foreign Office lance une enquête pour en savoir plus sur la corrélation qui existe entre diffusion culturelle et intérêts britanniques. Le rapport de cette enquête, publié en 1954, met en avant la nécessité de subordonner toute entreprise de « propagande culturelle » aux besoins politiques, stratégiques et économiques de la métropole<sup>203</sup>. On retrouve d'ailleurs les intérêts politiques et commerciaux de la Grande-Bretagne en première ligne de la mission du British Council à l'étranger.<sup>204</sup> Pourtant, les rapports du British Council évoquent très peu les effets concrets de l'influence culturelle britannique sur les échanges avec la Birmanie ; seuls quelques éléments viennent témoigner de l'impact de la tradition britannique sur le commerce, tels que le marché de la chaussure, de la vaisselle, ou encore des engins motorisés. Le Représentant développe ainsi l'exemple du marché de la chaussure pour montrer une forte augmentation et diversification des marques anglaises exportées vers la Birmanie au début des années 1950, en comparaison avec la situation d'avant-guerre<sup>205</sup>. Il semble cependant difficile de lier directement cela aux activités du British Council. En revanche, l'impact du British Council sur les relations diplomatiques entre les deux pays est avéré puisque, grâce à l'institution culturelle, l'ambassade de Grande-

---

<sup>201</sup> « Trade, it is often alleged, follows the book, but if the book be in English, trade must follow a knowledge of the English language ». « Council's Involvement at all Levels, with Special Reference to the Teaching of English as a Foreign Language: Correspondence », « The British Council and English Teaching, Paper II. The Significance and Implications of English Teaching », TNA, BW 1/195, 1.

<sup>202</sup> *Ibid.*, 2.

<sup>203</sup> « Summary of the Report of the Independent Committee of Inquiry into the Overseas Information Services, Cmd 9138, April 1954, 3 », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 181.

<sup>204</sup> *Ibid.*, 183.

<sup>205</sup> « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 2.



Bretagne à Rangoun développe ses liens avec les différentes branches du gouvernement birman. Le British Council permet également un rapprochement entre la Birmanie et les autres ex-colonies britanniques réunies au sein du Commonwealth comme nous l'avons vu, les échanges académiques et culturels se multipliant entre les Etats d'Asie du Sud-Est par exemple.

Ainsi, peut-on parler, dans le cas du British Council, d'entreprise « néocoloniale » ? Le néocolonialisme est entendu comme la relation asymétrique qui existe, sur les plans politique et économique, entre un pays et ses anciennes colonies, malgré l'accès à l'indépendance de celles-ci. Le 4 janvier 1948, la Grande-Bretagne perd toute forme de contrôle politique direct sur la Birmanie – cette perte de contrôle politique direct étant rendue concrète par le transfert de pouvoir qui s'opère du Gouverneur Sir Hubert Rance au Premier Ministre U Nu. Mais elle développe une série d'accords avec son ancienne colonie afin d'y maintenir une certaine influence : « lorsque les Britanniques transfèrent officiellement leur pouvoir à leurs anciennes colonies en Asie, en Afrique, dans les Caraïbes et ailleurs, ils espéraient exercer une très forte influence sur les Etats postcoloniaux à la construction desquels ils avaient participé »<sup>206</sup>. Comme je l'ai souligné à maintes reprises, le British Council participe à cette diffusion de l'influence britannique dans le pays – mode de contrôle que l'on peut qualifier d'« indirect »<sup>207</sup> : il s'agit pour la métropole de créer une nouvelle situation de dépendance de son ancienne colonie vis-à-vis d'elle-même, par des méthodes qui ne relèvent pas directement de la sphère politique. John Darwin définit ceci comme la construction d'une « relation spéciale » (« special relationship ») entre Londres et ses anciennes colonies : l'appartenance au Commonwealth ou bien l'implantation du British Council à l'étranger sont autant d'éléments qui enjoignent les pays nouvellement indépendants à faire appel à la Grande-Bretagne plutôt qu'à d'autres puissances ou institutions dès que besoin<sup>208</sup>. John Darwin va jusqu'à mettre en avant deux dynamiques opposées et apparemment antithétiques que l'on observe après le transfert de pouvoir de la métropole à ses colonies : selon lui, l'indépendance constitutionnelle d'un Etat va de pair

---

<sup>206</sup> « when the British formally transferred power over their colonial possessions in Asia, Africa, the Caribbean and elsewhere, they both hoped and expected to wield a very great influence over the post-colonial states that they had helped to construct ». John Darwin, *op. cit.*, 298.

<sup>207</sup> « indirect forms of influence ». *Ibid.*, 329.

<sup>208</sup> *Ibid.*, 298.

avec un renforcement des liens économiques et culturels avec son ancienne puissance impériale<sup>209</sup>.

Sans aller jusqu'à parler de néocolonialisme dans le cas du British Council en Birmanie, qui ne constitue qu'une entreprise mineure au regard des dispositifs mis en place après l'indépendance d'autres colonies britanniques (traités économiques préférentiels, présence de bases militaires britanniques etc.), on peut néanmoins souligner les notes de paternalisme présentes dans les rapports du British Council au Foreign Office. Quelques jours à peine après l'indépendance de la Birmanie, Sir Tunnard-Moore, le Directeur du Département Asie du Sud-Est au sein du British Council, écrit : « le nouveau régime birman n'est pas encore au point, et toutes sortes de lacunes se font sentir »<sup>210</sup>. Ceci marque le départ de la mission du British Council en Birmanie : il s'agit d'éduquer les Birmans nouvellement indépendants à un modèle bien précis, et de garder une emprise sur le territoire par le biais de l'action culturelle. Comme dans toute entreprise humanitaire, la frontière semble ici ténue entre une aide répondant à un besoin véritable de la population locale – aide principalement financière pour remédier aux dégâts liés à l'occupation japonaise et à la guerre civile qui succède à l'indépendance – et la vision occidentale quelque peu condescendante d'une nation encore « jeune » nécessitant qu'on lui enseigne la « bonne méthode », c'est-à-dire dans le cas présent les mécanismes de la réussite sur le plan éducatif. Les données sur lesquelles je me suis basée pour construire mon analyse ne présentent que les points de vue britannique et américain sur la question et partent du présupposé que l'apport de telles actions culturelles est nécessairement positif. Par exemple, les recommandations concernant le système d'inspection des écoles que l'on trouve dans le rapport de la mission de l'UNESCO en Birmanie en 1951 prennent très clairement appui sur le modèle américain. Il en est de même pour l'organisation générale du système éducatif birman suggérée par R. Tisinger et ses collègues américains : il s'agit d'une organisation hiérarchique rigide qui ne tient pas compte de certaines contraintes liées à la situation de la Birmanie de l'époque telles que le manque de main d'œuvre qualifiée ou la difficulté pour les Etats autonomes de collaborer avec le gouvernement central<sup>211</sup>.

---

<sup>209</sup> *Ibid.*, 7.

<sup>210</sup> « the new Burmese regime is perhaps not yet very expert, and all kinds of lacunae keep appearing ». Sir Tunnard-Moore à Sir Comfort, 15 janvier 1948, « British Council Activity in Burma, 1948 », FO 924/698.

<sup>211</sup> Voir annexe p. 88.

On peut ainsi s'interroger sur la légitimité de la Grande-Bretagne (ou des Etats-Unis) à plaquer sur la Birmanie un modèle éducatif qui ne lui correspond pas nécessairement – pourquoi par exemple préconiser l'enseignement des valeurs britanniques et non de la civilisation birmane ? On voit d'ailleurs, en comparant les actions menées par le British Council des années 1950 à celles proposées aujourd'hui, que l'organisme a nettement réduit son champ d'intervention à l'étranger : le British Council ne joue désormais plus le rôle de conseiller auprès des institutions des anciennes colonies britanniques considérées à l'heure actuelle comme « pays en voie de développement » mais se limite à des actions purement culturelles (organisation d'expositions, de concerts, de conférences en rapport avec la Grande-Bretagne) ou éducatives (cours d'anglais, préparation aux certificats d'aptitude en langue anglaise etc.).

*Le grand rival de la Grande-Bretagne : les Etats-Unis*

Cependant, la Grande-Bretagne n'est pas la seule puissance à tenter de s'implanter culturellement en Birmanie durant les premières années d'indépendance du pays. Dans ses rapports, le Représentant J.E.V. Jenkins évoque sans cesse le rôle joué par les Etats-Unis dans les affaires culturelles de la nouvelle république et voit d'un œil méfiant l'ouverture de centres culturels américains. De manière assez ironique, le British Council accuse les Etats-Unis de mener une propagande culturelle dans le pays, par l'intermédiaire de leurs films, très populaires, ou de leurs écoles religieuses<sup>212</sup>. Les relations entre la puissance américaine et la Birmanie sont engagées durant le processus d'émancipation de la Birmanie, à la fin de l'année 1947, grâce à la mise en place d'un partenariat financier. Un fond Fulbright est créé et est géré à la fois par des Birmans et des Américains : cet accord offre aux Birmans une aide d'environ 3 millions de dollars, dont la majeure partie doit servir aux échanges universitaires<sup>213</sup>. Cette aide financière est renouvelée en septembre 1950, peu après la victoire des Communistes en Chine : par le biais de ce financement, les Birmans reçoivent 8 millions de dollars pour l'année suivante de la part des Américains. Hugh Tinker explique qu'il s'agit très clairement d'éloigner la Birmanie de la République Populaire de Chine ou des autres puissances communistes qui pourraient constituer des alternatives financières potentielles et de

---

<sup>212</sup> « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 4.

<sup>213</sup> *Burma: Outlines of a New Nation*, U.S. Office of Public Affairs, Department of State, 1951, 8.

faciliter sa transition vers une démocratie à l'occidentale : « Le but de cet accord était d'aider la Birmanie à développer des conditions économiques saines et des relations économiques stables au niveau international – conditions indispensables au maintien de la liberté individuelle, d'institutions libres et de l'indépendance »<sup>214</sup>. Afin d'asseoir le développement de relations diplomatiques avec la Birmanie, le Président Nixon rend visite au Premier Ministre U Nu en novembre 1953.

Mais c'est dans le domaine de l'enseignement de la langue anglaise et de la diffusion culturelle que le Représentant du British Council estime que les actions américaines empiètent de plus en plus sur son propre terrain. On rappelle que l'influence des Etats-Unis dans la sphère de l'éducation en Birmanie date de plusieurs décennies déjà : dès le milieu du XIXème siècle, des missionnaires américains arrivent en Birmanie et proposent des programmes d'enseignement spécialisés qui rencontrent un franc succès. Peu avant la Seconde Guerre Mondiale, on compte environ 35 000 élèves scolarisés dans 700 écoles tenues par des missionnaires américains<sup>215</sup>. C'est pourquoi le Représentant exprime, après l'indépendance, son inquiétude vis-à-vis de l'ouverture d'une bibliothèque américaine à Rangoun à la fin des années 1940 – la seule dans le pays capable de réellement rivaliser avec celle du British Council en termes de taille et de popularité. Les moyens financiers et matériels mis en œuvre par les Américains pour faire rayonner leur bibliothèque à travers la capitale birmane sont bien supérieurs à ceux du British Council. Ainsi, la somme dépensée par les Américains pour développer leur bibliothèque, leur salle de lecture et leur salle de conférences représente plus d'un an et demi du budget total du British Council ; par ailleurs, le personnel déployé par les Américains est environ quatre fois plus important que celui de l'institution britannique<sup>216</sup>. J.E.V. Jenkins ajoute : « [les Américains] ont maintenant commencé à mener des actions similaires à celles que nous menons depuis trois ans et demi et, grâce à leurs avantages et leur capacité à investir dans ce domaine, ils vont sans aucun doute mettre en péril nos activités, déjà menacées »<sup>217</sup>. Une étape de plus est

---

<sup>214</sup> « The purpose of the agreement was to assist Burma to achieve those sound economic conditions and stable international economic relationships so necessary for the maintenance of individual liberty, free institutions, and independence ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 167.

<sup>215</sup> « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 4.

<sup>216</sup> « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 1.

<sup>217</sup> « [the Americans] have now started functions on exactly similar lines to those we have been running for 3 and a half years and with their extra comfort and ability to spend money on those functions, this will undoubtedly affect our impoverished efforts adversely ». *Ibid.*

franchie lorsque les Américains ouvrent sur le territoire birman un Institut d'Etudes Américain (American Teaching Institute) en 1951, dont l'objectif est de proposer des cours de langue anglaise, de littérature britannique, mais également des cours plus techniques ou à visée professionnelle tels que la sténographie ou le métier de bibliothécaire : il s'agit en quelque sorte de la version américaine du British Council en Birmanie, et son ambition dépasse largement celle de la mission culturelle britannique. Enfin, les Américains implantent certains de leurs professeurs ou maîtres de conférences à l'Université de Rangoun, notamment dans le domaine de l'ingénierie<sup>218</sup>.

Les Américains commencent donc, dans les années 1950, à s'ancrer durablement sur le sol birman et une véritable lutte d'influence se met en place dans le pays, notamment entre les Britanniques et les Américains. Le rapport de J.E.V. Jenkins pour les années 1950 et 1951 est tout à fait révélateur du tournant que prennent les politiques culturelles des deux puissances occidentales en Birmanie. Par exemple, le Représentant mentionne les nouvelles technologies importées par les Américains qui peuvent être mises directement au service d'une propagande culturelle : « Là encore [...], nous avons été dépassés par les Américains qui ont mis plusieurs projecteurs de films, des films en couleur et même des dessins animés à la disposition des Birmans »<sup>219</sup>. Le vocabulaire employé par J.E.V. Jenkins évoque une sorte de course à l'armement, ou en l'occurrence à l'implantation technologique et culturelle dans le pays : chacune des deux puissances tente de se fonder sur les entreprises de l'autre (dont le succès est avéré) pour ne pas perdre du terrain ou de l'influence. Hugh Tinker se moque de cette rivalité qui se développe au sein même du bloc occidental : « La rivalité à petite échelle qui se développe entre les représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour remporter le titre de 'première puissance' au sein de la Birmanie indépendante est absurde »<sup>220</sup>.

On constate néanmoins qu'il est de plus en plus difficile pour le British Council de rivaliser avec les Américains car leur progression est rapide et leur budget très élevé. Afin de combler l'espace qui les sépare des Américains, les Britanniques renforcent leurs aides à la Birmanie, par l'intermédiaire du British Council, dans différents domaines :

---

<sup>218</sup> « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 3.

<sup>219</sup> « Here again [...], we have been overtaken by the Americans who have provided a number of daylight film-strip viewers, coloured film strips, even cartoons on film strips ». « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 11.

<sup>220</sup> « One absurd item is the small-scale rivalry between the representatives of Britain and the United States for the privilege of being 'top Power' in independent Burma ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 369.

M.R. Tatham, l'assistant de J.E.V. Jenkins au sein de l'institution, enjoint par exemple, dès 1948, les dirigeants du quartier général du British Council à Londres à envoyer davantage de livres en Birmanie pour approvisionner l'Université de Rangoun, où les livres américains commencent à être trop largement représentés<sup>221</sup>. Le British Council tente également de rivaliser avec l'Institut Américain dans le domaine médical : les Américains ayant mis en place un service de consultations médicales gratuit, le Représentant du British Council souligne qu' « il serait préférable que le même type de prestations puisse être proposé par la Grande-Bretagne »<sup>222</sup>. J.E.V. Jenkins conclut en effet que les produits ou services britanniques plaisent davantage aux Birmans que les produits en provenance d'autres pays : il tente de mettre en avant la relation spéciale que la Grande-Bretagne entretient avec son ancienne colonie<sup>223</sup>. Malgré l'expansion dans le monde des années 1950 de la culture populaire américaine, le British Council s'attache à conserver le caractère intellectuel et prestigieux de la culture britannique, dite « high culture »<sup>224</sup>. Il ne faut pourtant pas minimiser l'impact des Etats-Unis en Birmanie : on perçoit, dans les années 1950, une véritable fascination des Birmans pour le continent américain. Si la majorité des étudiants birmans est envoyée en Grande-Bretagne, le programme Fulbright permet le développement des échanges universitaires avec les Etats-Unis. Hugh Tinker montre d'ailleurs que le choc culturel est plus grand dans les universités britanniques de renom que dans les institutions américaines : les départs en Grande-Bretagne se raréfient au profit des échanges avec les Etats-Unis<sup>225</sup>.

Enfin, les années 1950 marquent l'expansion culturelle de nouvelles puissances en Birmanie, en particulier la Chine et l'URSS – nouveaux « rivaux »<sup>226</sup> potentiels à l'influence britannique. Une fois encore, c'est avec une inquiétude peu dissimulée que le Représentant évoque, en 1952, l'ouverture de l'ambassade de Russie à Rangoun et la formation d'une Association Culturelle Birmano-Soviétique<sup>227</sup>. L'influence de l'URSS n'est pourtant pas nouvelle en Birmanie au lendemain de l'indépendance. Tinker rappelle que dans les années 1930 déjà, c'est en s'appuyant sur les idées véhiculées par

---

<sup>221</sup> Mr. Tatham au Département du Livre du British Council à Londres, 22 septembre 1948, « Books: General Correspondence, 1946-1948 », TNA, BW 19/4, 2.

<sup>222</sup> « it would be vastly preferred if the same or similar services could be provided from Britain ». « Representative's Annual Report, 1950-51 », TNA, BW 19/7, 2.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> Alice Byrne, *The British Council and the British World*, 17.

<sup>225</sup> Hugh Tinker, *op. cit.*, 210.

<sup>226</sup> « these rivals ». « British Council Activities for Southeast Asia », « Council Policy in South East Asia, 1945-1955 », TNA, BW 1/174, 4.

<sup>227</sup> « Representative's Annual Report, 1951-52 », TNA, BW 19/7, 3.

la Russie soviétique que l'AFPFL commence à se constituer en tant que parti politique : « Lorsqu'ils étaient étudiants, tous les futurs leaders de l'AFPFL ou presque portaient une grande admiration pour la Russie »<sup>228</sup>. Il en est de même concernant les activités culturelles que mène la République Populaire de Chine (et qui relèvent explicitement de la propagande communiste) au début des années 1950 en Birmanie. Le Représentant souligne l'impact des expositions d'art chinois de 1951 et 1952 à Rangoun, « à 80% constituées de photographies de propagande »<sup>229</sup>. Les propagandes chinoise et russe sont d'ailleurs portées responsables de l'interdiction d'intervenir dans les écoles birmanes à laquelle le British Council est soumis en 1954 : « toute interdiction qui s'applique [aux ambassades russes et chinoises] doit être appliquée à toutes les ambassades »<sup>230</sup>. On note pour finir l'influence culturelle indienne en Birmanie, liée à l'histoire commune des deux pays : on rappelle que jusqu'en 1937, date de la ratification du Burma Act, les deux pays sont administrés comme une seule et même colonie, et de très nombreux Indiens travaillent en Birmanie pour l'administration britannique : les idées portées par l'Inde dans les années 1950 autour de la position de neutralité dans le conflit de la Guerre Froide prennent rapidement de l'importance auprès du public birman.

*Guerre Froide et lutte anticommuniste : le British Council au cœur des questions stratégiques*

A l'indépendance de la Birmanie en 1948, la « menace communiste » est palpable : Thakin Than Tun et Thakin Soe mènent en parallèle deux mouvements rebelles – respectivement les Drapeaux Blancs et les Drapeaux Rouges – pour tenter d'imposer un régime communiste dans la nouvelle République de l'Union de Birmanie. L'influence de Moscou est évidente : en 1947, l'Union Soviétique commence à encourager le développement de mouvements armés au sein des colonies, pour lutter contre le système impérialiste. Le Premier Ministre U Nu tente alors de concilier les aspirations des différents groupes rebelles et des Socialistes en lançant, en juin 1948, un programme pour une « Union de Gauche » en 15 points – le premier exprimant le désir de la Birmanie d'initier des relations diplomatiques et économiques avec l'URSS. Ernest

---

<sup>228</sup> « In their student days almost all the future AFPFL leaders regarded Russia as the light of the world ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 370.

<sup>229</sup> *Ibid.*

<sup>230</sup> « Representative's Annual Report, 1953-54 », TNA, BW 19/7, 4.

Bevin, alors Ministre des Affaires Etrangères, qualifie ces 15 points de « manifeste quasi-communiste »<sup>231</sup>. Si la presse américaine et la presse britannique interprètent immédiatement ce programme comme la preuve du basculement d'U Nu vers un régime communiste, ces 15 points ne semblent pas suffisants aux factions communistes birmanes qui poursuivent leur lutte<sup>232</sup>. La progression des Communistes dans le pays est rapide et inquiète les autorités birmanes et britanniques : en 1949, les Communistes s'emparent de certaines villes clefs dans le centre du pays, telles que Mandalay ou Tharrawaddy<sup>233</sup>.

Dans ce contexte, les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Birmanie se dégradent peu à peu : le Foreign Office condamne la mise en place du programme d'U Nu, en particulier le point concernant la nationalisation des terres. Ernest Bevin déclare que le gouvernement birman ne respecte pas la lettre du Traité Aung San-Attlee signé en 1947 puisque les nationalisations vont à l'encontre de la préservation des intérêts commerciaux britanniques en Birmanie ; il menace de mettre fin aux aides financières apportées à la République birmane. Le gouvernement britannique déplore d'ailleurs le refus de la Birmanie de percevoir la montée du communisme comme une menace réelle<sup>234</sup>. Il faut attendre la fin de l'année 1949 pour que les insurrections communistes s'apaisent dans le pays et que les relations diplomatiques entre U Nu et Clement Attlee reprennent. Ainsi, le Premier Ministre birman réaffirme en décembre 1949 que les intérêts économiques britanniques font l'objet d'un traitement particulier et une délégation parlementaire britannique est invitée en janvier 1950 – à la suite de laquelle une délégation birmane se rend à Londres en mai 1950 pour marquer de manière concrète la reprise des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Birmanie.

Au début de l'année 1950 se réunissent à Ceylan les représentants des pays du Commonwealth ainsi que la Birmanie afin de s'entendre sur l'aide financière qui peut être apportée à la Birmanie, la guerre civile ayant mené le pays au bord de la ruine. Selon les estimations d'U Nu à la fin de l'année 1949, les destructions matérielles s'élèveraient à 248 millions de livres<sup>235</sup>. Au terme de ce sommet, les pays acceptent de

---

<sup>231</sup> « quasi-Communist manifesto ». « Memorandum by the Secretary of State for Foreign Affairs: The Political Situation in Burma, 11 June 1948 », *Cabinet Minutes and Papers*, TNA, CAB 129/27/29.

<sup>232</sup> Hugh Tinker, *op. cit.*, 35-36.

<sup>233</sup> Voir annexe p. 88.

<sup>234</sup> Frank Trager, *op. cit.*, 5.

<sup>235</sup> Hugh Tinker, *op. cit.*, 48.



faire un prêt à la Birmanie de 6 millions de livres sans intérêts pour deux ans : c'est la Grande-Bretagne qui prend en charge les 3/5èmes de la somme, tandis que l'Inde, le Pakistan, Ceylan et l'Australie contribuent dans une moindre mesure. Aux yeux du gouvernement travailliste, il s'agit là d'un investissement dans la stabilité future de la Birmanie et, plus largement, de l'Asie du Sud-Est : par ce prêt, les Britanniques considèrent que la Birmanie est « acquise » à la cause occidentale<sup>236</sup>.

Le British Council, lui aussi, est directement associé à la lutte anti-communiste en Birmanie. En 1949, une lettre circulaire de Sir Charles Jeffries du Colonial Office, souligne les deux missions majeures du British Council à l'étranger, à savoir le renforcement des liens entre la Grande-Bretagne et son Empire ou ses anciennes colonies d'une part, et la mise en place d'une propagande anti-communiste efficace d'autre part : « Nous avons le sentiment que le Council peut effectuer un travail précieux dans le domaine de la contre-propagande en montrant que la Grande-Bretagne et la tradition occidentale que la Grande-Bretagne défend ont davantage à offrir que le mode de vie communiste »<sup>237</sup>. Tout au long de la période étudiée, Ernest Bevin met au premier plan de son action la lutte contre l'influence communiste et ne cesse de souligner l'importance, à cet effet, d'établir des relations culturelles et académiques avec les pays d'Asie du Sud-Est<sup>238</sup>. Le British Council se doit donc d'offrir, par ses actions culturelles, « une alternative positive au communisme » dans les anciennes possessions britanniques<sup>239</sup> : présent en 1951 sur 34 pays dans le monde, son rôle de « défenseur de la civilisation occidentale »<sup>240</sup> n'est pas négligeable. Son statut intermédiaire d'organisation non-gouvernementale relevant cependant de l'Etat britannique est d'ailleurs bien pratique puisqu'il lui permet de « se tenir à l'écart des conflits politiques »<sup>241</sup> – en d'autres termes de prendre part aux questions politiques de manière déguisée. Alice Byrne parle de « propagande positive »<sup>242</sup>, par opposition à une propagande de nature plus offensive, pour qualifier cette promotion de valeurs

---

<sup>236</sup> John Cady, *op. cit.*, 606.

<sup>237</sup> « We feel that the Council can do valuable positive work in countering Communist propaganda by showing that Britain and the Western tradition for which Britain stands has something better to offer than the Communist way of life ». « Circular letter from Sir Charles Jeffries (Colonial Office), to High Commissioners etc., 28 November 1940, BC, GEN/682/6 », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 155.

<sup>238</sup> Alice Byrne, *op. cit.*, 10.

<sup>239</sup> « a positive alternative to communism ». « Memorandum: The Future of the British Council, 26 July 1951 », *Cabinet Minutes and Papers*, TNA, CAB 129/47/6, 1.

<sup>240</sup> *Ibid.*, 5.

<sup>241</sup> « to stand aloof from the political estrangements ». *Ibid.*, 6.

<sup>242</sup> « Positive propaganda ». Alice Byrne, *op. cit.*, 10.

britanniques et très largement anti-communistes de manière indirecte dans le sous-continent indien.

Néanmoins, même au sein du gouvernement britannique, certaines personnalités politiques telles que Clement Attlee lui-même contestent les idées d'Ernest Bevin et émettent des réserves quant à l'effectivité d'une propagande culturelle pour ancrer le modèle britannique à l'étranger : « Nous ne pensons pas que le fait de maîtriser la langue anglaise, d'apprécier la littérature britannique ou encore d'admirer la médecine ou la sculpture contemporaine britanniques puissent faire la moindre différence [...] concernant le communisme »<sup>243</sup>. En outre, les Représentants du British Council dans les anciennes colonies britanniques ont peur qu'une propagande trop explicite nuise à l'institution en produisant l'effet contraire. Alice Byrne montre, dans le cas de l'Inde, que certaines actions du British Council, sous impulsion du Foreign Office, provoquent une méfiance chez le public indien. Le Représentant du British Council en Inde écrit, dans son rapport pour les années 1952 et 1953, « que la participation de l'institution à l'effort présent mené contre le communisme remettrait en cause tout ce que le Council a jamais exprimé ou réalisé, et lui ferait perdre l'accès spontané et naturel qu'il a acquis dans les universités »<sup>244</sup>. C'est le Rapport Drogheda de 1954 qui marque un véritable tournant dans la politique du British Council. Si auparavant la propagande culturelle opérée dans les anciennes colonies pouvait apparaître comme un moyen efficace de lutte anticommuniste, l'institution choisit de mettre l'accent sur la dimension éducative de ses actions à partir de 1954<sup>245</sup>. Ainsi, les autorités britanniques mettent de côté la promotion trop appuyée du modèle occidental pour se concentrer sur les cours de langue : c'est par l'éducation et une ouverture d'esprit que les Birmans choisiront la voie qui leur convient – et, les Britanniques l'espèrent, la voie occidentale. Un autre argument avancé en faveur d'actions culturelles plus discrètes est celui, comme je l'ai déjà mentionné, de l'écueil du paternalisme : le British Council sait qu'il ne doit pas

---

<sup>243</sup> « We do not believe that a knowledge of the English language, a taste for British books, admiration for British medical science or modern sculpture are likely to make the slightest difference [...] on the subject of Communism ». « *Report of the Independent Committee of Inquiry*, Annex 2, para. 34, TNA, FO 953/1403 », cité dans Frances Donaldson, *op. cit.*, 185.

<sup>244</sup> « to participate in the present drive against Communism would be to give the lie to all that the Council has ever said or done, and lose the natural and ungrudging entrée to the universities that it now possesses ». « *Annual Report 1952/53*, TNA BW 38/18 », cité dans Alice Byrne, *op. cit.*, 11.

<sup>245</sup> *Ibid.*, 15.

apparaître condescendant ou s'adresser aux Birmans comme à une population non-civilisée de peur d'être exclu totalement du pays<sup>246</sup>.

Finalement, malgré ces réserves, le rapport du Ministre des Affaires Etrangères sur le British Council en 1956 fait écho au rapport du Cabinet datant de 1951. Le British Council y est défini, plus que jamais, comme l'arme secrète de l'arsenal que constitue la diplomatie culturelle britannique : « L'expérience de ces vingt-et-une dernières années [...] a montré que nous ne pouvons nous passer du British Council, grâce auquel [la diplomatie culturelle] est menée au nom du Gouvernement de Sa Majesté »<sup>247</sup>. A partir de cette date, le rôle de l'institution ne sera plus remis en question : le British Council s'implante durablement en 1956.

---

<sup>246</sup> *Ibid.*, 16.

<sup>247</sup> « The experience of twenty-one years [...] has shown that we cannot do without the British Council, which wields [cultural diplomacy] on behalf of Her Majesty's Government ». « Memorandum by the Secretary of State for Foreign Affairs: 'The Permanent Establishment of the British Council', 23 March 1956 », *Cabinet Minutes and Papers*, TNA, CAB 129/80/36, 1.

## CONCLUSION

*« Le Représentant sortant est confiant car il laisse à son successeur une mission qui est devenue, grâce à cette équipe, de plus en plus solide au fil des années »<sup>248</sup>.*

Ce mémoire avait pour objet l'articulation entre transition postcoloniale birmane et perte d'influence de la métropole, et ainsi les enjeux d'une politique culturelle propres à ce pays. J'ai ainsi examiné les spécificités des actions du British Council en Birmanie après l'indépendance du pays et jusqu'au milieu des années 1950, en particulier dans la sphère de l'éducation et de l'enseignement de la langue anglaise. Les questions stratégiques relatives au contexte de la Guerre Froide constituent un point majeur de mon analyse : c'est au regard de l'importance croissante des puissances communistes au début des années 1950 que la nécessité de coordonner action culturelle, considérations linguistiques et stratégie politique apparaît comme nécessaire. L'arrivée précoce d'un Représentant du British Council, J.E.V. Jenkins, témoigne de l'urgence dans laquelle l'institution culturelle est née sur le territoire birman : préparés, dès la fin de l'année 1947, à ce que la Birmanie quitte de manière définitive le Commonwealth, les Britanniques n'ont pas attendu l'indépendance du pays pour y mettre en place de nouvelles structures – détachées de la sphère politique, du moins nominalement. Mais la situation politique de la Birmanie de la fin des années 1940 et du début des années 1950 contraint le British Council à un développement assez lent : ses missions se cantonnent au départ à la capitale, Rangoun, le reste du pays connaissant une série de révoltes que le gouvernement de la nouvelle république ne parvient pas à mater. En outre, le climat nationaliste et anticolonial qui règne en Birmanie depuis les années 1940 fait naître au sein du gouvernement birman une certaine méfiance vis-à-vis des Britanniques, même après l'obtention de l'indépendance : la mission culturelle en provenance de la métropole reste discrète au départ, afin de gagner peu à peu la confiance de la population locale et des personnalités politiques. Très rapidement néanmoins, le British

---

<sup>248</sup> « The outgoing Representative feels satisfied that he is leaving to his successor a going concern which now has behind it a certain solidity of achievement built up over the years by this team ». J.E.V. Jenkins, « Representative's Annual Report, 1953-54 », TNA, Burma, BW 19/7, 23.

Council parvient à établir des liens avec les différents départements du gouvernement birman. Seul le Ministère de l'Éducation pose problème, du fait de son hostilité déclarée à toute influence étrangère – examiner les archives birmanes sur la question des relations culturelles plus ou moins tendues entre les deux pays pourrait permettre d'apporter de nouveaux éléments d'analyse et ouvrir des pistes de recherche intéressantes.

J'ai ensuite souhaité établir un bilan de cette entreprise postcoloniale. Il est indéniable que les actions du British Council, concernant la diffusion de la langue anglaise en Birmanie, ont reçu un large succès : les aides financières aux écoles birmanes se multiplient au cours de la période, les échanges universitaires augmentent, et l'institution touche un public de plus en plus large. Très clairement, la mission culturelle britannique est la plus importante dans le pays au lendemain de l'indépendance : les deux pays possèdent, du fait de leur histoire commune, un lien fort, et la présence britannique, rejetée violemment entre 1946 et 1948, est en réalité vite acceptée dans la sphère politique birmane, consciente de l'utilité de la langue anglaise comme ouverture à l'international. J'ai tout de même émis des réserves quant aux publics concernés par les actions du British Council. En effet, la démocratisation de la culture et de la langue britanniques, citée comme l'un des principes fondateurs de l'institution, reste limitée : le premier public touché par l'entreprise est, bien entendu, l'élite birmane déjà proche des cercles du pouvoir colonial sous administration britannique.

Enfin, l'interrogation majeure de ce mémoire a concerné les motivations des Britanniques impliqués dans cette mission d'ordre culturel. Il apparaît en effet que ce sont moins les intérêts des Birmans que les intérêts britanniques qui sont mis au premier plan de la démarche : dépourvus de contrôle politique formel sur leur ancienne colonie, les Britanniques déploient des modes d'influence dits « informels » pour maintenir leur présence dans le pays. Le British Council constitue une branche majeure de cette nouvelle forme d'influence, basée sur la diffusion à l'étranger des principes, de la pensée et de la langue anglaises. Dans le contexte de la Guerre Froide, ceci est primordial : les relations culturelles de la Grande-Bretagne avec son ancien Empire relèvent davantage d'une « propagande culturelle ». A travers les cours de langue anglaise, c'est tout un modèle qui est promu, à savoir le modèle occidental ou anti-communiste. Multiplier les liens informels avec la Birmanie, c'est assurer une forme de stabilité durable dans un pays où la menace communiste est tout juste apaisée au milieu

des années 1950. Pourtant, malgré les luttes intestines entre les différentes puissances étrangères qui font rage dans le pays, il semble que la Birmanie ait choisi sa propre voie, au carrefour entre les modèles occidental et soviétique : Hugh Tinker met en avant la « capacité birmane à absorber les influences extérieures et à leur donner une couleur distinctement locale »<sup>249</sup>. Ainsi les enseignements délivrés par le British Council viennent-ils nourrir la forte tradition britannique qui persiste en Birmanie, sans pour autant mettre à bas les influences rivales ou encore les principes nationalistes birmans ayant porté la lutte anticoloniale entre 1945 et 1947.

La transition postcoloniale birmane se caractérise donc par une hésitation constante entre rejet violent de la présence étrangère – qui s’illustre, dans les années 1950, par l’attitude méfiante du Ministère de l’Education birmane qui restreint les entreprises de l’institution culturelle britannique – et relations étroites avec l’ancienne puissance impériale. Sans le soutien diplomatique et financier de celle-ci, la Birmanie ne peut espérer se faire une place sur la scène internationale. Grâce au British Council, la rupture avec la Grande-Bretagne est moins complète que ce qu’il apparaît au premier abord. Au contraire, la Birmanie développe peu à peu ses relations avec la Grande-Bretagne. Le British Council est la seule institution permettant à la Birmanie de conserver un lien fort avec le reste de l’Empire britannique et le Commonwealth : la diplomatie culturelle menée par la Grande-Bretagne, véritable arsenal durant la Guerre Froide, se veut active et fédératrice – elle doit avoir un impact concret sur la manière dont les anciennes colonies britanniques appréhendent à la fois leurs relations internationales et leur politique intérieure.

Ces recherches dans le domaine de la diplomatie culturelle appellent à être poursuivies pour les années 1955-1962. L’historiographie qui concerne la décennie suivant l’indépendance de la Birmanie est très pauvre, surtout en matière de développement culturel : les ouvrages portant sur le sujet se centrent davantage sur la transition démocratique du milieu des années 1950, puis le basculement dans le totalitarisme et l’isolationnisme à partir de 1962. Il serait donc intéressant d’étudier les archives du « second British Council en Birmanie », c’est-à-dire à partir de 1954, et en particulier les deux dynamiques a priori antithétiques d’expansion de la mission

---

<sup>249</sup> « Burmese capacity to absorb outside influences and give them a distinctive native character ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 380.

culturelle britannique sur le territoire birman et de restriction des actions en provenance de l'étranger de la part des autorités birmanes. Contrairement à 1948 qui ne marque qu'une rupture politique entre la Grande-Bretagne et la Birmanie, puisque les deux Etats renforcent leurs relations diplomatiques, économiques et culturelles par d'autres biais, l'arrivée au pouvoir du Général Ne Win en 1962 correspond à un rejet total de toute présence extérieure et la mise en place d'un régime ultra-nationaliste. La question de l'influence étrangère en Birmanie est d'ailleurs plus que jamais au goût du jour : le pays fait tout juste sa seconde entrée sur la scène internationale puisque l'ouverture de la Birmanie est très récente – on rappelle que le retour à un régime civil n'intervient qu'en 2011 sous le Président Thein Sein.

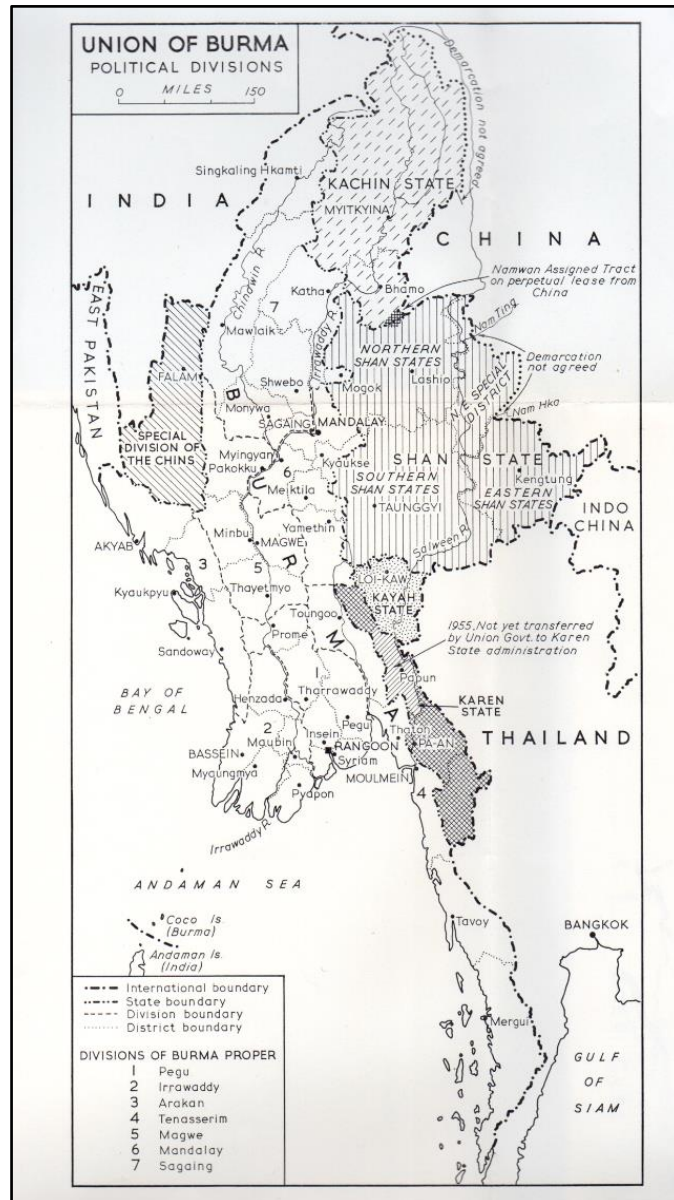
Pour finir, c'est au regard de la nouvelle position de neutralité ou de non-alignement que la Birmanie adopte officiellement en 1955, lors de la Conférence de Bandung, que les effets de la diplomatie culturelle britannique de la seconde moitié des années 1950 ou bien l'influence des questions stratégiques peuvent être examinées. Si la Birmanie se fraie peu à peu sa propre voie et tente de s'éloigner des sphères d'influence occidentale et soviétique au cours des années 1950, elle n'échappe pas complètement à l'influence des politiques de sa voisine l'Inde. Hugh Tinker souligne, à la fin de sa monographie sur l'Histoire de la Birmanie des premières années d'indépendance, que l'attitude de la Birmanie vis-à-vis de l'Inde est ambiguë : « D'une part les leaders birmans admirent l'Inde, pays qui incarne l'espoir de l'Asie des années 1950 ; d'autre part les Birmans ne restent pas silencieux sur l'idée de servitude économique que l'Inde représente en partie »<sup>250</sup>. Ainsi, les jeux d'influence et les questions de néocolonialisme en Birmanie ne se posent pas seulement par rapport à la métropole mais également par rapport aux puissances montantes de l'époque telles que l'Inde, leader du groupe des pays non-alignés et du mouvement anticolonial sur la scène internationale. La définition d'une identité ou d'une ligne politique proprement birmane se révèle difficile et constitue un enjeu de taille pour l'affirmation du pays sur la scène internationale des années 1950.

---

<sup>250</sup> « On the one hand Burmese leaders look to India with admiration as the hope of present –day Asia : on the other hand Burmans are not without disquiet at the economic thraldom which India partly represents ». Hugh Tinker, *op. cit.*, 354.

# ANNEXES

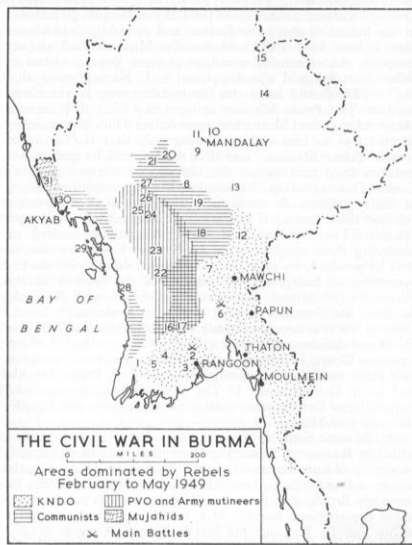
## 1. Cartes



*La Birmanie au lendemain de l'indépendance*

*Source : Hugh Tinker, op. cit., fin de l'ouvrage*





TOWNS CAPTURED BY THE REBELS IN 1949

(NOTE: Mawchi, Papun, and Thaton were already in KND0 hands.)

KND0

1. Bassein (25-29 Jan. 1949).
2. Insein (31 Jan.-22 May 1949).
3. Twante (1 Jan.-13 June 1949).
4. Pantanaw (? Apr. 1949-10 Dec. 1950).
5. Einme (1 Feb. 1949-11 Nov. 1950).
6. Nyaunglebin (20 Apr. 1949-25 Feb. 1950).
7. Toungoo (25 Jan. 1949-19 Mar. 1950).
8. Meiktila (20 Feb.-23 Mar. 1949).
9. Kyaukse (with Communists, 21 Feb.-26 June 1949).
10. Maymyo (21 Feb.-17 Apr. 1949).
11. Mandalay (with Communists, 13 Mar.-24 Apr. 1949).
12. Loikaw (? Feb. 1949-12 Jan. 1950).
13. Taunggyi (13 Aug.-23 Nov. 1949).
14. Lashio (27 Aug. 1949).
15. Namkhan (31 Aug.-8 Sept. 1949).

Communists

16. Henzada (with PVO, Mar.-27 Aug. 1949).
17. Tharrawaddy (9 Apr.-27 Aug. 1949).
18. Pyinmana (20 Feb. 1949-29 Mar. 1950).
19. Yamethin (20 Feb.-? May 1949).
20. Myingyan (23 Feb.-10 July 1949).
21. Pakokku (Mar. 1949-29 Apr. 1950).

PVO and Army Mutineers

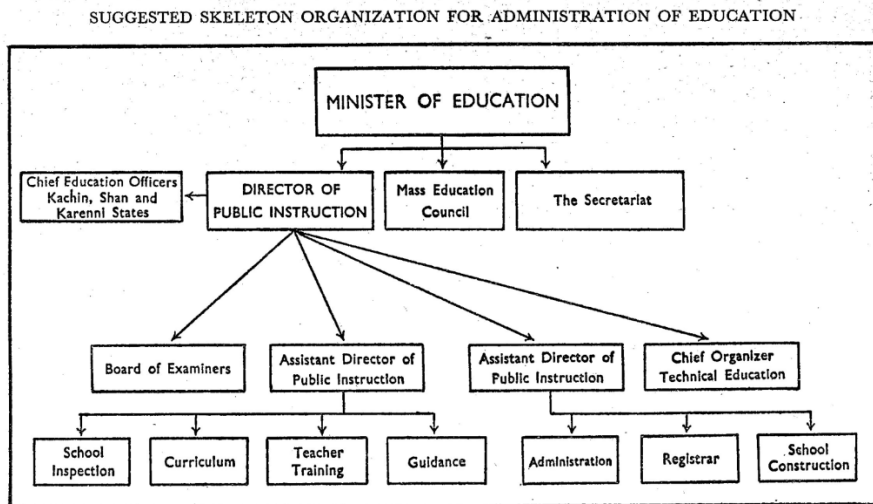
22. Prome (9 Aug.-9 Sept. 1948 and 1 Feb. 1949-19 May 1950).
23. Thayetmyo (8-30 Aug. 1948 and 17 Mar. 1949-5 Oct. 1950).
24. Magwe (25 Feb. 1949-8 Apr. 1950).
25. Minbu (25 Feb. 1949-15 Apr. 1950).
26. Yenangyaung (23 Feb.-10 June 1949).
27. Chaak (23 Feb.-7 June 1949).
28. Sandoway (10 June 1949-27 Oct. 1950).
29. Kyaukpyu (10 June-15 July 1949).

Mujahids

30. Rathedaung (with Communists, 1 Jan.-4 Feb. 1950).
31. Buthidaung (1 Jan.-4 Feb. 1950).

Carte de l'occupation du territoire birman par les différents groupes rebelles durant la guerre civile  
 Source : Hugh Tinker, op. cit., 44-45.

2. Tableau et organigramme



Organigramme du système éducatif birman vu par la mission de l'UNESCO en 1951  
 Source : R.M. Tisinger, op. cit., 18.

SCHOOLS AND TEACHERS								
State schools					Recognized schools			
	High	Middle	Primary	Teachers (total)	High	Middle	Primary	Teachers
1952	108	72	3,335	9,318	10	5	7	200
1953	148	227	5,507	16,652	9	6	21	227
1954	202	347	8,888	21,679	?	?	?	?
1955	220	405	8,951	27,997	?	?	?	?

PUPILS						
State				Recognized		
	High	Middle	Primary	High	Middle	Primary
1952	10,670	35,103	392,398	1,595	1,404	3,975
1953	16,628	54,960	633,707	948	1,914	2,361
1954	23,169	80,426	771,525	?	?	?
1955	42,600	103,600	1,096,000	?	?	?

(SOURCE: *BWB*, 9 September 1953 and 17 November 1955 and information from Ministry of Education.)

*Evolution du nombre d'écoles, de professeurs et d'élèves en Birmanie entre 1952 et 1955*

*Source : Hugh Tinker, op. cit., 197.*

### 3. Photographies



*Le Premier Ministre U Nu*

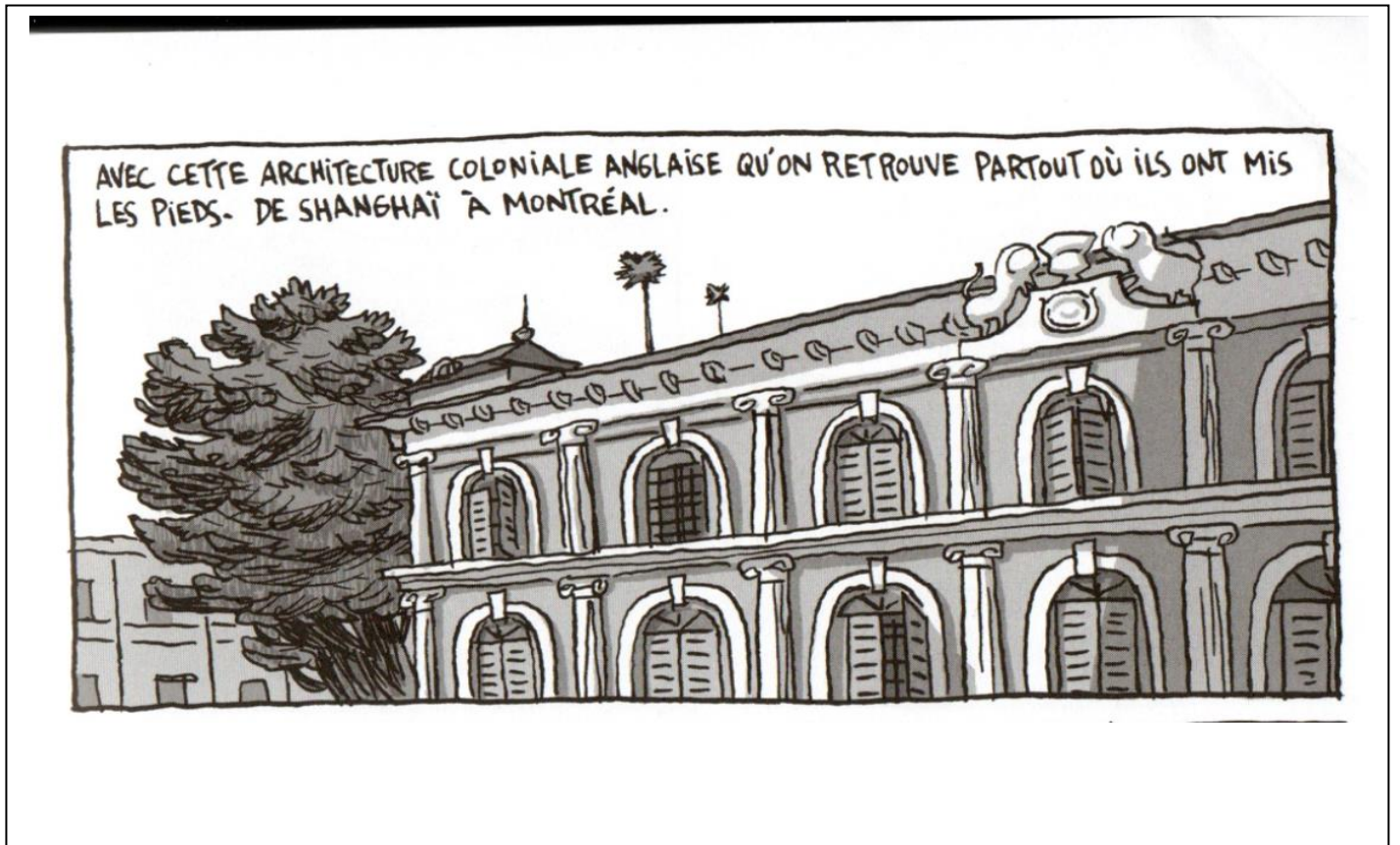
*Source : < [https://en.wikipedia.org/wiki/U\\_Nu](https://en.wikipedia.org/wiki/U_Nu) >*



*L'Université de Rangoun au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale :  
les séquelles de l'occupation japonaise*  
*Source : < [https://en.wikipedia.org/wiki/University\\_of\\_Yangon](https://en.wikipedia.org/wiki/University_of_Yangon) >*



*Le bâtiment de l'Ambassade du Royaume-Uni et du British Council à Rangoun aujourd'hui*  
*Source : < <http://www.cicsimmigration.com> >*



*Les bâtiments de l'ancienne administration coloniale vue par le dessinateur Guy Delisle.  
Source : Guy Delisle, Chroniques Birmanes, Editions Delcourt, 2007, 86.*



# BIBLIOGRAPHIE

## SOURCES PRIMAIRES

### I. Archives

Attlee, Clement R. and Thakin Nu. *Treaty between the Government of the United Kingdom and the provisional Government of Burma*. London: 17 October 1947. Annex « Defence Agreement ». Rangoon : 29 August 1947

<<http://www.ibiblio.org/obl/reg.burma/archives/199507/msg00015.html>>.

*British Council: Registered Files, Burma, 1940-1981*. London: The National Archives.

*Cabinet Minutes and Papers*, « Memorandum by the Secretary of State for Foreign Affairs: The Political Situation in Burma ». London: TNA, 11 June 1948, CAB 129/27/29.

*Cabinet Minutes and Papers*, « Memorandum: The Future of the British Council, 26 July 1951 ». London: TNA, 26 July 1951, CAB 129/47/6.

*Cabinet Minutes and Papers*, « Memorandum by the Secretary of State for Foreign Affairs: 'The Permanent Establishment of the British Council' ». London: TNA, 23 March 1956, CAB 129/80/36.

*Constitution of the Union of Burma*. Rangoon: 24 September 1947

<<http://www.burmalibrary.org/docs07/1947Constitution-facsimile-red.pdf>>.

Etats-Unis. Department of State. Office of Public Affairs. *Burma: Outlines of a New Nation*. Washington: US Government printing office, 1951.

*Foreign Office: Cultural Relations Department: Correspondence and Papers*. London: TNA, 1944-1966.

*Royal Charter of the British Council*. London: 1940.

<<http://www.britishcouncil.org/sites/britishcouncil.uk2/files/royalcharter.pdf>>.

### II. Archives publiées

Neff, Kenneth L. (ed.). *Burma, Educational Data*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1965.

Nu, U. *Towards Peace and Democracy; Translation of Selected Speeches by Thakin Nu*. Rangoon: Supdt. Govt. printing and stationery Burma, 1949.

Nu, U. *From Peace to Stability; Translation of Selected Speeches by Thakin Nu, Prime Minister of the Union of Burma (1949-1951)*. Rangoon: Ministry of Information, Govt. of the Union of Burma, 1951.

Nu, U. *Forward with the People; Translation of Selected Speeches of the Prime Minister of the Union of Burma (1953-1954)*. Rangoon: Ministry of Information, Govt. of the Union of Burma, 1955.

Tinker, Hugh (ed.). *Burma, the Struggle for Independence, 1944-48: Documents from Official and Private Sources*. Vol. 1, 'From military occupation to civil government, 1 January 1944 to 31 August 1946'. London: HMSO, 1983.

Tinker, Hugh (ed.). *Burma, the Struggle for Independence, 1944-48: Documents from Official and Private Sources*. Vol. 2, 'From general strike to independence, 31 August 1946 to 4 January 1948'. London: HMSO, 1984.

Tissinger, Richard M. (ed.). *Report of the Mission to Burma, May 1951*. UNESCO, 1952.

### III. Mémoires

Cady, John Frank. *Contacts with Burma, 1935-1949: a Personal Account*. Athens: Ohio University Center for International Studies, 1983.

Maw, Ba. *Breakthrough in Burma: Memoirs of a Revolution, 1939-1946*. New Haven: Yale University Press, 1968.

## **SOURCES SECONDAIRES**

### I. Sur la Birmanie

Ashton, S.R. « Burma, Britain, and the Commonwealth, 1946-56 », *Journal of Imperial and Commonwealth History*. 29:1, 2001, pp. 65-91.

Ashton, S.R. « Mountbatten, the royal family, and British influence in post-independence India and Burma », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*. 33:1, 2007, pp. 73-92.

Butwell, Richard. *U Nu of Burma*. Stanford, California: Stanford University Press, 1969.

- Cady, John F. *A History of Modern Burma*. New York: Cornell University Press, 1958.
- Collis, Maurice. *Last and First in Burma (1941-1948)*. London: Faber and Faber, 1956.
- Cheesman, Nick. « School, State and Sangha in Burma », *Comparative Education*. 39:1, 2010, pp. 45-63.
- Furnivall, John Sydenham. *The Governance of Modern Burma*. New York: Institute of Pacific Relations, 1960.
- Furnivall, J.S. « Twilight in Burma: Independence and After », *Pacific Affairs*. 22:2, June 1949, pp. 155-172.
- Hillman, Owen. « Education in Burma », *Journal of Negro Education*. 15:3, 1946, pp. 526-533.
- Htin Aung, Maung. *The Stricken Peacock; Anglo-Burmese Relations, 1752-1948*. The Hague: M. Nijhoff, 1965.
- Ikeya, Chie. « The Modern Burmese Woman and the Politics of Fashion in Colonial Burma », *The Journal of Asian Studies*. 67, 2008, pp. 1277-1308.
- Kyaw, Aye. *The Voice of Young Burma*. Ithaca, N.Y.: Cornell University, Southeast Asia Program, 1993.
- Liang, Chi-Shad. *Burma's Foreign Relations: Neutralism in Theory and Practice*. New York: Praeger, 1990.
- Maung Maung, U. *Burma in the Family of Nations*. Amsterdam, Djambatan, 1957.
- Maung Maung, U. *Burma's Constitution*. The Hague: M. Nijhoff, 1959.
- Maung, Mya. « The Burma Road from the Union of Burma to Myanmar », *Asian Survey*. 30:6, 1990, pp. 602-624.
- Naw, Angelene. *Aung San and the Struggle for Burmese Independence*. Chiang Mai: Silkworm Books, 2011.
- Selth, Andrew. « Modern Burma Studies: A Survey of the Field », *Modern Asian Studies*. 44:2, 2010, pp. 401-440.
- Silverstein, Josef. *Burmese Politics: The Dilemma of National Unity*. New Jersey: Rutgers University Press, 1980.

Tarling, Nicholas. *The Fourth Anglo-Burmese War: Britain and the Independence of Burma*. Gaya: Centre for South East Asian Studies, 1987.

Thant, Myint-U. *The Making of Modern Burma*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

Tinker, Hugh. « The Transfer of Power Thesis Re-Examined », *Modern Asian Studies*. 20:3, 1986, pp. 461-481.

Tinker, Hugh. *The Union of Burma, a Study of the First Years of Independence*. Oxford: Oxford University Press, 1957.

Trager, Frank. *Burma, a Selected and Annotated Bibliography*. New Haven: Human Relations Area Files Press, 1973.

Trager, Frank. *Toward a Welfare State in Burma: Economic Reconstruction and Development 1948-1954*. New York: International Secretariat Institute of Pacific Relations, 1954.

Trager, Frank. « The Failure of U Nu and the Return of the Armed Forces in Burma », *The Review of Politics*. 25:3, 1963, pp. 309-328.

Trager, Frank. « The Propaganda Battle in India and Burma », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 324, 1959, pp. 56-65.

Tucker, Shelby. *Burma, The Curse of Independence*. London: Pluto Press, 2001.

Tun Pe, U. *Sun Over Burma*. Rangoon: Rasika Ranjani Press, 1949.

## II. Sur le British Council et l'enseignement de la langue anglaise

Byrne, Alice. « The British Council in India, 1945-1955: Preserving 'old relationships under new forms' », communication donnée dans le cadre du séminaire « Empire after Empire ». Université Paris Ouest, octobre 2014.

Byrne, Alice. « The British Council and the British World, 1939-1954 », *GRAAT On-Line*. 13, mars 2013.

Donaldson, Frances Lonsdale. *The British Council: the First Fifty Years*. London: Cape, 1984.



Fernando, Lloyd. *Cultures in Conflict: Essays on Literature and the English Language in South East Asia*. Singapore: Graham Brash, 1986.

Robinson, Kenneth G. *English Teaching in South East Asia*. London: Evans, 1960.

### III. Sur la Grande Bretagne et la décolonisation

Darwin, John. *Britain and Decolonisation, The Retreat from Empire in the Post-War World*, New York: Palgrave Macmillan, 1988.

Darwin, John. *The Empire Project, The Rise and Fall of the Empire of the British World-System, 1830-1970*. Cambridge: Cambridge University Press, 2009.

Goldsworthy, David. *Colonial Issues in British Politics, 1945-1961: from 'colonial development' to 'wind of change'*. Oxford: Clarendon Press, 1971.

Heinlein, Frank. *British Government Policy and Decolonisation, 1945-1963: Scrutinising the Official Mind*. London: Frank Cass, 2002.

Howe, Stephen. *Anticolonialism in British Politics: the Left and the End of Empire, 1918-1964*. Oxford: Clarendon Press, 1993.

Lloyd, Lorna. « Britain and the Transformation from Empire to Commonwealth », *The Round Table: The Commonwealth Journal of International Affairs*. 86:343, 1997, pp. 333-360.

McIntyre, David W. « The Strange Death of Dominion Status », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*. 27:2, 1999, pp. 193-212.

Reynolds, David. *Britannia Overruled: British Policy and World Power in the Twentieth Century*. Harlow: Pearson Education, 1991.

Smith, R. B. and A. J. Stockwell (eds.). *British Policy and the Transfer of Power in Asia, Documentary Perspectives*. London: School of Oriental and African Studies, 1987.

Stockwell, Sarah (ed.). *The British Empire, Themes and Perspectives*, Malden (Mass.): Blackwell Publishing, 2008.

Tarling, Nicholas. *The Fall of Imperial Britain in South-East Asia*. Oxford: Oxford University Press, 1993.

Ward, Stuart (ed.). *British Culture and the End of Empire*. Manchester: Manchester University Press, 2001.

#### IV. Sur l'influence du contexte de la Guerre Froide

Adamthwaite, Anthony. « Britain and the World, 1945-9: The View from the Foreign Office », *International Affairs*. 61:2, 1985, pp. 223-235.

Aitken, Ian. « British Governmental Institutions, the Regional Information Office in Singapore and the Use of the Official Film in Malaya and Singapore, 1948-1961 », *Historical Journal of Film, Radio and Television*. 35:1, 2014, pp. 27-52.

Aldrich, Richard. « Putting Culture into the Cold War : the Cultural Relations Department (CRD) and British Covert Information Warfare », *Intelligence and National Security*. 18:2, 2003, pp. 109-133.

Hack, Karl. « South East Asia and British Strategy, 1944-51 », Aldrich, Richard (ed), *British Intelligence Strategy and the Cold War, 1945-1951*. London: Routledge, 1992.

Hall, H. Duncan. « Post-War Government and Politics of British Southeast Asia », *The Journal of Politics*. 9:4, Nov. 1947, pp. 692-716.

Kent, John. « United States reactions to empire, colonialism, and cold war in Black Africa, 1949-1957 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*. 33:2, 2005, pp. 195-220.

Ovendale, Ritchie (ed.). *The Foreign Policy of the British Labour Governments, 1945-1951*. London: Leicester University Press, 1984.

Stockwell, Anthony J. « Britain's Imperial Strategy and Decolonisation in South East Asia, 1947-57 », in Bassett, D.K., King, V.T. (eds.), *Britain and South East Asia*. Hull: University of Hull, Centre for South-East Asian Studies, 1986.

Tarling, Nicholas. *Britain, Southeast Asia and the Onset of the Cold War, 1945-1950*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998.

Vaughan, James R. « 'A Certain Idea of Britain': British Cultural Diplomacy in the Middle East, 1945-1957 », *Contemporary British History*. 19:2, 2007, pp. 151-168.